

QUELQUES RÉFLEXIONS AUTOUR DU COMLOTISME

Catherine-D. WAJS

Résumé : Pourquoi le complotisme et sa stigmatisation ont-ils pris récemment une telle importance médiatique ? Cette question a été le point de départ d'une réflexion visant à démêler l'écheveau embrouillé de la sphère complotiste. Les mécanismes régissant les trois versants du drama socio-politique que sont le complot, le complotisme et la théorie de complot sont présentés ici. Cet essai se propose également de décrire et de comprendre les différents jeux d'acteurs et de pouvoir qui y sont mis en scène.

Résumé du contenu (par l'application d'I.A. Mistral)

Ce document est une analyse approfondie du complotisme, de ses origines, de ses manifestations et de ses implications sociologiques et politiques.

Voici un résumé structuré des principaux points abordés :

Introduction :

Le texte commence par une réflexion sur l'importance récente du terme « complotisme » et sa stigmatisation médiatique. L'auteure cherche à comprendre pourquoi la dénonciation des complotistes a pris une telle ampleur et quels sens philosophique, politique et sociologique donner à ce phénomène.

Définitions et concepts :

1. ****Définition du complot et de la conspiration**** : Le complot est décrit comme un projet concerté entre plusieurs personnes dans un but commun, souvent secret. La conspiration vise à renverser un pouvoir établi ou à attenter à la vie ou à la sûreté d'une autorité.
2. ****Complotisme**** : Le complotisme est l'analyse élaborée pour dénoncer un complot, souvent sans preuve solide. La "théorie du complot", quant à elle, est une expression utilisée en général pour discréditer ceux qui professent les accusations de complot, souvent de manière agressive et sans nuance.
3. ****Usage du terme "théorie"**** : L'auteure discute de l'usage du terme "théorie" et de son impact sur la perception des accusations de complot, soulignant que son utilisation peut être neutre ou péjorative selon le contexte.

Exemples et contextes :

1. ****Exemples historiques**** : Des exemples comme les *Illuminati*, la crise du COVID-19, les débats contradictoires et leurs enjeux autour du changement climatique et enfin la théorie du "Grand Remplacement" servent à illustrer comment les théories du complot naissent, se manifestent et évoluent.
2. ****Contexte sociologique**** : Le complotisme fleurit dans des contextes de crise, de méfiance envers les institutions et de perte de confiance dans les médias et les politiques. Il est nourri par les espoirs et les déceptions engendrés par la démocratie. La mondialisation et l'instrumentalisation de la communication *via* Internet ont également joué un rôle dans la propagation des théories du complot.

Analyse psychosociologique

1. ****Irrationalité et cécité devant la contradiction**** : Les complotistes sont souvent accusés d'irrationalité et de biais cognitifs, mais l'auteure suggère que leur analyse repose elle-même sur des explications excessives.
2. ****Paranoïa sociale**** : Le complotisme est parfois associé à une forme de paranoïa sociale, où les individus projettent leurs peurs et leurs frustrations sur des ennemis extérieurs.
3. ****Psyché collective**** : L'auteure explore l'idée que le complotisme pourrait être une manifestation de la psyché collective, où les individus cherchent à donner un sens à des événements qui échappent à leur maîtrise.

Implications politiques :

1. ****Arme politique**** : Le complotisme a été décrit comme une arme politique utilisée par les faibles pour dénoncer les puissants. Cependant, la théorisation du complotisme peut aussi servir les intérêts des groupes dominants pour discréditer leurs adversaires.
2. ****Stigmatisation et disqualification**** : La stigmatisation des complotistes est analysée comme un moyen de disqualifier les critiques et de maintenir l'ordre établi.
3. ****Transparence et secret**** : L'auteure discute de la tension entre la transparence et le secret, soulignant combien la société post-moderne est complexe et chaotique, alors que l'avènement du rationalisme et de la science moderne promettait la maîtrise raisonnée du monde.

Conclusion :

Le texte conclut en soulignant la nécessité de comprendre les mécanismes du complotisme pour mieux appréhender les dynamiques sociales et politiques contemporaines. En reconnaissant son rôle dans la dénonciation des abus de pouvoir et des injustices, l'auteure plaide pour une approche nuancée et critique de ses enjeux sociétaux, grâce à l'instauration de débats agonistiques.

Table des matières

QUELQUES REFLEXIONS AUTOUR DU COMLOTISME	1
Catherine-D. WAJS.....	1
1- Quelques définitions	4
1-1 Définition du complot, de la conspiration.....	4
1-2 Complotisme/conspirationnisme et « théorie du complot » :.....	7
1-3 De l'usage du terme « théorie ».....	12
1-4 Traits communs aux thèses de complot.....	15
2- Les vertiges du complotisme/conspirationnisme par quelques exemples.....	19
2-1 Le prototype de la théorie complotiste qui renaît de ses cendres : les cas du jacobinisme et des Illuminati	19
2-2 Le conspirationnisme de combat	21
2-2-1 La crise du COVID 19, l'instrumentalisation d'un « complot sanitaire » et l'effet d'aubaine	21
2-2-2 Un drame annoncé : environnement, collapse climatique et « théorie du complot climatique ».....	26
2-2-3 Le territoire national, la crise migratoire et le « Grand remplacement ».....	35
3- Dans quels contextes fleurit le complotisme ?	42
3-1 « Le complot, arme politique du faible » ?	42
3-2 Raisons sociologiques : la roue de l'histoire, la postmodernité, le déferlement technologique mondial et la communication.....	45
3-3 Croyances alimentées et déçues par la démocratie	48
4- Peut-on caractériser les complotistes : enquêtes et contre-enquêtes.....	55
5 - Analyse psychosociologique du phénomène	58
5-1 Irrationalité ou cécité devant la contradiction ?.....	58
5-2 La paranoïa sociale	59
5-3 L'irruption d'une psyché collective ?	61
5-3 L'ennemi comme forme déviée d'objet transitionnel ?.....	62
6- La prolifération des « théories de complot » sert-elle un dessein particulier et si oui, à qui profite-t-elle ?.....	63
6-1 Saturation et brouillage.....	63
6-2 Stigmatisation et disqualification.....	64
6-3 La théorisation du complotisme, une arme aux mains du pouvoir politique ?	65
6-4 Quand dénoncer le complot devient un business	71
6-5 Un fonctionnement systémique.....	72
Conclusion	73

Vocabulaire entré dans nos dictionnaires à la fin des années 2010, le complotisme et l'accusation de complotisme (et sa stigmatisation) sont devenus des enjeux politiques de premier plan. Le point de départ de cette réflexion personnelle a consisté à me demander pourquoi la stigmatisation des complotistes (personnes qui veulent dénoncer tel ou tel complot) a pris l'importance médiatique récente qu'on lui reconnaît. Quel sens philosophique, politique et sociologique donner à ce mouvement d'ampleur ? Cet article se propose de définir les termes, de préciser les divers aspects du phénomène et d'esquisser une analyse de ses causes.

Ces réflexions n'ont pas pour vocation de dire où est le vrai. Elles se situent dans un cadre de pensée d'inspiration anthropologique et sociologique, qui adopte pour axiomes la diversité des pensées humaines et le respect de celles-ci. Je ne cherche donc pas à juger, mais à tenter de comprendre.

Par l'examen sémantique, puis en m'aidant des éclairages donnés par des philosophes et historiens, je me propose de dégager certains de ces modes de pensée et leurs ancrages sociologiques, énoncés tant par des complotistes que par leurs détracteurs.

Il m'arrive dans ces pages de prendre parti en faveur d'une thèse ou d'une autre. Je me suis autorisé ces écarts par honnêteté intellectuelle, car toute pensée est sourcée et il est bien vain d'imaginer qu'on puisse parler « de nulle part ». Mes convictions, quand elles transparaissent, ne sont pas plus « vraies » que celles du camp adverse, ce sont simplement celles qui me permettent d'articuler une réflexion que j'espère lucide et cohérente, même si elle pourra paraître partisane à certains.

1- Quelques définitions

1-1 Définition du complot, de la conspiration

Comme l'analyse historique le démontre, il a existé des complots et il en existera sans doute encore dans l'avenir. Pour le présent, prêtons-nous à une courte analyse sémantique des termes « complot » et de ses quasi-synonymes, notamment « conspiration » et « conjuration ».

« Premier étage de la fusée », le mot complot définit un projet concerté entre plusieurs personnes dans un but commun, visant à servir leurs intérêts propres. Il s'agit d'un phénomène social ancien. L'histoire politique et économique et religieuse est jalonnée d'ententes de ce type, et fût émaillé de complots qui ont réussi ou échoué. « *La notion de complot est liée au secret : le secret entourant les groupes impliqués et le secret de leurs activités. Les groupes peuvent être connus, mais les activités doivent être secrètes pour qu'on puisse parler de complot* »¹. Au creux de cette culture du secret, des pouvoirs réels sont détenus par des personnalités restant au second plan. Dans le mécanisme du complot, se tiennent souvent des acteurs de l'ombre, Machiavel, ministres ou conseillers royaux parfois aussi puissants que les premiers rôles, qui peuvent œuvrer de manière occulte. Dans le labyrinthe vertigineux des « rouages » du pouvoir, plusieurs couches de rôles paravents s'interposent.

¹ A. Romero-Reche, Théorie du complot, secret et transparence, *Revue Rue Descartes*, Pages 81 à 102

Ces figures de l'ombre ont d'ailleurs été suspectées de comploter tant il est difficile de démêler quels intérêts ils servent.²

Conspiration : entente secrète entre plusieurs personnes, visant à renverser un pouvoir établi ou une organisation en vue d'attenter à la vie ou à la sûreté d'une autorité.

Le terme de conjuración est moins usité de nos jours, mais s'entendait à peu près comme le précédent.

Donc, ces termes signifient « une union entre particuliers, sujets ou citoyens, pour nuire, pour renverser, pour frapper un coup ». Les différences existant entre eux ont déjà été remarquées dès le XVI^e siècle où ils étaient utilisés fréquemment : le complot vise plus souvent une cible unique.

Mais les trois se démarquent de la cabale par la gravité de leur dénouement. Une cabale cherche à porter atteinte au statut de quelqu'un. Mais la -ou les victimes- d'un complot, d'une conspiration ou d'une conjuration sont menacés plus gravement. Ces derniers mots sont du registre de l'attentat, du crime.

« *Le complot est le lieu de masques dissimulés dans la pénombre, de mythes stéréotypés.* »³ Pour autant, il est délicat de cataloguer le statut des complots qui ont été dénoncés au cours de l'histoire. Comment rendre compte de la différence existant entre le complot perpétré par un État et celui qu'on instigue contre lui : exemple de celui ourdi par la CIA au Nicaragua ou celui de l'assaut du Capitole planifié par les partisans de D. Trump en janvier 2021 ? Doit-on considérer les seuls complots aboutis et négliger ceux qui ont été déjoués ? Où commence un complot et où s'arrête-t-il ? L'histoire politique récente est émaillée en effet de ces ententes durables qui finissent par tenir lieu de « feuille de route » pour la gestion politique des États : on pense ici aux nombreux complots ourdis par l'impérialisme français pour mettre au pouvoir des dictateurs à sa solde dans ses anciennes colonies⁴. La gravité d'un complot tire-t-elle son statut de ses conséquences, qui peuvent prendre une ampleur variable ? Par exemple, le complot contre Jules César en 44 av. J.-C., orchestré par des sénateurs romains, qui a abouti à la création de l'Empire romain, a eu une plus grande répercussion civilisationnelle sur l'histoire de l'Occident que celui que l'Armée française a ourdi contre le capitaine Alfred Dreyfus, malgré son caractère odieux et l'ampleur médiatique considérable qu'il a soulevé durant plusieurs années. Un complot tire-t-il son importance de la nature des objectifs poursuivis par les comploteurs, selon qu'ils sont triviaux ou plus nobles, par exemple ? Ainsi, les philosophes des Lumières ont développé avec ardeur la thèse « de la tromperie du clergé ». Dans la perspective des Lumières, en effet, ils ont argumenté qu'il était dans l'intérêt du clergé de maintenir le peuple dans l'obscurité pour conserver sa mainmise sur les consciences, ce qui explique son ignorance et sa superstition (argument repris dans l'expression « *l'opium du peuple* » par K. Marx). Peut-on considérer toutefois cet état « d'entente » séculaire comme un complot, étant entendu que le terme même d'église affiche son statut de communauté détenant un pouvoir⁵ ?

² Je pense ici à Thomas More (1478-1535), qui connut une carrière politique brillante en servant Henry VIII, fut ambassadeur puis grand chancelier. Mais catholique fervent, il est resté fidèle à la prééminence du pape sur l'église d'Angleterre, et se vit accusé de complot par le même Henry VIII, fut jugé et décapité.

³ Henri Madelin, Rumeurs et complot - *Etudes* 2002- 11/T.397 Pages 477 à 488

⁴ Cf François-Xavier Verschave, *La Françafrique*, Ed. Stock, 1998

⁵ Venu du grec *eklesia* (assemblée), ce terme latin désigne aussi bien une croyance partagée qu'une communauté de fidèles, un lieu de culte et une organisation sociale dont l'Église est garante. En ce sens, elle définit le vaste groupe qui partage la communion et dont les excommuniés sont, par définition, exclus. L'*ecclesia* désigne, plus largement, une structure de domination qui s'exprime dans le temps et l'espace, mais aussi un système de pensée en action (une idéologie) et une représentation du monde (une anthropologie) –

Faudrait-il classer les complots d'après leur degré de moralité ? D'après les motivations animant les comploteurs ? Un complot pour déposer un tyran (ou un capitaine tyrannique de navire) est-il plus moral qu'un complot pour masquer des affaires gênantes ? Les jeux politiques nationaux et internationaux placent sur le devant de la scène des hommes (en petit nombre) à qui est donné le pouvoir de décision et qui peuvent en abuser ; le complot désignera-t-il la collusion organisée par quelques-uns pour détourner les institutions établies ou l'entente qui s'organisera pour déjouer ladite collusion ? Un complot peut-il agir au nom du bien supérieur de la nation ? Comment statuer sur des complots permettant de dévoiler et traiter une affaire de corruption (détournement du droit, des biens publics) ? On le voit, les questions définissant le champ du complot sont multiples.

Commençons par un angle d'attaque économique et/ou politico-financier : comment traiter les complots/conspirations mettant en scène des institutions haut-placées ? La criminalité financière est un marché prospère et structuré, où se rencontrent l'offre et la demande, fondé sur l'association de trois partenaires : gouvernements, entreprises transnationales et nombre croissant de mafias. C'est devenu chose facile depuis la fin des années 80, avec la libéralisation complète des mouvements de capitaux échappant au contrôle national ou international ; elle a favorisé la pratique de cartels passant des accords entre parties pour conserver une position économique dominante : « *Quand les cinq grandes firmes de Wall Street, en 2004, obtiennent à force de pressions une réunion secrète à la Securities and Exchange Commission (SEC), le régulateur des marchés de capitaux américains, pour obtenir l'abolition de la « règle Picard » limitant à 12 le coefficient de levierisation globale des banques d'affaires* »⁶, comment ne pas y voir l'action concertée et dissimulée d'un groupe d'intérêts spécialement puissant et organisé ? De nombreux exemples récents démontrent comment des entreprises, des lobbies, des corporations peuvent s'entendre pour protéger leurs profits⁷, éventuellement au détriment de la santé publique. On peut citer l'exemple bien documenté de « la conspiration du plomb » : la dangerosité du plomb (métal, peinture de céruse et essence) était connue depuis l'antiquité, mais le lobby des fabricants a réussi à opérer une pression politique telle que ces produits ont non seulement continué d'être commercialisés malgré l'évidence croissante de leurs effets tragiques, notamment sur les enfants, mais ont même été encouragés avec la complicité des pouvoirs publics et d'études pseudo-scientifiques⁸.

Par sa gravité, cet exemple rappelle celui du « scandale de l'amiante »⁹, qui a suivi le même schéma. Elle compromet directement les pouvoirs publics qui, en voulant « soutenir l'industrie et/ou

une emprise qui se disloque progressivement entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Pour une partie des historiennes et historiens de cette période, l'*ecclesia* est un concept qui permet d'appréhender le pouvoir de l'Église tel qu'il s'exerce dans tous les domaines, au-delà de la seule religion – concept qui ne fait cependant pas l'unanimité chez les spécialistes. Blaise Dufal, « Qu'est-ce que l'« Ecclesia » ? Penser la société chrétienne médiévale », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], ISSN 2677-6588, mis en ligne le 04/11/24, consulté le 09/05/2025. Permalien : <https://ehne.fr/fr/node/22463>

⁶ Frédéric Lordon, *Le symptôme d'une dépossession*, Le Monde Diplomatique, 2015

⁷ Les cas d'entente illicite pour pratiques anti-concurrentielles sont légion dans la grande distribution : après « l'affaire du cartel des yaourts », au cours des dernières années, l'Autorité de la concurrence a épinglé un « cartel des lunettes », ainsi qu'un « cartel du linoléum » !

⁸ Didier Fassin, cours du Collège de France [<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-cours-du-college-de-france/theses-conspirationnistes-9746196>]

⁹ Le groupe Eternit est le premier producteur français d'amiante-ciment et l'un des premiers visés par une plainte du genre, déposée en octobre 1996 par d'anciens salariés exposés à ce matériau. Reconnu cancérigène par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) en 1973, l'amiante n'est interdit en France que depuis 1997. Après 25 ans d'instruction, le collectif de victimes vient de voir le premier non-lieu confirmé par la

l'emploi » et en ne légiférant pas, encouragent ou protègent des entreprises fautives, alors que la connaissance de la dangerosité sanitaire des produits commercialisés est parfaitement avérée. Il est symptomatique, d'ailleurs, que l'on utilise désormais la dénomination de « scandale » « d'affaire », au lieu du terme complot, comme dans « l'affaire du sang contaminé », mais on peut citer aussi celle de la Dépakine, du Médiator, des prothèses PIP, pour évoquer ces cas patents de « conspiration du silence » dont l'État se rend fautif en protégeant des institutions publiques ou semi-publiques ou en « fermant les yeux », sur des atteintes aux règles déontologiques commises par des firmes exportatrices de premier plan qui concourent à l'*aura* de la recherche française, à la balance du PIB et à l'emploi. Il est significatif qu'on ne parle plus de « complot » lorsque l'industrie est en cause (l'industrie automobile, les compagnies extractrices, par exemple). Employer le mot « tromperie » ou « scandale » factualise les événements, les inscrit dans un certain registre de droit et, ainsi, « *occulte les réseaux d'acteurs et les mécanismes sous-jacents* »¹⁰.

Nous entrons ici dans un lieu flou où complot, conspiration, affaire mettent en cause des personnalités politiques de premier plan, des institutions haut-placées et où l'État, premier défenseur du droit public, est pris en faute. L'usage du mot « affaire » est-il un terme pudique pour éviter de caractériser les crimes d'État ? Car des « conspirations du silence » émaillent régulièrement l'histoire des États dits démocratiques. Pensons à ce que recouvre l'expression « conspiration du silence », lorsqu'il s'agit de cacher à l'ensemble de la nation des pans entiers d'informations stratégiques (guerre d'Algérie, la guerre du Vietnam...).

Dans ces zones intermédiaires où l'on s'approche de ce qui est désormais qualifié de « théorie du complot », qualifier les faits en adoptant une définition claire devient de ce fait plus délicat : comment traiter le statut de certains événements ambigus, où il est difficile de savoir s'il s'est agi d'un « complot » effectif ou bien de la rémanence d'une « théorie du complot » ayant défrayé durablement la chronique ? Prenons l'exemple de l'organisation clandestine italienne Gladio, créée par le ministère de l'Intérieur pour surveiller les risques d'ingérence de l'Union soviétique lors de la guerre froide, et celle de la loge maçonnique (puis pseudo-loge) dite P2 pour *Propaganda Due*, qui a fait parler d'elle également ; leur existence, pourtant reconnue par la justice italienne et attestée par de nombreux documents, n'a pas suffi à lever le doute sur la nature réelle de leur action, car il plane encore un doute sur leur rôle exact dans les troubles politiques de l'époque.

A l'occasion de ce bref voyage sémantique menant du complot à la théorie du complot -qui va nous occuper à présent- nous passons de la culture de l'entente secrète à la culture exacerbée du doute.

1-2 Complotisme/conspirationnisme et « théorie du complot » :

« Deuxième étage de la fusée », avec le complotisme, on entre dans « l'envers du décor » : cette fois, il est question de l'individu ou du groupe qui dénonce le complot ou la conspiration.

Originellement, l'expression complotisme décrit l'analyse élaborée pour décrire et dénoncer un complot/une conspiration ; c'est une supposition, une conjecture qui n'a pas encore été prouvée, qui peut donc être vraie ou non. Le terme complotisme met en jeu les ressorts du doute. Il appartient en première instance au champ de la critique. Avec lui, on questionne donc quelques catégories de la connaissance (vérité, doute, critique, supposition, conjecture...)

Cour de cassation, sur l'argument que leurs dates de contamination sont imprécises et que les responsables de l'époque ne peuvent être nominalement désignés.

¹⁰ Didier Fassin, op. cit.

A priori, l'exercice du doute et de la critique est fécond ; c'est le socle de la philosophie, celui du questionnement de la science. Appliquée à la vie en société, la recherche des causes de déséquilibre sociétal est un acte salubre, visant la sauvegarde du groupe. Donc, analyser et théoriser les composants d'un complot potentiel est utile. Il semble en effet naturel et assez sain dans une démocratie de douter des institutions que les hommes ont mises en place et de surveiller l'action de ceux à qui ils ont octroyé une délégation de pouvoir ; les chefs n'étant plus légitimés par « droit divin », ils doivent rendre des comptes de leur gestion.

Pourtant, le terme complotisme est plutôt usité dans un usage critique : on note sous la plume d'Emmanuel Taïeb la définition suivante : *« le complotisme est devenu un prêt-à-penser critique et politique qui prétend démontrer la complexité du monde social en disant que les apparences sont trompeuses, et en désignant les ennemis à abattre (juifs, services secrets, élites, organisations internationales, banques, laboratoires pharmaceutiques, etc.)... Travailler sur le complotisme, c'est mettre au jour une idéologie très structurée, qui se diffuse sous des formes diverses dans le corps social. »*

On peut lire ainsi : *« un complotiste renonce au doute quand il fait sienne une théorie du complot. »* *« Le discours complotiste est clos sur lui-même et ne laisse aucune porte d'entrée au doute raisonnable. »*¹¹ *« Le point de bascule, c'est quand quelqu'un analyse tous les phénomènes sociaux à l'aune de complots supposés. »*¹² On peut d'une certaine façon considérer que les complotismes extériorisent les excroissances, les enflures de l'exercice du doute, qui lui-même est salubre. Le doute est rationnel ; tout dépend jusqu'où il va et ce qu'il entend servir.

L'usage du mot complotisme sert désormais à nier la véracité et la vraisemblance des accusations portées à l'encontre des comploteurs ; elle retourne la dénonciation en accusant les complotistes de « voir des conspirations partout », même là où il n'y en a pas. De quoi son emploi en augmentation constante dans les articles des journaux, les débats et tables rondes est-il le signe ?

- Qu'en est-il de la théorisation de la « théorie du complot » ?

« Troisième étage de la fusée » : l'expression « théorie du complot » et « théorie complotiste » va plus loin encore. On ne se situe plus dans l'analyse contrastée de l'usage du doute par les acteurs du jeu social. Il ne s'agit plus d'une simple démonstration critique de l'inanité d'allégations sans fondement sérieux ; c'est désormais la forme que prennent les attaques agressives à l'encontre de compétiteurs d'un débat, d'adversaires politiques, de confrères dont on ne partage pas les analyses. La dénonciation ne s'embarrasse plus de nuances. Elle veut blesser, déstabiliser et décrédibiliser l'adversaire. Les joutes médiatiques se renvoient le complotisme au visage ! La « théorie complotiste » est devenue un sport de combat sans merci, préférentiellement dans l'arène politique ; semez le doute...il en restera toujours quelque chose.

Les psychologues anglais Robert Brotherton et Silan Eser¹³ en proposent la définition suivante : *« [...] le label 'théorie du complot' [...] renvoie typiquement à des allégations de conspiration qui sont moins plausibles que d'autres explications, qui contredisent le consensus général des autorités épistémiques, qui reposent sur des preuves faibles, qui postulent des comploteurs exceptionnellement sordides et compétents et qui sont en fin de compte infalsifiables. »* Ces « allégations » s'écartent de la méthodologie suivie, en particulier, par une enquête (judiciaire, policière ou journalistique

¹¹ Emmanuel Taïeb

¹² P-H. Taguieff, *Les théories du complot*, Coll. Que sais-je ?

¹³ Brotherton, R., & Eser, S. (2015). Bored to fears: Boredom proneness, paranoia, and conspiracy theories. *Personality and Individual Differences*, 80, 1-5.

correctement conduite, qui peut, elle, aboutir à la mise au jour de complots réels impliquant, par exemple, des dirigeants corrompus.

Avec la théorisation de la « théorie du complot », on énonce le fait que celui qui dénonce le complot est sujet à des failles multiples de raisonnement : il néglige les biais cognitifs qui peuvent obscurcir son jugement (biais de confirmation, biais heuristique, etc., voir *infra* p.59). En revanche, doute et suspicion sont le moteur explicatif unique - et répétitif - de tout ce qui entoure le cœur de son sujet, y compris ceux qui tentent de le contester ; mettre en doute sa thèse, c'est faire preuve d'intelligence avec les comploteurs...

Les théories complotistes/conspirationnistes figent les conjectures et en font des vérités. Elles s'opposent à l'exigence de vérité-correspondance et ne répondent pas aux critères épistémologiques de corroboration, de reproductivité et de réfutabilité. Enfin, elles appartiennent au champ des 'pseudosciences', car elles cherchent à faire passer pour vérité un discours tronqué sur la réalité.

Signalons toutefois que, utilisée à tout propos, y compris pour de petites affaires, elle se détourne d'un usage raisonnable ; elle « *fait fi du constat de nombreux chercheurs qui entendent par « théories du complot » des constructions historiques « alternatives » interprétant des pans entiers de l'histoire, voire sa totalité, et le fonctionnement des sociétés comme résultant de la réalisation d'un projet concerté secrètement par un petit groupe d'individus puissants et sans scrupules.* »¹⁴

Toujours est-il que l'on constate donc un glissement insidieux entre les trois scansions du fait social appelé « complot ». Le sujet est embrouillé dans la mesure où le même mot sert à désigner plusieurs processus, et c'est notamment le cas de l'expression « théorie de complot », qui sert alternativement à décrire le complot que l'on souhaite démasquer et la description critique d'une thèse, théorisée, structurée et orientée afin de la discréditer. Cette confusion sémantique entretient un halo diffus si subtil que l'esprit vacille parfois en naviguant d'une définition à l'autre. Pierre-André Taguieff, explique que les formules « *rumeur de complot, peur d'un complot, hypothèse du complot, imaginaire du complot, idéologie du complot, mythe ou mythologie du complot* » seraient plus adaptées que les termes plus habituels de 'complotisme' et 'conspirationnisme', ou 'théories du complot' pour nommer cette réalité à multiples visages, et par où on l'aborde¹⁵. Cette remarque judicieuse suggère en effet que le vocabulaire employé induit la signification que le locuteur souhaite caractériser, ce qui permettrait de comprendre aussi, éventuellement, l'idéologie qui le fait lui-même s'exprimer.¹⁶

Comment retrouver nos marques face à un tel constat ? Il m'a inspiré la présente réflexion : j'ai éprouvé le besoin de clarifier la situation et de mieux comprendre les multiples visages du questionnement adressé au fait social dénommé « complot ». Devant la formulation (et la dénonciation) de faits complotistes, je me suis entraînée à me poser désormais la question suivante : où se situe l'émetteur ? Que veut-il dire vraiment ? Utilise-t-il le mot 'complotisme' pour désigner une pratique critique (la dénonciation de faits déviants) ; recourt-il ici à la 'théorie complotiste' ?

¹⁴ Emmanuel Kreis, De la mobilisation contre les « théories du complot » après les attentats de Paris des 7 et 9 janvier 2015, *Revue Diogène* [2015/1 n° 249-250](#)

¹⁵ P.A. Taguieff, *Court traité de complotologie, suivi de « Le complot judéo-maçonnique » : fabrication d'un mythe apocalyptique moderne*, Fayard, Mille et une Nuits, 201

¹⁶ Il est amusant, d'ailleurs, de rappeler que P-A. Taguieff a dit au sujet de Pierre Bourdieu : « *Moi, je vois simplement la sociologie de Bourdieu comme une sociologie s'intéressant aux stratégies liées à des réseaux qui complotent. Je pense que le modèle, le paradigme de la pensée de Bourdieu est un modèle conspirationniste.* » France Culture, 18 décembre 2009.

pour pointer un certain type de lecture biaisée (trop hâtivement englobante ou oiseuse) du réel chez son adversaire ; ou bien veut-il attaquer la personne même de celui-ci en montrant combien sa pratique du doute est pathologique et souhaite ainsi le désavouer sans merci en théorisant à l'outrance sa critique ?

Commençons par faire un bref rappel de l'histoire de cette dérive sémantique.

Karl Popper, qui a travaillé comme on sait sur la falsification des théories en sciences, aurait été parmi les premiers, dès 1945, à qualifier le mécanisme du complot : *« Il existe une thèse, que j'appellerai la thèse du complot, selon laquelle il suffirait, pour expliquer un phénomène social, de découvrir ceux qui ont intérêt à ce qu'il se produise... [Il s'agit de] « l'opinion selon laquelle l'explication d'un phénomène social consiste en la découverte des hommes ou des groupes qui ont intérêt à ce qu'un phénomène se produise (parfois il s'agit d'un intérêt caché qui doit être révélé au préalable) et qui ont planifié et conspiré pour qu'il se produise ». Elle part de l'idée erronée que tout ce qui se passe dans une société, guerre, chômage, pénurie, pauvreté, etc., résulte directement des desseins d'individus ou de groupes puissants... Les dieux de l'Olympe d'Homère, dont les complots expliquent la guerre de Troie, y sont remplacés par les monopoles, les capitalistes ou les impérialistes... Le rôle principal des sciences sociales est, à mon avis, d'analyser ces réactions et de les prévoir dans toute la mesure du possible. »*¹⁷

Il critiquait ici les sciences humaines et, plus précisément, les analyses du phénomène de l'intention qu'ont formalisées les penseurs marxistes. Il souligne la confusion entre la genèse des faits sociaux et celle des actions individuelles. Quand il s'en prend à la pensée marxiste, le propos du néo-libéral qu'était Popper n'est-il pas assez ambigu et finalement risqué ? Car il introduit un retournement de situation : il déplace l'obligation d'administrer la preuve, de ceux qui fomentent un complot à ceux qui veulent dénoncer l'échafaudage de leur théorie. Il faut pouvoir prouver qu'il y a un complot, et que les preuves répondent à toutes les exigences démonstratives de la science. De ce fait, l'analyse de Popper incite à déconstruire également la validité de l'analyse critique elle-même, en la fragilisant sous les traits d'une « théorie ».

Il existe bien un pouvoir symbolique exercé par la capacité à nommer, classer et structurer le débat public (ce que P. Bourdieu avait montré par ailleurs, au sujet des goûts et préférences parmi les diverses classes sociales, dans *La distinction, critique sociale du jugement* en 1979). Le fait d'associer le terme de « théorie » à la critique d'un complot n'est donc pas anodin : quand la généralisation de l'appellation « théories de... » s'étend progressivement à tout l'espace critique de la vie sociale (comme on le verra plus loin), sur quoi bâtir la critique historique et politique des faits sociaux ? Ce glissement sémantique contribue à lui dénier d'emblée toute véracité et sape une partie de la vraisemblance potentielle de ses accusations critiques. En l'absence de catégories claires pour nommer les faits, comment les désigner et mesurer l'ampleur réelle de leur phénomène ? En réponse aux travaux de Bourdieu, Bruno Latour, prônant un certain retour au réalisme, a rajouté de la confusion au débat ; dans un article daté des années 2000, il se demande si le rôle des chercheurs ne serait pas de mettre le doute herméneutique en doute. Salubre prudence, mais ne s'avère-t-elle pas préjudiciable à l'exercice critique lui-même ?

Illustrons cette démonstration par l'exemple de quelques définitions figurant dans l'Encyclopedia Universalis.

¹⁷ Karl Popper, *La société ouverte et ses ennemis*, Londres, Routledge, 1945) (t. 2), (trad. française éditions du Seuil, 1979 [1962-1966], pp. 67-68, p. 98 (chapitre 14)

Conspirationnisme : Un article¹⁸ propose la définition suivante : « *une vision du monde qui affirme que le cours de l'histoire n'est pas le fruit des jeux politiques nationaux et d'actions humaines incertaines, mais qu'il est en réalité provoqué uniformément par l'action secrète d'un petit groupe d'hommes désireux de réaliser un projet de contrôle et de domination des populations.*

...La lecture conspirationniste du monde repose sur un imaginaire sombre : les rapports sociaux y sont viciés par la tromperie, les individus et les groupes sont dépossédés de leur capacité d'agir librement. Ce discours est éminemment politique en ce qu'il vise à la fois à désigner des ennemis tapis dans l'ombre et à se mobiliser contre eux pour rendre le pouvoir à ceux qui en ont été privés. »

Selon Le Petit Larousse illustré, un conspirationniste est « *quelqu'un qui se persuade et veut persuader autrui que les détenteurs du pouvoir (politique ou autre) pratiquent la conspiration du silence pour cacher des vérités ou contrôler les consciences* ».

Et du complotisme : « *Face à des événements ou des phénomènes dont ils contestent le déroulement même, comme dans le récit prouvé ou admis, les tenants du complotisme opposent un contre-récit, un scénario fantasmatique, dont le motif narratif est récurrent : l'apparence d'un fait masque de véritables commanditaires qu'il faut démasquer et accuser publiquement pour mettre fin à leurs agissements.* »

Le complotisme est donc présenté comme une attitude obsessionnelle (il voit le *mal* partout), dénote un certain style de relation au réel (*fantasmatique*), se réfère aux jeux de pouvoir biaisés sur lesquels reposent les relations sociales inégalitaires. Il se fige dans l'attitude de la défiance, de la mise en cause systématique.

Il en est de même des termes théorie du complot, associés régulièrement au développement des mouvements dits « populistes » et à leurs idées primaires. Comme dans cet article de Pierre-André TAGUIEFF¹⁹ évoquant l'usage fait par le Front national de l'existence d'un complot contre la France : « *Le rêve de transparence affiché par l'appel à la démocratie directe (qui se réduit au referendum d'initiative populaire) a pour envers le recours à la théorie du complot. Non seulement tous les malheurs du pays doivent pouvoir s'expliquer par l'action occulte de puissances négatives, mais [les obstacles rencontrés par le mouvement national-populiste et, bien sûr, ses échecs ne peuvent s'expliquer que par] l'existence d'un complot visant à dominer ou à détruire « la France ». La théorie du complot présente l'avantage de fournir une explication pseudo-causale de la « décadence » française...* »

Nous entendons simplement pointer ici le fait que la « théorie du complot » est présentée de façon croissante comme une lecture déviante, une interprétation fantasmatique et excessive des faits, relevant d'un imaginaire populaire, sommaire et sombre ; la définition pointe uniquement le caractère néfaste d'une théorie univoque, biaisée. La « théorie du complot » fleurit partout dans les médias et toujours en termes négatifs. Dans la mesure où la confrontation d'idées est toujours l'expression de points de vue politiques, l'usage polémique négatif de ces termes pose question. D'autant plus que la médiatisation à outrance des théories complotistes n'est pas neutre politiquement, comme je me propose de le montrer. Dès qu'on veut déstabiliser l'adversaire, on l'accuse de complotisme ! Critiquer l'échafaudage conceptuel défaillant d'un adversaire politique est un exercice démocratique sain, mais désormais, lorsqu'on étudie un fait social de complot, en affûtant son regard suspicieux, le risque est grand de tomber à la trappe, en se faisant taxer soi-même de conspirationniste, comme on l'évoquera par un ou deux exemples à la fin de ces pages !

¹⁸ Emmanuel Taïeb, op. cit.

¹⁹ L'un des 11 articles indexés sur <https://www.universalis.fr/index/conspirationnisme-complotisme-complot/>

Dans quelles circonstances historiques a émergé la théorisation de la « théorie de complot » ? Divers historiens politiques la datent au moment de l'assassinat de J-F. Kennedy en 1963. Bien que d'autres tentatives de manipuler l'opinion publique aient émaillé l'histoire récente (la propagande active ayant accompagné les deux guerres mondiales en est un exemple éloquent), accordons-leur le bénéfice du doute ! [Rappel rapide des « faits » : une analyse balistique et l'enquête Warren bâclées ont permis d'accuser un homme, grâce à une « *balle magique* ». L'opinion publique émettait des doutes sur la version officielle rapide de l'affaire et de nombreux scénarii complotistes ont vu le jour. S'agissait-il d'une conspiration pour se débarrasser d'un président trublion « qui allait faire des révélations », d'un crime d'État contre la démocratie ? Toujours est-il qu'un *mémoire* de la CIA a été publié pour dégonfler la bulle complotiste, décrédibiliser les thèses alternatives et « contester la contestation » ! La « théorie de complotisme » a servi ici à couper court à toute lecture déviante.] Le dossier ayant été classifié secret défense, l'opération de mise sous le boisseau tant de la suspicion que des thèses alternatives, qui ont continué à circuler, fut un échec. La bulle complotiste a plutôt enflé, dopée par le silence officiel imposé...

Un autre exemple plus récent nous permet de poursuivre l'enquête. Emmanuel Kreis propose une analyse des événements qui ont suscité une *panique*, en l'espèce la fusillade du journal Charlie Hebdo et les attentats de Paris : « *L'expression « théorie du complot » a fait très rapidement son apparition dans les médias pour rendre compte des accusations 'd'opération sous faux drapeau' et de la circulation de questionnements sur certains détails des événements*²⁰ ...

« *Théories du complot* » et « *anti-théories du complot* » s'affrontent désormais dans un contexte ultra-tendu, suscitant l'émotion légitime de la foule. À tout le moins, notons que l'usage de l'expression a été détourné, sinon à dessein du moins dans l'intention de canaliser l'attention publique. Il me paraît aujourd'hui urgent et sain de refonder la tradition critique dans ses assises premières. Elle permet de délimiter de façon claire 1) ce qu'est le juste exercice d'une critique, intégrant l'usage raisonné du doute, et 2) où commence l'emploi déraisonnable (pathologique) du doute systématique et obsessionnel. Douter est rationnel ; tout dépend jusqu'où va le doute, de la rationalité des arguments employés et des croyances sur lesquelles reposent les conclusions tirées. Oui, on a le droit d'interroger le monde autour de soi, de mettre en doute la lecture des faits présentée par la pensée dominante, et de le dire. On a le droit de critiquer une *doxa* si on la juge pernicieuse. Dès lors que sa critique est construite, argumentée, adaptée au contexte et qu'elle ne vire pas à une critique maniaque, elle a sa place dans le débat d'idées. Comme le rappelle à juste titre Didier Fassin, « *le fait que la pensée conspirationniste intègre de la pensée critique ne signifie pas que la pensée critique soit elle-même conspirationniste* ».

1-3 De l'usage du terme « théorie »

Que faut-il penser de l'emploi du terme théorie ? L'usage du terme théorie peut être à la fois neutre ou pas, selon l'usage qui en est fait. En langage courant, une théorie peut renvoyer à des idées non étayées, fumeuses, polémiques. En sciences, une théorie est un corpus d'idées, étayé par des démonstrations, qui s'oppose éventuellement à d'autres théories préalables ou non (ex. : théorie de la relativité). Cette définition s'appuie sur le fait qu'un modèle scientifique reste une approximation possiblement erronée de la réalité. Discuter une théorie s'accomplit dans le champ du débat d'idées,

²⁰ Emmanuel Kreis, De la mobilisation contre les « théories du complot » après les attentats de Paris des 7 et 9 janvier 2015, *Revue Diogène* [2015/1 n° 249-250](#)

contradictoire et vivifiant, qui est le principe même de la science, avançant pas à pas de propositions en réfutations, sur la base du doute et de la recherche de preuves convaincantes. Une nouvelle théorie remet en cause un socle de faits établis ou en présente une autre interprétation.

En science, les principes essentiels qui valident une théorie sont qu'elle doit être vérifiable – et même re-vérifiable à loisir - mais surtout d'être réfutable²¹ dans le temps en vertu des données ultérieures. Ils visent à soumettre toute théorie aux processus internes de corroboration ; ils renvoient, de ce fait, les pseudosciences hors du champ de la connaissance scientifique.

Prenons l'exemple de la théorie de l'évolution ; elle a sa place dans notre propos dans la mesure où elle a donné lieu à des rebondissements prolongés et violents, en cristallisant l'opposition tranchée entre deux visions du monde. Le débat scientifique autour du darwinisme²², puis du néo-darwinisme, se poursuit d'ailleurs toujours, tant il s'est chargé de connotations politiques et surtout religieuses, depuis son élaboration conceptuelle au 19^e siècle. Le débat scientifique est bien connu²³, on ne rappellera que l'outrance des réactions qu'il a suscitées dans les pays anglo-saxons, et d'abord dans l'Angleterre impérialiste du milieu du 19^e siècle, lorsque parut l'ouvrage de Darwin. La présentation de la théorie a suscité une réaction virulente dans les cercles académiques et cléricaux, comme Darwin l'avait craint lui-même. Puis le débat s'est exporté aux États-Unis, grâce au soutien que Gray, ami de Darwin, lui a apporté. Au milieu du 20^e siècle le débat n'était toujours pas apaisé ; deux idées sur le monde s'opposent : pour l'une, le monde est régi par la loi divine où, suivant la « théorie » biblique, les espèces furent toutes créées dès l'origine (« suivant leur espèce » comme l'écrit la Bible), lorsque le monde, la Terre, fut lui-même créé en six jours. Cette théorie s'est depuis appelée « créationniste ». Elle a toujours de très nombreux adeptes dans les milieux traditionalistes et religieux (toutes mouvances chrétiennes confondues, notamment) en cette fin de premier quart du 21^e siècle. L'autre présente un monde issu d'une lente évolution, dans lequel les éléments et les espèces se succèdent et se transforment par embranchement progressif, au fil d'une création continuée qui s'étend sur de très longues périodes.

Devrait-on considérer la guerre menée par le(s) camp(s) fondamentaliste(s) à l'encontre de la théorie de l'évolution comme une longue conspiration, une « conspiration fondamentaliste » ? *A contrario*, faudrait-il envisager le *credo* évolutionniste comme le « réacteur » d'un large travail de sape, mis en place par la science pour détrôner le rôle et la place de Dieu dans le monde, comme le dénoncent inlassablement les mouvements religieux depuis plus de deux siècles²⁴ ? S'agit-il d'un débat entre deux théories, qui devrait rester uniquement dans le champ clos de la science, ou d'une bataille idéologique entre traditionalistes et modernistes ? Le moins que l'on puisse rappeler en tout cas est que ce débat fait et défait des carrières, et qu'il est le siège d'âpres enjeux économiques (le *business* généré par la pédagogie de l'Intelligent Design a pris des proportions colossales).

Le complotisme étant consubstantiellement immergé dans le monde de l'incertitude, je laisse l'appellation « théorie du complot fondamentaliste/évolutionniste » en suspens, laissant chacun choisir en fonction de ses convictions propres... Certains traits de cette tumultueuse affaire pourraient cependant l'évoquer : le contexte historico-économico-religieux de son émergence, la volonté d'éradiquer l'adversaire mettant en péril l'ordre du monde auquel on croit, l'évocation de

²¹ Karl Popper utilisait le terme 'falsifiable' pour définir une théorie, dans le sens où elle doit pouvoir être réfutable et déclarée fausse.

²² Stephen J. Gould, *Et Dieu dit « Que Darwin soit ! »*, Ed. Seuil, 2000

²³ Cf. C. Wajs, *L'arbre du savoir*, Ed. Connaissances et savoirs, 2020, p221-225.

²⁴ Il a pris la suite des débats que souleva la nouvelle vision astronomique d'un monde géocentrique

forces du mal brandie par divers protagonistes, la virulence des propos et les moyens d'attaque mis en œuvre, l'abondant corpus des arguments avancés, le recyclage des concepts au fil des époques, repris par d'autres courants fondamentalistes à travers le monde... Jugez plutôt :

La Bible *versus* la théorie de l'évolution : 1925, l'affaire Scopes et le « procès du singe »

Rappel rapide des faits : aux États-Unis, l'école est devenue le champ clos où s'affrontent les camps adverses. La politique antidarwiniste occupa les médias dès le début des années 1920, mais atteignit son point culminant avec le procès Scopes. En mars 1925, l'État du Tennessee fit passer une loi interdisant d'enseigner la théorie de l'évolution dans les écoles publiques, car elle est contraire à la Bible. Désormais, seul le créationnisme pourrait être enseigné. Les politiques traditionalistes protestants souhaitaient protéger les enfants de ce qu'ils considèrent être à l'origine des maux du pays : la perte des valeurs, incarnée par le darwinisme. La situation économique était chancelante et de nombreuses couches de la société souffraient. Des arguments raciaux sous-jacents enflammaient également les esprits. En expulsant ce « mal » des écoles, l'objectif était d'épurer la société américaine et de faire prévaloir les valeurs traditionalistes. L'*American Civil Liberties Union* (ACLU) se constitua pour saisir la Cour suprême et faire déclarer la loi inconstitutionnelle. Passant outre l'interdiction, un des membres de l'ACLU, John Thomas Scopes un professeur de Dayton, aborda la théorie de l'évolution avec ses jeunes élèves. Il fut arrêté le 7 mai par les autorités de la ville ; suivi par la population et couvert par d'abondants médias, le procès Scopes commença. Des avocats célèbres défendirent les parties : côté défense, Clarence Darrow, un libéral, défenseurs des syndicats et opposant aux traditionalistes ; côté accusation, le procureur William Jennings Bryan, se revendiquant lui-même religieux fondamentaliste. Le juge était également prédicateur et onze des douze jurés étaient fondamentalistes. Scopes fut condamné à une amende et la loi ne fut révisée qu'une cinquantaine d'années plus tard.

Un siècle plus tard, le débat évolutionnisme/créationnisme fait toujours rage aux États-Unis²⁵, repris par les adeptes de « l'Intelligent Design » : leur argument consiste à plaider que, puisque le cosmos et l'organisation des êtres biologiques sont si complexes et semblent répondre à une intention créatrice efficace, on ne peut y voir que la signature d'une intelligence divine. Un dernier procès a été initié en 2005 pour faire interdire légalement l'enseignement de l'évolution, toujours au titre qu'elle est une théorie athée et faire passer le créationnisme comme théorie scientifique. Certains états ne pratiquent toujours pas l'enseignement des deux théories. Les idées animant le cœur de la théorie créationniste sont reprises par divers groupes religieux, dont les évangélistes, parfois extrémistes. D'autres groupes, dans les pays islamistes ou en Inde, développent un discours similaire dans un contexte religieux différent. L'idée que l'homme puisse ne pas avoir été créé à l'image de Dieu reste iconoclaste encore aujourd'hui à leurs yeux. Les jeunes générations s'en emparent pour contrer leurs professeurs en prétextant, entre autres, que les arguments paléontologiques appuyant la théorie de l'évolution sont faux ou les fossiles sont de pures inventions journalistiques. Il devient dès lors difficile de ne pas songer au dérapage vers une instrumentalisation de la défiance de nature « complotiste », telle qu'elle est relayée par les réseaux sociaux.

²⁵ Émission radiophonique : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sciences-chrono/proces-du-singe-darwin-a-la-barre-9966110>

1-4 Traits communs aux thèses de complot

De nombreux chercheurs se sont penchés sur les mécanismes du complotisme, avec une effectivité inégale. Leurs analyses mettent toutefois en exergue des faits récurrents dont je présente ci-après le résumé. Les premières sont situationnelles, et donc plus convaincantes, selon moi, les suivantes proposent des explications visant plus directement les individus, que je trouve plus sujettes à caution. On verra aussi que certaines analyses présentent des ressorts idéologiques cachés, masqués sous les traits d'une psychologie de bon aloi. Comment faire autrement lorsqu'on navigue dans les eaux politiques du complotisme ?

- Laïcisation et superstition : Prolongeant le cadre historique d'émergence de la thèse conspirationniste évoquée ci-dessus, peut-on avancer l'idée qu'un *fonds religieux enfoui* agirait toujours en sous-main ? Des principes contraires (principe divin/ principe maléfique), ayant inspiré autrefois le dualisme et la gnose « *seraient encore à l'œuvre dans les sociomachies - qu'elles soient socialistes ou anticléricales, ultra-catholiques, antisémites - aboutissent toutes à représenter la société comme l'affrontement de deux camps en un manichéisme de combat.* »²⁶

Karl Popper, de son côté, considérait que l'explication des phénomènes sociaux par l'action de groupes secrets est « un produit caractéristique du processus de laïcisation des superstitions religieuses. « *Un sondage d'opinion révèle que 60 % environ des personnes interrogées estiment qu'elles ont le contrôle de la manière dont se déroule leur vie : autrement dit, 40 % croient que des forces extérieures à elles déterminent leur existence. C'est sur ce sentiment que prospèrent la superstition et le conspirationnisme.* »²⁷ Les théories du complot, comme la superstition, offrent des explications simples en désignant des causes uniques extérieures à nous et en nous exonérant de nos responsabilités. Car si les conspirationnistes ont beau dénoncer les comploteurs qui agissent dans l'ombre, ils sont assez fatalistes quant à la possibilité de contrer la toute-puissance des conspirateurs. »²⁸

- Les 'thèses de complot' émergent de manière éruptive, parfois au moment même du déroulement des faits. « *Par exemple, la flèche de Notre-Dame de Paris en feu ne s'était pas effondrée que fleurissaient déjà sur les réseaux sociaux toutes sortes de thèses complotistes sur les auteurs et les mobiles cachés de cet incendie, dont rien ne permettait pourtant de penser qu'il n'était pas d'origine accidentelle.* »²⁹

- Elles signalent la puissance des imaginaires et leur mécanisme interne répétitif. Au fil du temps, elles reviennent aux mêmes figures, enchaînent des explications identiques, utilisent des schèmes communs, recyclent les mêmes codes. « *Le retour périodique de la thèse du complot est comme le phénix qui renaît sans cesse de ses cendres... Si la description des faits varie à l'infini, la théorie du complot, elle, semble répéter à travers les âges les mêmes explications sur les raisons des manœuvres tortueuses des pouvoirs et des contre-pouvoirs, sur les agissements occultes et dissimulés d'agents troubles dans le labyrinthe des lieux stratégiques. Elle revient sans cesse aux mêmes figures, elle enchaîne les mêmes explications, elle utilise les mêmes schèmes. Elle recycle les mêmes codes au fil des temps. Elle entoure les pouvoirs d'une sorte de halo obscur qui ne les quitte jamais complètement.* »³⁰

²⁶ Marc Angenot, op. cit.

²⁷ *Opinion Way 2010-2015*

²⁸ J-B. Renard, op. cit.

²⁹ Laurent Cordonier, *Le succès des théories du complot : Flambée d'irrationalité ou symptôme d'une crise de confiance ?*, Fondation Descartes

³⁰ Henri Madelin, *Rumeurs et complot – Etudes*, 2002- 11/T.397, Pages 477 à 488

Le complotisme joue sur les rouages pulsionnels bien connus qui conduisent à l'addiction mentale : des « narratifs » évocateurs, mobilisant les affects profonds, attirent d'abord l'attention. Ils mettent en jeu les ressorts de la cruauté, aussi bien que de l'empathie et jouent sur les deux tableaux. L'opinion publique alertée colporte la rumeur qui alimente à son tour le mécanisme... Un exemple : les démocrates américains aiment les enfants et les pizzas ? C'est suspect, forcément. Cela a suffi à faire naître puis enfler une thèse complotiste, selon laquelle ils pratiqueraient la pédophilie sataniste dans les sous-sols de pizzerias... Le groupe complotiste Qanon (pour Qanonymus)³¹ se donne pour mission de dénoncer la 'Cabale' – la secte des satanistes pédophiles - à laquelle appartiendraient des politiciens démocrates corrompus et des stars d'Hollywood, une élite dégénérée et diabolique qui veut prendre le contrôle des États-Unis. *« Ce que l'on allait appeler ironiquement le Pizzagate avait donné naissance au mouvement Qanon. Ses adeptes proclament que 'huit millions d'enfants ont disparu'... qu'ils sont prisonniers d'un réseau clandestin de pédophiles adorateurs de Satan ; que ceux-ci les torturent afin d'extraire de leur sang une substance chimique aux effets miraculeux ; et qu'ils participent à un complot mondial dirigé par Bill Gates, George Soros et les Clinton. Mais un sauveur messianique lutte contre cette conspiration diabolique. Un jour viendra, celui du Grand Éveil, où ce sauveur (D.Trump) démasquera les chefs du complot et les fera emprisonner et exécuter. »*

- Elles ont en commun une structure explicative le plus souvent simpliste : de multiples auteurs analysant le contenu des « théories de complot » soulignent la simplification qu'elles opèrent sur les logiques et des mécanismes, toujours complexes, car intriqués, régissant le fonctionnement de nos sociétés et l'enchaînement des faits historiques, où l'aléatoire intervient aussi. *« Les théoriciens du complot expliquent volontiers les phénomènes sur lesquels ils se penchent de manière manichéenne et monocausale. Niant la complexité du monde, ils prétendent dévoiler une réalité inquiétante, mais univoque qui nous serait délibérément cachée. »*

- Perte de faculté critique La démocratisation d'Internet a fait sauter le verrou qui cantonnait le savoir dans les canaux jusqu'alors réservés aux classes sociales éduquées. Par son biais, la culture s'est démocratisée mais, en même temps, elle a perdu son arsenal d'outils critiques. Les *clichés* issus de la culture populaire contemporaine sont de ce fait intégrés à la grille d'interprétation mobilisée par les publics (souvent jeunes), afin de donner sens aux événements sociaux et aux phénomènes complexes auxquels ils sont exposés. Cette lecture « soap » du monde est aussi plus perméable aux théories du complot.

- Le complotisme signale un contexte de rupture La montée des mécontentements est un des facteurs favorables à la réception d'une théorie du complot. Ceux qui dénoncent le complot se désignent comme victimes avérées ou potentielles ; ils signalent ainsi qu'ils se sentent impuissants ou trahis³². L'action de dénoncer un complot en dit donc plus sur la sociologie des « dénonciateurs » eux-mêmes que sur les fomenteurs de complot qu'ils dénoncent. La désignation d'un (l'accusation de) complot, signale une situation délétère particulière, un *climax*, un déséquilibre devenu insupportable, trop stressant ; elle se manifeste le plus souvent lors d'une situation de guerre, de crise économique, de chômage, de famine, d'épidémie, etc. Deux cas de figure différents se présentent :

³¹ Jakob Rogozinski : Croire au grand Complot, Revue Lignes, <https://shs.cairn.info/revue-lignes-2022-3?p.7%3A20>

³² Un travail ethnographique à Bruxelles a montré que les jeunes immigrés ou descendants d'immigrés marocains et africains subsahariens adhèrent à la thèse que les journalistes, les politiques et les forces de l'ordre font passer les immigrés et les Musulmans pour des fauteurs de troubles afin de détourner l'attention publique des véritables acteurs malfaisants, à savoir les « puissants » et les « mafias mondiales ». Mazzocchetti, Sentiments d'injustice et théorie du complot. *Brussels Studies* Collection générale, n° 63, 2012

✓ Il s'agit de dénoncer des plus puissants que soi (situation dite « du pot de terre contre le pot de fer »). Exemple, en France, tout au long du siècle des Lumières, le « complot de famine » a accusé les puissants (le roi Louis XVI et son entourage politique, des hommes d'argent et des protestants), d'organiser la disette dans le pays. La reine elle-même fut accusée ensuite d'avoir comploté avec l'Autriche contre la France. Il appartient aux historiens de débattre si la menace pointée par ces thèses complotistes était justifiée ou non.

Les théories du complot fleurissent dans les climats de doute et de méfiance. La dénonciation ou la suspicion de complot se nourrit, dans ce cas, des exactions commises précédemment par les puissants, voire de conspirations avérées, et du sentiment d'injustice qu'elles ont créé. Il faut donc retenir que des théories du complot peuvent se mêler à -ou germent sur- de vrais complots, avec leurs détails effrayants, comme ce fut le cas en Afrique du Sud, en 1998-2000, où régnait « *un climat d'ombre génocidaire et de rumeurs autour du virus du sida* »³³.

✓ Mais il peut s'agir de dénoncer au contraire des sous-groupes minoritaires, peu aptes à se défendre ; au fil de l'Histoire, ce seront tour à tour des lépreux, des sorciers, des juifs, des communistes, des migrants... Réputés agir en sous-main (dans le secret), ils sont désignés comme les responsables des situations de rupture énoncées ci-dessus : les sorcier(e)s ou les Juifs empoisonnent les puits, ils sont donc responsables de l'épidémie qui sème la terreur.

Dans ce cas, le complotisme met en exergue un mécanisme assez primaire d'accusation : le complotisme renvoie à une vision violente des rapports au monde. Les malheurs et persécutions du peuple sont perçus comme un excès de signes et de symptômes ; ils appellent donc des explications ; un système accusatoire se met en place – contre la sorcellerie, les forces du Mal, la vermine, les espèces nuisibles– visant à démasquer les coupables et à les éliminer.

- Refus du hasard, volonté d'explication des incohérences du monde : rien n'arrive par accident, il y a un ou des responsables à tout. Alors que le monde est complexe et chaotique et qu'il est régi par l'incertitude, le complotisme oppose l'idée que l'ordre du monde est surdéterminé par un sens caché. Selon la caractérisation de M. Barkun³⁴, la théorie du complot part de trois principes : tout est lié, rien n'arrive par hasard, et rien n'est tel qu'il paraît être. « *Le monde a un sens, il existe une structure profonde dans laquelle tout s'intègre et rien n'est laissé au hasard ; cependant la promesse d'un monde pleinement déchiffrable est constamment frustrée par le dernier principe : nous ne pouvons jamais être sûrs d'avoir eu accès à cette réalité, car ce qui semble réel pourrait n'être que l'avant-dernier voile placé par quelqu'un qui essaie de nous tromper.* »

Le monde est donc sous la coupe de puissances mystérieuses, sombres, malveillantes, tramant des actions visant à prendre le pouvoir sur les foules ; les institutions sont sous la coupe d'un État profond ; un ennemi puissant est à l'œuvre... Le conspirationnisme contemporain « *voit la logique du complot à l'œuvre en tout domaine et tout événement (...)*, écrit Wu Ming (pseudonyme d'un collectif

³³ Didier Fassin décrit en détail dans sa conférence (op. cit.) les maladresses, la désinformation, les abus de pouvoir et les exactions commises à l'encontre de populations autochtones, par exemple en Amérique Latine et en Afrique, où les colonisateurs ont amplement manifesté leur dédain envers les populations locales. Ces antécédents ont nourri une défiance « chronique » ; ce contexte explique que les diverses campagnes sanitaires proposées par les institutions internationales suscitent régulièrement la suspicion de complots (campagne de vaccination accusée d'introduire le sida ou de chercher à faire chuter la démographie, par exemple). En Afrique du Sud, la gangrène de la « conspiration génocidaire » s'est déployée sur un fond de complot bien réel (un programme de guerre chimique qui fut dévoilé à temps en 1998, mais dont l'auteur est resté impuni par la loi).

³⁴ Barkun, Michael, *A Culture of Conspiracy: Apocalyptic Visions in Contemporary America*, Berkeley, University of California Press, 2003.

italien d'auteurs), *exagérant ainsi le rôle de la volonté dans l'histoire, une Volonté qui semble tout prévoir et tout obtenir, attribuée à un lobby ou une super caste plus ou moins omnipotents* ».

Lorsque l'individu ne comprend plus le monde, s'y sent perdu et sans puissance défensive, il cherche à donner sens à son désarroi même ; les explications institutionnalisées (rassurantes) qui expliquaient auparavant l'ordre du monde ne tiennent plus leurs promesses (religions, Universalisme des Lumières, science). Les contre-pouvoirs traditionnels (les églises, la démocratie, les institutions internationales...) ne suffisent plus à contrer l'irruption de forces et d'événements incompréhensibles tramés pour broyer les individus. Au lieu de voir dans la déstructuration des anciennes instances rassurantes le résultat de jeux sociaux inéluctables entraînés par la marche en avant du monde, les plus suspicieux cherchent même à interroger cette « décadence », à lui donner une explication et cherchent à en désigner les coupables. Ils tombent alors dans un vertige sans fin.

« *Tout est ramené à une unique causalité, tout est mis de force dans un cadre — et spécialement les éléments les plus troublants et porteurs d'angoisses. Pour répondre aux inquiétudes et apporter une solution aux mécontentements, se construit un système d'évidences simples plus confortable que la persistance d'incohérences et de questions non élucidées.*³⁵ » Dans ce contexte, les esprits faibles et/ou peu éduqués cherchent des réponses ailleurs et sont prêts à adopter toutes les grilles de lecture alternatives, y compris fantaisistes, irréalistes et absurdes, capables de redonner de la cohérence aux événements perturbant qui les entourent. L'analyse de la « Rumeur d'Orléans » par les chercheurs entourant Edgar Morin a bien illustré le caractère absurde de l'accusation : elle a plaqué sur l'ennemi traditionnel honni dans les provinces françaises —le Juif cupide— le crime consistant à enlever des jeunes filles dans de faux salons d'essayage pour les livrer à la « traite des blanches ». La croyance en la Terre plate, la dénonciation des méfaits des « 200 familles » (qui n'en sont en fait que treize détenant le pouvoir financier global), celle de la collusion entre Satan, l'Antipape et les Illuminati, celle de l'infiltration de la secte des Reptiliens dans l'État profond ou des intentions colonisatrices de l'Empire galactique sur la Terre, etc., valent mieux que pas d'explication du tout...

- Le dévoilement du caché La tendance complotiste/conspirationniste cumulerait des traits marquants suivants :

- déni du réel, cantonnement dans un univers fantasmatique ;
- appartient au domaine du secret, des vérités cachées, des intentions dissimulées (en l'espèce, l'entente secrète entre personnes pour accroître leurs propres intérêts, contre l'intérêt général) ;
- savoir « le fin mot » exacerbe la volonté de divulguer au grand jour ce qui est caché ;
- fonctionne selon le mode de propagation des rumeurs populaires, devient facilement « viral » ;
- la théorie repose sur la mise en forme d'un récit (contre-récit) structuré expliquant tout et fournissant des « preuves » à l'appui ;
- renforcement du sentiment de groupe et « d'entre-soi » : se retrouver entre personnes « qui savent » et qui partagent, de ce fait, la même lecture du monde est rassurant face au chaos ;
- la théorie du complot donne enfin à ceux qui la professent une mission dans ce monde, celle d'affronter un ennemi plus vaste, pire qu'un adversaire politique. À l'extrême, elles permettent au complotiste de devenir le héros d'une bataille apocalyptique qui atteint son point culminant à notre époque, après des siècles de développement souterrain.

³⁵ Henri Madelin, Rumeurs et complot - Etudes 2002- 11/T.397 Pages 477 à 488

2- Les vertiges du complotisme/conspirationnisme par quelques exemples

Comme il a été précisé, les mêmes mécanismes et les mêmes matériaux se retrouvent dans la vaste fresque du « continent complotisme » : l'essence du complot est la volonté d'agir en secret au service d'intérêts personnels. La désignation du complot (théorie complotiste) s'alimente des schèmes de puissances secrètes aux intérêts maléfiques (existence d'une *secte* ou d'un *groupe de déviants*, et caractère ésotérique de leur dessein). La dénonciation des complotismes, quant à elle, sert aux institutions ou aux pouvoirs en place à dénoncer les attaques contre « l'ordre établi » et délégitimer l'action des ennemis ainsi dénoncés. Ces traits, outrés à l'extrême, connaissent, bien sûr, toutes les nuances contextuelles possibles et varient selon qui les convoquent et pourquoi.

2-1 Le prototype de la théorie complotiste qui renaît de ses cendres : les cas du jacobinisme et des Illuminati

À la suite du bannissement de la Compagnie de Jésus par le pape Clément XIV, Augustin de Barruel, ancien jésuite, publie ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme* entre 1797 et 1799. Selon l'abbé Barruel, il existerait en cette fin de siècle une conspiration maçonnique et philosophique pour détruire le christianisme, renverser la monarchie française et établir la république. Pour lui, la Révolution française est le fruit d'un complot « philosophiste »³⁶, ourdi par les francs-maçons, les philosophes des Lumières et les Illuminati ; leur alliance a produit le jacobinisme. Leur conspiration a abouti à la Révolution française et à la Terreur, qui s'est révélée à la fois extrême et hautement antisociale. Comment expliquer l'extrémisme des événements ? Ses thèses développent l'idée que le renversement de l'ordre du monde par la Révolution française est l'œuvre de Satan, sous couvert des mouvements sectaires anticléricaux, et nommément des francs-maçons ; elles entraînent l'adhésion des élites patrimoniales de l'époque durement touchées par la révolution – noblesse et clergé. En Écosse paraît en même temps sous la plume de John Robison (1739-1805) *Preuves d'une conspiration contre toutes les religions et les gouvernements d'Europe fomentée dans les assemblées secrètes des francs-maçons, illuminés et les sociétés de lecture, obtenues de bonne source*. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a enfin permis aux juifs d'acquérir une légitimité qu'ils n'avaient jamais eue.

Cet épisode est, en quelque sorte, fondateur du théâtre historique contemporain du complot : l'ouvrage de l'abbé Barruel inaugure la logique conspiratoire et les grands affrontements idéologiques modernes. Avec son ouvrage, les trois figurants récurrents des thèses du complot sont désormais en place. « *Les juifs, les jésuites et les francs-maçons vont échanger leurs places et leurs rôles dans une immense intrigue permanente qui grandit pendant tout le 19^{ème} siècle et perdure jusqu'à nos jours* ». ³⁷ Quant au cœur de l'argumentation antisémite, elle s'appuie d'une part sur « la haine des juifs contre le Christ », mais aussi sur la thèse d'une « *malfaisance omniprésente, indice d'une conspiration générale – et ce, vingt ans et plus avant que l'Okhrana tsariste ne plagie et compile les fameux Protocoles des Sages de Sion.* »³⁸

Qui sont les Illuminati ? Comment un ordre bien réel, mais dont l'existence historique attestée n'a pas duré plus de 15 ans, « *les Illuminaten* », a laissé la place à la mythologie des Illuminati ? Depuis

³⁶ Ce terme était employé par les antiphilosophes catholiques

³⁷ « A lire les récits d'Augustin Barruel sur ces complots de 1789, de Sir John Readcliff et de François Fournaud sur les juifs, d'Edmond Michelet et d'Eugène Sue sur les Jésuites, d'Alexandre Dumas sur les francs-maçons, on constate que le matériel employé vient combler un hiatus entre la banalité des faits de départ et la vision qui en est donnée. La mythologie explicative s'insinue dans cet écart en accentuant les distorsions et en multipliant les polémiques. » Henri Madelin, *Rumeurs et complot - Etudes* - 11/T.397, 2002, Pages 477 à 488

³⁸ Marc Angenot, *La pensée conspiratoire, Une histoire dialectique et rhétorique* ? p. 25-42

plus de deux siècles, cette dernière prospère et présente une extraordinaire capacité à se régénérer, en agrégeant dans son sillage tous les désordres du monde : des guerres mondiales à l'effondrement des empires, des affrontements électoraux aux révolutions... Le moins qu'on puisse dire est que ses théories fondatrices (déjà elles-mêmes recyclées) ont influencé durablement l'imaginaire collectif. Son fondateur est Adam Weishaupt (1748-1830), formé à l'enseignement des jésuites ; il devint en 1775 professeur de droit canonique à l'université d'Ingolstadt (Électorat de Bavière). Il est initié à la franc-maçonnerie, mais reste déçu de ce qu'il y trouve et décide de fonder en 1776 son propre ordre, afin que ses étudiants les plus prometteurs ne cèdent pas à la fièvre des thèses spiritualistes des Rose-Croix ou de l'alchimie, alors en vogue. Ainsi naquit l'ordre « des Illuminés », reprenant à son compte l'idéal d'émancipation rationnelle porté par les Lumières. Il partageait donc apparemment la volonté de prôner le jugement éclairé par la foi (ou l'inverse), qui était affichée dans la majorité des loges maçonniques de l'époque ; rappelons que la scission potentielle entre membres et loges s'exerçait alors principalement entre les courants Théiste et Déiste ; on y pensait peut-être en termes anticléricaux et antimonarchiques, mais peu ambitionnaient de détrôner le Créateur ! L'intention de Weishaupt est de prendre secrètement le contrôle des loges maçonniques alors en pleine croissance à travers toute l'Europe ; mais ces dernières ont vigoureusement riposté. C'est donc une contre-analyse tendancieuse qu'avance l'abbé Barruel, puisque les prétendus alliés ne l'étaient guère ! L'ordre des Illuminaten gagne en puissance et inquiète l'Électorat de Bavière. « *Pour « vendre » sa dénonciation au public, les autorités de Bavière dénoncent une conspiration contre l'État. C'est inexact, mais cela fonctionne au-delà de ce qu'elles pouvaient imaginer. D'une société à secrets devenue secrète, on passe à une société hors la loi.* ». Voilà donc une seconde accusation de conspiration lancée contre les Illuminaten.

L'ordre est dissous au bout de quinze ans. Mais, selon Barruel, la procédure légale intentée au fondateur de l'ordre n'a pas réussi à éradiquer l'influence universelle des *Illuminaten*, qui ont réussi à poursuivre leurs activités contre le trône et l'autel en devenant « encore plus secrets », grâce à la stratégie occulte, dont ils avaient hérité des francs-maçons. De fait, les Illuminaten ont fait école... en devenant Outre-Atlantique les Illuminati. Le mythe amorcé en Europe « prend souche » et s'adapte au contexte américain, notamment sous l'influence protestante ; mais l'esprit rationaliste qui était la colonne vertébrale des Lumières s'est-il transmis avec lui ? En tout cas, les signes sont là : quelques symboles maçonniques célèbres (triangle, compas, et œil) figurent bien sur les frontons des bâtiments et les billets de banque, et cela suffit à nourrir le mythe. « *Le mythe Illuminati devient ainsi à la fois la matrice du complotisme contemporain et un attrape-tout qui agrège aussi bien le complot juif, que le péril bolchevique ou le complot des médias pour décérébrer l'opinion. Quant aux Illuminaten, comme ils n'existent plus à partir de la fin du XVIII^e siècle, personne ne peut prendre leur défense. Ils s'effacent derrière la marque des Illuminati, ou plutôt une franchise sans propriétaire que chacun peut s'approprier ou dénoncer à sa guise.* »³⁹ Ils figurent dans presque toutes les formes systémiques de théories du complot (rappelons que, pour une majorité d'entre elles, il s'agit du « Nouvel Ordre Mondial »⁴⁰, composé en arrière-plan soit de francs-maçons, soit des Illuminati, soit

³⁹ Pierre-Yves Beaurepaire, professeur d'université, auteur d'un livre sur le sujet : *Les Illuminati, de la société secrète aux théories du complot*, Ed Tallandier

⁴⁰ Le livre intitulé, *COVID-19, La grande réinitialisation*, sous la plume de Klaus Schwab et Thierry Malleret, 2020 Forum Économique Mondial, connu sous le nom de *Great Reset*, est fréquemment cité à l'appui des thèses complotistes qui circulent autour du groupe gravitant à Davos. Si je ne partage absolument pas les conclusions politiques tirées de leurs analyses (volontiers sociologisantes et paternalistes), je m'étonne un peu que le thème du secret ait pu être brandi à leur sujet, dans la mesure où leurs objectifs politico-économiques comme leur agenda sont explicitement décrits : la pandémie est une opportunité pour changer les habitudes de vie. Les États-nations sont rétrogrades ; Il faut amplifier le

des GAFAMs ou de l'OTAN, parfois de l'ensemble de ces protagonistes). Leur influence transparaît dans l'affirmation de « méga-complot » et « *la volonté d'élites globalisées d'instaurer un « nouvel ordre mondial », américain, capitaliste, ou encore onusien et antipatriotique* ». ⁴¹

2-2 Le conspirationnisme de combat

Les complotistes ont une attitude offensive, ils souhaitent convaincre autour d'eux de la justesse de leurs analyses et peuvent devenir des militants activistes. Mais, comme on l'a montré plus haut, si les mécanismes internes présentent une structure commune, des nuances transparaissent entre les combats des uns et des autres. Si la violence est souvent présente, les scénarii joués sur la grande scène complotiste sont divers.

2-2-1 La crise du COVID 19, l'instrumentalisation d'un « complot sanitaire » et l'effet d'aubaine

L'analyse du déroulement de la pandémie n'étant pas assez consolidée scientifiquement, je ne reviens pas ici sur l'aspect strictement médical de la crise. Je ne traite que de la communication de gestion de crise, qui a pu accroître la suspicion et contribuer à forger l'accusation de complot sanitaire, d'une part, et les accusations contre la théorie de complot sanitaire, d'autre part. Il ne s'agit pas de dire ce qui était vrai ou faux, qui a eu tort ni qui a eu raison, mais de comprendre ce que les protagonistes des divers camps ont pu penser de la situation.

Avoir une idée de ce qu'est la santé constitue déjà un sujet complexe à l'échelle de chaque personne ⁴². Elle l'est encore davantage lorsqu'il s'agit de la traiter sous l'angle systémique, à l'échelle d'une population. Et la situation pandémique instaure à elle seule un contexte d'incertitude extrême. Un article du Monde Diplomatique traitant de la grippe H1N1 et daté de 2009, intitulé « Psychose de la grippe, miroir des sociétés », affirmait par exemple : « *D'après OMS, les pays de l'hémisphère Nord ont commandé plus d'un milliard de doses de vaccin contre la grippe A (H1N1) aux laboratoires pharmaceutiques. Lesquels ne devraient pouvoir en fournir qu'une quantité limitée. Pendant que les nations industrialisées multiplient les mesures préventives susceptibles de limiter l'impact économique et sanitaire d'un virus certes très contagieux, mais — pour le moment — peu létal, des voix s'élèvent pour dénoncer un emballement politico-médiatique. Il est impossible de traiter du risque comme d'une réalité objective. Les grandes peurs — de la technologie, de l'étranger, du terroriste, de la maladie... — se multiplient, parfois attisées par qui y trouve son compte. Car, des services de sécurité à l'industrie pharmaceutique, l'anxiété est un marché. Au fond, la panique suscitée par la grippe tend un miroir aux sociétés. S'y reflètent les intérêts, les fantasmes et l'ombre d'une régression obscurantiste qui prête aux scientifiques de noirs desseins. Tout tourne, dès lors, autour de cette question : comment réduire le risque en amont pour échapper à l'angoisse*

multilatéralisme sous toutes ses formes : Union Européenne, ONU, OMC, G7, G8, G20, etc. ; à bas la démocratie des crétins. L'idéologie sous-jacente est écologiste et ultra-hygiéniste. Il est temps de développer une société 2.0, intégralement numérisée, reprogrammée grâce à la technologie triomphante et guidée par les élites mondiales, seules expertes (mais attention, ni russes ni chinoises !). Ai-je mal lu un chapitre et ai-je raté le vrai suspense programmatique ?

⁴¹ Emmanuel Taïeb, article Conspirationnisme – Universalis

⁴² De nombreuses études ont montré de quel champ référentiel s'inspirent les prises de décision en matière de santé. Par exemple, l'adhésion préalable à des théories affirmant qu'on nous cache délibérément la dangerosité des vaccins conduit à une diminution de la volonté de faire vacciner ses enfants (étude Shapiro, Holding, Perez, Amsel & Rosberger, *Validation of the vaccine conspiracy beliefs scale. Papillomavirus research*, 2, 167-172., 2016).

permanente ? ». Ce texte, daté de plus de quinze ans, pourrait décrire la situation traversée en 2019-21 !

Richard Horton, le rédacteur en chef de l'une des plus prestigieuses revues internationales de médecine, *The Lancet*, a pu écrire en effet : « *Covid-19 is not a pandemic. Il s'agit plutôt d'une 'syndémie', d'une maladie causée par les inégalités sociales et par la crise écologique entendue au sens large. Car cette dernière ne dérègle pas seulement le climat. Elle provoque aussi une augmentation continue des maladies chroniques (hypertension, obésité, diabète, maladies cardiovasculaires et respiratoires, cancer), fragilisant l'état de santé de la population face aux nouveaux risques sanitaires.* » Présenté ainsi, le Covid-19 apparaît comme l'énième épisode d'une longue série de dégradations cumulées, amplifié par le démantèlement des systèmes de santé. La leçon qu'en tire le rédacteur de *The Lancet* est sans appel. « *Si nous ne changeons pas de modèle économique, social et politique, si nous continuons à traiter le virus comme un événement biologique dont il faudrait se borner à 'bloquer la circulation', les accidents sanitaires ne vont pas cesser de se multiplier* »⁴³

Ce n'était pas la première crise épidémique, mais la société française et même les praticiens généralistes étaient encore peu familiarisés avec la logique de la santé publique, dont les mécanismes décisionnels établis sur des bases uniquement statistiques sont différents de ceux caractérisant la prise en charge de patients individuels. Des décisions prises dans l'urgence et, on doit le reconnaître, souvent mal explicitées, ont contribué à la montée de la sidération, puis des doutes dans la population.

Comme l'analyse très justement Didier Fassin, on a conclu que la vie devait être protégée à tout prix, ce qui a instauré une nouvelle « bio-légitimité », qui s'accompagne de la suspension de la critique⁴⁴. Mais « *de nombreuses vies ont été perdues sur les marges* ». Il conviendra de revenir « à froid » sur l'enchaînement des événements strictement sanitaires, afin de tirer un bilan critique de questions insuffisamment éclaircies dans l'urgence : les chiffres de mortalité, le statut même de ces « vaccins » de nouvelle génération, leur efficacité, les effets secondaires des protéines transformées, la pertinence du calendrier vaccinal et sa couverture...

Quoi qu'il en soit, arrêtons-nous sur les aspects socio-politiques de la crise. Divers « ingrédients » ont généré un climat de panique et de suspicion, qui est un terreau fertile pour les « théories complotistes » : des « agents pathogènes » mystérieux, des chiffres de mortalité assenés en boucle, des décisionnaires étatiques conseillés par des agences en stratégie à la légitimité contestable (McKinsey & Compagny), des décisions successives contradictoires. Le débat *ubuesque* (amplement médiatisé, lui) sur l'efficacité/inefficacité des traitements alternatifs, puis le fait d'avoir désigné LE vaccin comme seul protocole licite face au risque pandémique - mais un vaccin que l'on n'avait pas encore - a accru le climat d'angoisse dans la population. Le fait d'attribuer son monopole de production à une poignée de firmes, qui disaient elles-mêmes, vu l'urgence, devoir s'affranchir des règles déontologiques habituelles de la recherche, la rapidité d'obtention des droits provisoires de mise sur le marché des vaccins, avaient de quoi questionner à juste titre l'opinion. En tout cas, les modalités d'attribution de ces marchés, en Europe notamment, ainsi que les commandes précipitées de doses de vaccins, qui ont engrangé de colossaux bénéfices en quelques mois, interpellaient l'opinion. Comment ne pas penser à ce qu'on a décrit plus haut : non une « conspiration », mais une

⁴³ Rapporté par Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, op. cit.

⁴⁴ L'anthropologue et médecin Didier Fassin a consacré un de ses cours au Collège de France sur les conséquences sociales de la problématique née lors de la pandémie de SARS Cov2 [<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-cours-du-college-de-france/lectures-de-la-pandemie-par-didier-fassin-2035894>]

situation de « collusion » entre décideurs politiques et industriels et/ou celle de « délit d'initiés ». Ce faisceau de faits rappelle une situation hélas bien connue ; il banalise en quelque sorte la crise du COVID-19, car il prend la suite de « scandales » précédents (plomb, amiante, sang contaminé, hormone de croissance, « vache folle », grippe H1N1, etc.)⁴⁵.

Quant aux thèses complotistes qui ont fleuri, elles n'ont fait que reprendre les antennes d'autres théories en les recyclant suivant le contexte ; elles ont fait leur lit de l'amalgame de faits difficiles à vérifier et de coïncidences, avec des sujets de suspicion déjà anciens : que n'a-t-on pas dit sur le virus pathogène d'origine inconnue *versus* la manipulation volontaire d'un virus, devenu incontrôlable, ou diffusé à dessein afin d'éradiquer une partie de la population mondiale, pauvre surtout ? Sur la mise en culture et la transformation malveillante du virus (accroissement de fonction) dans des laboratoires opaques, mais dangereux (P4) ? Sur la volonté d'influencer à distance les comportements du public par l'introduction de nanoparticules dissimulées dans le produit injecté, réactifs réagissant entre autres aux ondes 5G ? Quant aux « responsables », les acteurs habituels ont été ciblés, à savoir ceux qui décident depuis leur bureau de la politique de santé de la planète, mais dont les objectifs sont ambigus : il ne pouvait s'agir que de personnalités influentes déjà compromises dans d'autres « affaires » (particulièrement, la Fondation Gates, impliquée dans de nombreux programmes vaccinaux douteux - Inde, Afrique du Sud)⁴⁶, et, évidemment les compagnies industrielles multinationales du secteur (ou *Big Pharma, too big to fail*) ainsi que les hauts cadres de direction à l'OMS, une institution certes internationale, mais en voie de privatisation. La petite touche de nouveauté dans ce *screen play* déjà rôdé est le trouble recyclage du narratif de la guerre hégémonique entre la Chine et l'Amérique, deux superpuissances incontrôlables aux ambitions inquiétantes, se battant et s'accusant mutuellement de la responsabilité d'avoir produit le virus. Plus que jamais, la théorisation du complot s'était mondialisée.

Enfin, troisième poupée gigogne, l'accusation de verser dans la « théorie du complot sanitaire » s'attache désormais à toute personne non-vaccinée, rapidement étiquetée « *antivax* » ; on lui impute au passage toute la palanquée des thèses complotistes absurdes, passées, présentes et à venir. Autant que les faits sanitaires ayant marqué la crise du COVID, ce sont l'amalgame et la persistance de l'accusation de « théorie du complot sanitaire » qui doivent nous questionner. Comme il a été dit plus haut, « *antivax* » est devenu un qualificatif fourre-tout insultant, qui a même failli devenir dangereux par moments. Il symbolise et entretient la virulence qui s'est manifestée dans l'opinion à l'égard de citoyens faisant le choix de ne pas se faire vacciner ; ils ont été pointés du doigt tels des hors-la-loi, privés de la liberté de circuler plus longtemps que les autres citoyens (car sans Pass sanitaire), voire désignés comme des *boucs émissaires* (à un moment, ils furent menacés d'être exclus de la Sécurité sociale). Durant l'épisode COVID, la suspicion est allée si loin que des liens amicaux et la solidarité familiale, dont on se targue de faire grand cas en temps ordinaire, ont été souvent mis à mal... La confiance et les relations distendues pourront-elles être reconstruites ? Cette crise s'est illustrée également par une intense confusion et une récupération politico-idéologique, comme on pouvait s'y attendre. Souvenons-nous de l'accusation de complotisme fomentée autour des médecins qui se voulaient « rassuristes », non pour nier la réalité de l'épisode

⁴⁵ Cf World Economic Forum: <https://fr.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2022/sessions/pfizer-and-partners-announce-agreement-for-a-healthier-world>

⁴⁶ Cf. le rappel et le décryptable de ces situations sanitaires in Didier Fassin, op. cit.

de Sars-Cov2, mais afin de contrer l’emballement de la peur, entretenue à grand renfort de chiffres statistiques alarmistes hâtivement produits (et qui ne passent pas l’épreuve d’une analyse mathématique rétrospective rigoureuse). Ce complot *rassuriste* aurait été « récupéré » par la droite politique : on les a accusés d’être proches des lobbies patronaux, en se faisant les porte-parole des courants qui estimaient que le confinement et les couvre-feux leur faisaient perdre trop d’argent...

Avec le recul, que signale donc cette crise ? Sans doute, d’abord une situation qui a échappé aux épidémiologues, spécialistes reconnus de la santé publique, des professionnels compétents et aguerris, qui ont été mis à l’écart pour laisser la place à des cabinets de conseil en communication politique chargés de traiter la situation pandémique comme toute autre « situation de crise », et qui l’ont fait dans le secret⁴⁷. Du côté du gouvernement, sans doute aussi l’incapacité de répondre à « l’épreuve de l’incertitude »⁴⁸ caractérisant les situations sanitaires de grande ampleur : ses contradictions successives sur l’intérêt du port du masque et des tests ont, sans nul doute, créé le doute, ce dernier nourrissant à son tour les théories de complot. Puis, son entêtement à avancer « coûte que coûte », lorsqu’il a aperçu l’opportunité offerte d’accélérer un autre programme, affiché, celui-là, la numérisation et le recoupement des données personnelles, vaste projet d’ingénierie sécuritaire enfin accessible grâce à l’I.A.

À quoi servait (sert encore ?) la dénonciation des « théories complotistes » *antivax*, accusées de « *se propager de façon virale* », par les pouvoirs publics (le ministère de la Santé, notamment) ? Que penser, en effet, des multiples méta-analyses qui ont été diligentées et rapportées dans des revues pourtant sérieuses pour rendre compte de « l’aberration » des abstinentes de vaccination, mais dont les résultats confinent parfois à l’absurde ou à la conclusion « de commande » ?⁴⁹ Malgré les bonnes intentions manifestes de nombre d’analystes engagés, la dénonciation sincère de ce qu’ils pensaient être une déviance de l’intérêt sanitaire collectif aurait-elle servi à créer – à leur insu – une sorte d’écran de fumée, afin de détourner le regard d’une crise tout aussi sérieuse et grave : le déni démocratique et le vacillement de l’État de droit⁵⁰ ?

Il ne faudrait pas oublier, en effet, que la campagne de confinement puis de vaccination s’est accompagnée de la stigmatisation et de la ségrégation des populations vulnérables et précaires qui, mal soignées, ont été accusées de propager la maladie. En France et ailleurs, on le sait désormais, la surmortalité a frappé les départements les plus pauvres, les quartiers urbains les plus pauvres, les citoyens de seconde zone. Il a concerné en France, et c’est un paradoxe absolu, les populations âgées sensées être les plus à risques. Dans la mesure où elles sont frappées par la ségrégation sociale à l’œuvre dans nos sociétés avancées, mais « agistes », beaucoup ont dû vivre la crise du COVID enfermées dans les établissements spécialisés pour vieillards où la maladie s’est propagée et n’a pas

⁴⁷ Barbara Stiegler, *De la démocratie en Pandémie*, Santé, recherche, éducation Gallimard, Collection Tracts (n°23), 2021

⁴⁸ Didier Fassin, op. cit.

⁴⁹ On peut lire par exemple la conclusion contradictoire suivante dans “The role of conspiracy beliefs for Covid-19 health responses : A meta-analysis”, Revue Elsevier, vol46, août 22, 101346 : « *Les croyances conspirationnistes ont été faiblement associées à une plus grande réticence à l’égard des mesures de prévention, à la fois, en coupe transversale et dans le temps. Malgré les effets faibles et hétérogènes, à grande échelle, les croyances conspirationnistes constituent une menace non-négligeable pour la santé publique.* » Qu’en conclure à mon tour ? Que l’effet dit « la voix de son maître » a pu jouer un rôle non-négligeable sur les honorables collègues chercheurs ?

⁵⁰ On peut lire avec profit l’ouvrage que l’éminent professeur de droit François Ost a consacré à la crise de la COVID 19 : *De quoi le COVID est-il le nom ?* Académie royale de Belgique–Collection L’académie en poche, 2021

été jugulée correctement⁵¹. L'entre-soi censé les protéger les a condamnées. Leur surmortalité et la désastreuse gestion de ces décès en surnombre de personnes âgées (corps évacués dans la quasi-clandestinité, déni de la symbolique mortuaire, rituels funéraires bâclés, négligence de l'impact sur les familles d'un deuil impossible à faire...), c'est sans doute la plus grande honte de la gestion de la dernière pandémie⁵².

Au nom d'un consensus pandémique qu'on accepte encore peu de revisiter⁵³, le fardeau de la réponse à la pandémie a été déplacé de la collectivité à l'individu, poussé à obtempérer au nom de l'intérêt collectif et du retour à la normale. C'est un peu ce qui se passe avec la crise climatique, où chacun est sommé d'être culpabilisé dès qu'il laisse couler l'eau trop longtemps en se lavant les dents, alors que la gabegie d'eau est facilement cautionnée dès qu'il s'agit de secteurs industriels !

Le déni démocratique concerne aussi la restriction inédite, rapide et radicale des libertés publiques et individuelles, l'instauration de « l'état d'urgence »⁵⁴ avec couvre-feu, la culture du secret (sous un apparent déluge d'informations statistiques souvent mal interprétées). Car enfin, n'est-il pas normal que chacun ressente un certain étonnement, puis de l'indignation face à la surveillance numérique de son état sanitaire qu'on cherche à lui imposer, rompant avec la tradition du secret médical ? Était-ce absurde de se demander ce que sont devenues les données sanitaires françaises, gérées depuis les années 2010 par Microsoft⁵⁵, grâce à une technologie labélisée aux USA, un pays où toutes les

⁵¹ « L'affaire du Remdesivir » utilisé sur des patients âgés a justifié une lettre ouverte au Sénat rappelant que « L'OMS a récemment publié une recommandation conditionnelle contre l'administration du Remdesivir aux patients hospitalisés, quelle que soit la gravité de leurs symptômes, dans la mesure où rien ne prouve à ce jour qu'il améliore pour ces patients les chances de survie et les autres résultats sanitaires. Toutefois, l'OMS a souligné qu'il fallait poursuivre les recherches, en particulier afin d'améliorer la fiabilité des preuves. Par conséquent, compte tenu du coût élevé et du bénéfice jugé faible par la Haute autorité de santé, il souhaite savoir quelle politique entend avoir le Gouvernement vis-à-vis de l'utilisation du Remdesivir en tant que traitement contre le Covid-19. »

⁵² On peut considérer que cette gestion déficiente s'est ajoutée à la liste des dysfonctionnements structurels pointés du doigt dans les établissements pour résidents âgés, privés de liberté de décision et parfois objets de maltraitance. Rappelons à cet égard que toute personne âgée en EHPAD conserve légalement le droit de choisir de courir un risque sanitaire si elle le juge bon.

⁵³ « En Italie l'idée reste répandue que toute mesure ou tout instrument adopté en 2020-2021 – confinements, sanctions, couvre-feu, pass sanitaires – devait être protégé de toute critique, sans « si » et sans « mais », sous peine de se retrouver du côté des fascistes, des négationnistes et surtout des « no vax ». Wu Ming (pseudonyme d'un collectif italien d'auteurs) Pourquoi faut-il prendre au sérieux les fantasmes de complot sur le climat ?, *Revue Socialter*, 2025

⁵⁴ Rappelons que, désormais, l'état d'urgence sanitaire peut être réactualisé à volonté. En effet, la loi stipule que la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire est autorisée en cas de "catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population ". En s'abstenant de définir davantage la catastrophe sanitaire, la loi reste imprécise et ne permet pas de distinguer l'urgence sanitaire de l'urgence exigée pour la mise en œuvre de la loi du 3 avril 1955 ou des " menaces sanitaires " relevant du régime de police administrative spéciale défini par le [code de la santé publique](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041842574/) (article. L. 3131-1). <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000041842574/>

⁵⁵ Microsoft Azure, Microsoft Dynamics 365 et Microsoft 365 ont obtenu la certification d'Hébergeurs de Données de Santé (HDS), obligatoire pour toutes les entités hébergeant des données de santé personnelles régies par le droit français. « La conformité Microsoft aux exigences HDS a été auditée et certifiée par le groupe BSI, un organisme de certification indépendant accrédité par les autorités françaises pour effectuer des audits HDS. La certification HDS permet aux prestataires de santé en France d'utiliser les services de cloud computing Microsoft pour réduire les coûts en améliorant l'efficacité clinique et opérationnelle, et ouvre la porte au développement de solutions innovantes de pointe pour la santé. Les fournisseurs peuvent développer des applications intelligentes ou utiliser des applications tierces hébergées sur Azure pour implémenter des analyses

données sont monnayables, au contraire de ce qui se passe en Europe ? Rappelons enfin que les vaccins ont été un cas rarissime de « médicaments d'État » qu'un gouvernement a voulu imposer à ses citoyens par la loi, en muselant la critique ou la contestation sur les modalités de la campagne, parfois contre l'avis de praticiens de santé.

N'est-ce donc pas à bon droit que ces sujets doivent être ré-abordés dans le débat public avec la sérénité donnée par le recul du temps ? Le sujet est, concédons-le, aussi central que le chiffon rouge agité à l'encontre des *antivax* ou l'écran de fumée entretenu par des débats sans fin sur « les théories complotistes », qui vont et viennent au gré des crises.

2-2-2 Un drame annoncé : environnement, collapse climatique et « théorie du complot climatique »

Voilà encore une scène médiatique bien embrouillée, vraiment internationale cette fois, où il est pourtant urgent de se situer ! Comme les deux autres thèmes qui nous servent d'illustration des vertiges du complotisme, il est prioritaire de rappeler que celui-ci s'ancre sur des visions du monde qui ne font aucunement consensus. Les ressorts conceptuels dont se réclament les divers courants d'opinion listés ci-après sont multiples. On peut les schématiser brièvement à grands traits :

- la nature a ses propres lois, elle est puissante - potentiellement dangereuse – ; elle dépasse l'homme et poursuivra son évolution sans lui (sentiment d'impuissance)
- quel que soit le coût de sa démarche, l'homme doit rester maître de la nature, place qu'il a conquise de haute lutte au fil des millénaires et qu'il n'est pas question de remettre en cause (sentiment de surpuissance). Tout ce qui empêche l'homme de jouir de la suprématie sur la nature et le vivant appartient à un schéma de pensée dépassé (ressort du mythe du progrès)
- la nature n'existe pas ; elle ne peut être sujet de droit ; elle n'a donc pas d'enjeu propre. Seul le regard humain lui donne son sens. L'environnement n'a d'enjeu que dans une perspective anthropique. Tout ce qui entrave l'exploitation technique d'une planète créée pour lui est une vue de l'esprit. Dans cette logique, les efforts à entreprendre sont conditionnés à l'habitabilité humaine de la Terre⁵⁶.

On ne s'étonne pas de les trouver contradictoires ; d'où la diversité de points de vue sur l'environnement et l'incompréhension mutuelle régnant entre les protagonistes des débats écologiques.

Rappel rapide du tableau de « la crise environnementale » : à l'origine, des faits géophysiques analysés par des scientifiques compétents dans les années 60/70. Comme d'usage, ces derniers ont tenté une lecture cohérente de ce qu'ils avaient capté. Ils ont travaillé dur et conceptualisé des modèles. Rappelons que la commande émanait du Club de Rome, dans lequel siégeaient nombre d'industriels du secteur de l'extraction. Ce dernier espérait-il une réponse rassurante (par exemple : oui, la croissance infinie est possible !) qu'ils n'ont pas reçue ? Ou bien le rapport Meadows 1 intitulé *The Limits to Growth* (dans un monde fini) fut-il perçu comme un coup de tonnerre dans le ciel du développement planétaire triomphant ? Quoi qu'il en soit, replaçons le rapport dans son contexte de

prédictives pour personnaliser les soins de santé, évaluer et traiter les patients à distance (télémédecine), et améliorer la netteté de la surveillance de médicaments thérapeutiques. » Source Microsoft (no comment !)

⁵⁶ C'est le sens des propos sous la plume d'un directeur de recherche : « Une crue rapide qui affecterait un territoire dépourvu d'enjeux (êtres humains, infrastructures, entreprises) ne serait pas une catastrophe, puisqu'elle n'affecterait pas les sociétés humaines. En revanche, si cette même crue se produit dans une région densément peuplée et très développée économiquement, nous basculerions alors bien dans le domaine de la catastrophe. »

l'époque. L'histoire nous apprend que, pour des raisons politiques (casser le syndicat des mineurs), le Royaume-Uni avait décidé dans les années 1985-86 de « sortir du charbon » et de se lancer dans le nucléaire. Sous son impulsion, le G7 a proposé la création d'une structure chapeautée par les Nations Unies et dont le mandat serait « d'éclairer les politiques sur les effets climatiques néfastes des rejets des combustibles fossiles ». Le GIEC est né de cette décision.

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause la qualité scientifique des travaux initiaux sur les ressources énergétiques ni celui des climatologues qui modélisent actuellement le climat. Mais n'omettons pas de restituer à la problématique climatique la dimension éminemment politique qui l'accompagne depuis le début. Un doute raisonnable sur l'imminence de la catastrophe annoncée est-il possible ? Doit-il être de nature scientifique ; doit-il porter sur les choix politiques qui se sont articulés autour de cette affaire ? En sciences, on ne le redira jamais assez, l'avancée repose sur la production de théories alternatives : sur le long terme, d'autres explications pourraient être données et d'autres analyses pourront être modélisées. Mais du temps, on en manquait, car la thèse avançait des échéances alarmantes : compte tenu de l'accroissement démographique, il fallait craindre l'effondrement inéluctable de l'écosystème mondial, incapable de supporter la croissance exponentielle attendue ! Le groupe des modélisateurs a avancé la thèse d'un changement climatique en accélération, du fait de l'accélération concomitante de la pollution d'origine anthropique ; non seulement la croissance était limitée dans le temps car les ressources énergétiques allaient se tarir inexorablement, mais au passage, le climat irait aussi en se dérégulant et la planète entrerait dans une crise systémique sans précédent (perte de la biodiversité, atteinte au vivant, dépassement systématique des limites de régénération des systèmes bio-géo-physiques...). Depuis, le GIEC produit des rapports réguliers modélisant l'évolution de la situation et des projections climatiques en fonction de *scénarii* de gravité graduée. Ces scénarii sont les fruits du travail d'un nombre important de chercheurs de toutes nationalités ; ils sont censés offrir la garantie d'un *consensus* d'experts (sans avouer toutefois qu'il n'est pas toujours obtenu) ; ils institutionnalisent la doxa scientifique *main stream* sur le sujet. Ils proposent des bases de données à partir desquelles se construisent les *rounds* internationaux sur le sujet climatique.

Je déplore vigoureusement les dégâts environnementaux tous azimuts infligés à la planète ; j'appelle de mes vœux une sortie délibérée du modèle charbon-pétrole-minerais sur lequel surfe la croissance mondiale depuis deux siècles. Je n'en demeure pas moins convaincue que, comme tout modèle, la théorie du Système Terre est susceptible d'évoluer dans le temps et qu'il convient de prêter une oreille attentive aux critiques de scientifiques pointant sur des points précis du modèle d'analyse climatique en vigueur. Ce dernier est au carrefour de données complexes, intégrant de vastes systèmes de boucles de régulation dont on ne maîtrise pas encore tous les tenants et aboutissants (c'est le cas du système océanique, encore mal connu). Mais on parle en fait d'un autre sujet lorsqu'on suit l'histoire médiatico-politique qui s'est nouée autour du modèle climatique. « *Depuis sa fondation, le GIEC [est] fidèle à son mandat. Le GIEC ne dit pas le vrai, il dit ce qu'on lui demande de dire, il sélectionne les travaux des chercheurs que son mandat lui demande de sélectionner, il trie et rejette, ensuite il rédige un gros rapport, en accord avec son mandat. Un GIEC qui disculperait le gaz carbonique serait instantanément mis à la retraite.* »⁵⁷ Que l'on adhère ou non à cette critique

⁵⁷ Daniel Husson, *Climat, de la confusion à la manipulation*, Ed. L'artilleur, 2024. Il s'interroge sur les visées de l'acteur politique qu'est le GIEC et conteste les résultats de ses analyses sur la montée du CO2 au nom de données physiques. Toutefois, il confirme la finitude prochaine des ressources fossiles et rappelle l'urgence d'adopter des mesures plus respectueuses pour la planète.

nominale, n'oublions pas que, si l'on parle de *realpolitik*, la diplomatie climatique est l'affaire des États ; en clair, la raison d'État et la géopolitique mènent la partie.

Le modèle climatique retenu par le GIEC depuis sa création a servi de base à une tendance de fond dite « développement durable », rebaptisée désormais « transition verte » et, ce faisant, à la propagande *pro* nucléaire, qui connaît le succès que l'on sait en France⁵⁸. Certes, l'intensité carbone de notre production électrique⁵⁹ est désormais l'une des plus faibles du monde. Mais on constate que la dépendance vis-à-vis des ressources fossiles n'a pas été abaissée pour autant : elles représentent encore aujourd'hui près de 60 % des énergies consommées. Le plus frappant est que le doute à propos de ce modèle étrange (fondé sur un oxymore, dénoncé on l'a dit depuis les années 60/70) a peu agité la sphère politique occidentale, groupée de façon assez unanime derrière le « faux-nez » du développement durable. Mais il reste présent parmi de nombreux scientifiques, qui ont l'attitude saine de poursuivre leurs recherches fondamentales et appliquées lorsqu'on leur en laisse la possibilité. Dans le public, affolé par les pronostics d'effondrement, de pénurie d'essence et de canicules, et incapable de juger de la véracité scientifique de la *doxa* climatique, quelle échappatoire au doute existait-il, sinon de suspecter tout le monde et personne et, pour certains, d'adhérer à des thèses complotistes ?

Toujours est-il qu'avec le recul du temps, on peut considérer que la thèse du changement climatique et celle d'une crise environnementale systémique (qu'il me semble sain de considérer comme deux thèses distinctes, bien que concomitantes évidemment) a suscité deux types de réactions tranchées, selon les convictions préalables des uns et des autres : d'un côté, l'adhésion, de l'autre le déni.

A) Ceux qui lui accordent crédit, se départagent à nouveau en deux groupes bien distincts :

- les premiers, parmi lesquels se rangent les écologistes, sont les plus alarmistes ; ils modélisent⁶⁰ un possible collapsus de la civilisation « thermo-industrielle » plutôt que l'effondrement du système Terre à proprement parler. Ils prônent la baisse des activités polluantes et le retour à des pratiques sobres ; ils cherchent à traiter le problème en s'inspirant des modèles du passé et de ceux que la nature a sélectionnés.

- Les seconds accordent crédit à la thèse, mais préconisent au contraire d'aller de l'avant, de se tourner vers des solutions résolument novatrices ; ils sont partisans du « solutionnisme technologique »⁶¹, fruit de l'inventivité humaine que rien ne peut brider. Doit être rangée dans cette catégorie toute la mouvance se regroupant dans le programme techno-administratif dit du « développement durable » et de la « transition verte », qui a la faveur des institutions environnementales et d'une grande partie des classes politiques internationales. Ce qui

⁵⁸ Je me risque ici à rappeler la « collusion idéologique » rassemblant depuis des décennies des ingénieurs des grandes écoles (I'X), des fonctionnaires des grands corps de l'État (dont les Commissaires au Plan) et les directeurs du programme nucléaire français. Et ce malgré des « accidents » récurrents des installations (Tchernobyl, Fukushima...) et leurs conséquences environnementales, sans parler des problèmes insolubles des déchets nucléaires.

⁵⁹ Rappel : 21,3 g équivalent CO₂ par kilowattheure (kWh) en 202. Toutefois, la gestion du CO₂ n'est pas le seul paramètre environnemental à retenir ; d'autre part, la prévision d'extension du programme nucléaire français pose question dans la mesure où la demande électrique est en baisse et non en hausse, comme on veut le faire croire. Une surcapacité excessive conduirait par ailleurs à une gestion plus contrainte de l'équilibre entre l'offre et la demande. De plus, une telle sous-utilisation des équipements contribuerait à augmenter les coûts de production au kWh (source : communication de l'Académie des sciences)

⁶⁰ Leur mouvance a formalisé des concepts dont l'ensemble a pris le nom de collapsologie.

⁶¹ Le terme a été défini le chercheur Evgeny Morozov. La géo-ingénierie est une course en avant ; elle détourne l'attention de la lutte pour des solutions structurelles et de la prise de conscience que le mode de production actuel est un danger.

s'explique dans la mesure où cette école de pensée, l'idéologie dominante depuis 1980, ne remet pas en cause les modèles capitalistes établis qui ont fait la charpente du développement économique mondial et qui semble bien complexe à « détricoter » aujourd'hui.

B) A l'autre bord, la thèse du changement climatique et de la crise systémique a buté sur le déni et le rejet de la part des « climato-sceptiques » qui estiment que la thèse n'est pas convaincante. Parmi ces derniers, quelques scientifiques défendent l'idée que la thèse défendue par le GIEC est erronée.⁶² Ils répètent qu'il n'y a pas de consensus scientifique sur le changement climatique. Ils s'emploient donc à décrypter « *l'imposture climatique* », déconstruire les « *mythes et légendes écologistes* » ou encore mettre en garde contre « *le déraisonnement climatique* ». Des travaux discréditant la thèse du changement climatique et de ses origines anthropiques se sont multipliés de leur côté ; ils sont produits par quelques scientifiques⁶³ - convaincus -, des journalistes, de hauts fonctionnaires⁶⁴. Un dernier camp au sein de ce groupe reconnaît la réalité de changement climatique, mais non la cause anthropique et cherche à prouver qu'il s'agit d'un faisceau de symptômes s'inscrivant dans les changements cycliques naturels qui ne sont pas causés par l'activité humaine.

C) Comment rendre compte d'une autre mouvance, celle des acteurs productifs du système économique capitaliste, qui ont pris acte des conclusions du rapport Meadows, mais ont décidé de « passer outre » et de contourner l'obstacle jusqu'à une date récente quand il y allait de leurs intérêts. Les entreprises les plus responsables des dégâts environnementaux mènent toujours une incontestable course en avant (ou course contre la montre) : les entreprises pétrolières, en premier lieu, ont poursuivi leur stratégie productrice en l'enrobant de pratiques de communication dilatoires pour semer le doute. La collusion entre les géants des secteurs incriminés (la filière des extractions minières, l'industrie pétrolière, chimique et plastique, l'agro-alimentaire, les cimentiers...), des groupes d'influence économique (cabinets de conseils et/ou agences de notation) et le secteur bancaire (qui persiste à les soutenir tout en tenant des discours verdissants) ne fait guère de doute. D'un autre côté, des pans entiers d'entreprises industrielles ont compris l'opportunité qu'elles pouvaient tirer du « *business vert* », et de la nouvelle manne de dividendes qui peut en être tirée.

Avant d'évoquer quelques thèses complotistes qui ont agité l'opinion publique au sujet du climat, un espace particulier doit être consacré à la théorisation du « complot climatique » ; l'instrumentation idéologique des thèses au service d'intérêts divergents y est là encore manifeste. Elle illustre le fait énoncé plusieurs fois déjà qu'il ne saurait y avoir de vie publique sans intrusion du politique et combien celle-ci est créatrice de confusion. Le socle de données scientifiques à disposition – par essence interprétables de façon contradictoire - est utilisé par chacune des parties pour étayer ses thèses et se les renvoyer dos à dos. Dans tous les domaines, la systémie des « théories du complot » et de leur dénonciation rend tangible l'affrontement brutal auquel se livrent des sphères économiques aux objectifs résolument opposés.

La « théorie du complot climatique » est développée par ceux qui appartiennent au clan des climato-sceptiques sincères, mais aussi par des lobbies qui trouvent des intérêts à agiter le déni climato-

⁶² Parmi eux, Claude Allègre qui refuse de se soumettre à la pensée unique du GIEC, ce « *cartel de chercheurs sous emprise politique, qui prend en otage la question du climat* ». D'après Benoît Rittaud

⁶³ Daniel Husson, « *Climat, de la confusion à la manipulation* »

⁶⁴ Christian Gerondeau, polytechnicien et haut fonctionnaire, membre du bureau de l'Association des « climato-réalistes » est particulièrement productif sur ce créneau. Il a publié quatorze livres dédiés au climat, dont plusieurs tomes de *La Religion écologiste*.

sceptique. La science de l'agnotologie, ou étude de la production culturelle de l'ignorance, a permis de démontrer les procédés selon lesquels le doute et l'ignorance sont savamment construits et entretenus, à grand renfort d'expertises et de contre-expertises-écrans, par ceux qui ont intérêt à ce qu'une vérité reste cachée, ou que les risques potentiels d'une activité dont ils tirent du profit ne soient pas dévoilés, afin que celle-ci ne soit pas remise en cause.

Rappelons surtout combien ces thèmes mettent en branle les convictions idéologiques frontales opposant les commentateurs des thèses en présence. Que dire par exemple de l'affirmation suivante, trouvée sur le site de l'IREF (Institut de recherches économiques et fiscales, dont on se demande au premier abord ce qu'il vient faire dans ce débat !), qui commence par accuser de jeunes diplômés d'AgriParisTech de « *complotisme de bas étage* » et « *d'embrasser les thèses écologistes, approuvées par le lobby du bio et les décroissants* » : « *L'avenir de l'agriculture, malgré la propagande des lobbies réactionnaires écologistes, n'est pas à la permaculture, l'agriculture vivrière, ou au bio. La solution n'est pas de revenir à l'agriculture de nos arrière-grands-parents qui ferait réapparaître des famines de grande ampleur dans les pays les plus pauvres et créerait des pénuries dans les plus développés. L'avenir de l'agriculture réside dans l'innovation, matérielle, technologique et biotechnologique.* »⁶⁵

Le cas du « complot climatique » dénoncé par les défenseurs politiques historiques de l'industrie extractrice en est le prototype exemplaire. Le complot est à double détente. Temps 1 : on a rappelé que, depuis que les premiers travaux du rapport Meadows sont sortis, les grandes compagnies pétrolières ont consacré des sommes importantes dans la production d'études instillant le doute sur la validité des travaux des lanceurs d'alerte afin de préserver à tout prix leur activité. Temps 2 : or, ces dénonciations connaissent depuis quelques années un nouvel élan aux USA, où elles sont reprises et amplifiées à l'occasion des débats électoraux, et en tout cas instrumentalisées pour accroître l'audience électorale de certains hommes politiques. La « théorie du complot climatique » nouvelle manière est issue du mariage hors norme de populisme et d'enjeux capitalistes exacerbés. Les narrations conspirationnistes anti-écologistes sont diffusées par les forces d'extrême droite aux États-Unis et sont relayées par une partie des 25% d'Américains climato-sceptiques. Quelles sont leurs thèses ? D'inspiration populiste, elles dénoncent l'existence d'une conjuration des élites, rejettent les institutions, jugées liberticides et vouent aux gémonies les écologistes. D'après elles, des groupes d'écologistes fondamentalistes terroriseraient la planète (enlèvements, attentats) afin de convaincre le grand public des dangers du réchauffement climatique, théorisé par les idéologues du Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Dès son premier mandat, D. Trump et son entourage ont alimenté régulièrement ces thèses climato-sceptiques, non par adhésion conceptuelle à une quelconque thèse climatique, mais par pragmatisme politique, afin de protéger le secteur extractiviste et les industries qui en dépendent, et *in fine* le leadership économique américain. Qui dit accord sur le climat, dit entente internationale pour modérer les politiques

⁶⁵ Aymeric Belaud : *Discours des étudiants d'AgriParisTech : entre complotisme et idéologie écologiste*, site Les pendules à l'heure, mai 2022. Le même site affiche dans un article plus récent ses inquiétudes face aux demandes de réduction de l'extraction d'énergies fossiles : « *Les énergies renouvelables ne sont pas adaptées pour satisfaire la demande croissante d'énergie dans le monde, notamment dans les pays du Sud. Patrick Pouyanné, PDG de Total Energies, avait rappelé avec lucidité, lors d'une commission d'enquête sénatoriale, que 80 % de l'énergie consommée à échelle mondiale était d'origine fossile en 2019. Si l'UE décidait demain de réduire ses émissions de CO2 de 90 % et de forcer des entreprises comme Total à ne plus investir dans les énergies fossiles, ce ne serait pas un progrès écologique, mais une désorganisation du marché mondial dont il résulterait une flambée des prix et une pénurie pour des millions de personnes.* » Elodie Messéant, Climat : 150 entreprises appellent à réduire les émissions de l'UE d'au moins 90 %, Les pendules à l'heure, mai 25

extractives et les sources de pollution liées à la croissance ; or, rien ne doit entraver l'expansion américaine qui tient à maintenir sa suprématie mondiale. La défense du mode de vie américain est légitime de plein droit (*God Bless America*) et ses standards de confort ne sauraient être remis en cause. C'est assez typique de l'effet de halo qui anime les sphères complotistes, en attirant à lui des thèmes connexes et qui fait feu de toutes les sources de dysfonctionnement ou de mal-être.

On ne s'étonnera pas que le sujet qui nous occupe ici, le complotisme sous ses diverses facettes, soit mis en branle par une thématique aussi complexe et sensible que l'est l'environnement. Les uns et les autres camps (A, B, C) ont leurs adeptes et mobilisent l'opinion publique ; ils ont produit une abondante littérature, de nombreux débats, s'entourent de spécialistes et mobilisent des groupes de pression, ce qui place le sujet au TOP 10 du casse-tête classant les débats de société. Certains n'hésitent pas à dire qu'il en va même de la survie de l'humanité. En cas de drame climatique, d'emblée, le débat s'installe dans le registre de la causalité, du réquisitoire, de la faute, de la responsabilité, de la définition des perdants et de ceux qui sortiront gagnants...Le cercle vicieux est enclenché : « *Ces questions [de changements climatiques] suscitent un sentiment d'insécurité et de menace et risquent de provoquer l'imposition de mesures draconiennes, qui peuvent alimenter la complosphère, qui sont eux-mêmes des facteurs favorables à l'émergence de théories du complot* »⁶⁶. Le moins que l'on puisse dire, là encore, est que l'incertitude est à tous les niveaux. Si l'état de la planète est à ce point dégradé, qui sont les plus fautifs ? Qui est prêt à payer ? Comment répartir la charge des crimes environnementaux et des réparations ? Et surtout, qui est prêt à changer son mode de vie dans l'intérêt général ? Comment réagir face à la brutalité des événements climatiques qui s'accroissent ?

Chaque événement climatique extrême s'accompagne désormais d'une flopée de théories conspirationnistes qui se diffusent massivement sur les réseaux sociaux. Les fantasmes complotistes les plus classiques voient des pouvoirs occultes (CIA, NASA, MOSAD) tremper dans les conspirations climatiques. Jouant de l'effroi légitime suscité par le développement à bas bruit de la géo-ingénierie, une autre forme d'éco-complotisme se développe sous la forme d'une techno critique délirante, imputant, par exemple, les crues meurtrières qui ont frappé l'Italie en 2023 ou le passage dévastateur de l'ouragan Helene à des opérations intentionnelles. Ainsi, les dernières inondations catastrophiques qui se sont produites dans l'Emilie-Romagne (région de Bologne) ont donné lieu à un assaut d'explications complotistes venues de bords différents. De leur côté, les élus locaux (responsables de l'extension de l'urbanisation dans des zones d'anciens terrains inondables et instables) s'en sont pris aux creusements des berges par les ragondins, comme leurs prédécesseurs s'en étaient pris ailleurs aux blaireaux...Le public a accusé ensuite l'aviation d'avoir ensemencé les nuages de manière inconsidérée au point d'avoir déchaîné la furie du ciel. On peut comprendre que l'ampleur de la catastrophe, le nombre de morts et les dégâts considérables aient laissé le public italien dans la sidération et la peur. Celles-ci justifient sans doute l'ampleur des explications complotistes auxquelles une partie du public a eu recours pour « décompenser ». Ce qui était explicable par la convergence de la fragilisation des sols trop sollicités et du réchauffement climatique, provoquant une alternance de périodes de sécheresse et de fortes pluies (ou *climate whiplash*), paraissait sans doute trop technique pour être conscientisé en première intention. De la même façon, bien des catastrophes climatiques récentes en Asie, qui sont la conséquence de déséquilibres structurels consécutifs à l'urbanisation excessive, aux détournements de l'eau, ont

⁶⁶ David Morin, Co-Dir.titulaire de la Chaire UNESCO–PREV, Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

donné lieu à des explications mettant en cause des acteurs occultes, des puissances étrangères malveillantes, comme si le développement déréglé de l'urbanisation n'était pas suffisamment scandaleux et dangereux en lui-même ! Plusieurs études soulignent combien, face à une situation extérieure complexe, les réactions peuvent être irrationnelles : les populations les plus exposées aux conséquences du dérèglement climatique ne deviennent pas toujours plus sensibles aux thèses environnementales, et peuvent même y répondre – consciemment ou non – par le déni.

Un autre exemple du dérapage d'une théorie étayée à une théorie complotiste est intéressant à analyser rapidement. Le trafic aérien est responsable de 3,5 % des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale ; or, il est en croissance. L'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère est, de son côté, bien documentée. Les avis scientifiques divergent encore sur sa potentielle dangerosité ; ces débats sont utiles et féconds, tant qu'ils sont le signe d'une science en marche. Des programmes de géo-ingénierie ont été déployés dans les décennies passées pour contrer les effets du CO₂ ; leur échec relatif et les conséquences du soufre projeté en altitude ont pu être mesurés. Par ailleurs, les interventions aéroportées de l'armée américaine pour manipuler le climat ne peuvent guère être mises en doute, puisqu'elle en a fait état elle-même. Comment garder raison en pointant du doigt les risques réels tant du phénomène CO₂ que des conséquences de ses mesures correctives, sans pour autant céder à l'exagération et au fantasme ? Amalgamant tous ces faits, des inquiétudes s'élèvent dans le public – sans doute compréhensibles et motivés - contre les agissements de la géo-ingénierie climatique. Car toucher à un élément d'un système climatique complexe peut entraîner des effets pervers. Pour autant, le public ne s'exagère-t-il pas la puissance des *chemtrails* qui sillonnent désormais nos ciels⁶⁷ ? Présenté ici sous l'angle complotiste, le sujet en recouvre en fait un autre : la légitimité de la technique⁶⁸ d'ensemencement des nuages, technique, semble-t-il, bien rodée désormais. Car des doutes sur son efficacité sont à l'origine de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou à toute autre fin hostile. En vigueur depuis 1978, elle compterait 78 pays membres. Elle vise jusqu'ici à éviter l'usage incontrôlé d'acteurs privés ou publics sur le secteur. Quelle position adopter à ce sujet ? On peut y voir une avancée technologique utile pour contribuer à réguler la pluviométrie. Mais elle présente aussi un risque si elle est laissée sans contrôle, y compris par l'armée (cf. le cas de la guerre du Vietnam). Doit-on y voir enfin l'effarant *hubris* de l'homme persuadé qu'il va réussir à contrôler le climat et décider s'il doit pleuvoir ou non, en se substituant encore davantage aux lois de la nature ? Chacun prendra position en fonction de ses croyances pré-acquises.

À la façon des poupées gigognes, cet exemple pris comme exemple de la complexité des dérives complotistes actuelles, est riche d'enseignement. On peut considérer que l'émergence complotiste

⁶⁷ Les intentions suspectées sont multiples : Il s'agirait peut-être d'un « plan de la NASA pour répandre de l'aluminium dans le monde entier », afin de « provoquer des épidémies de démence ». L'accusation est de plus en plus construite : « *les chemtrails répandent dans l'atmosphère des mélanges de substances toxiques, de métaux lourds, et de sulfates...* Sinon, il s'agirait de « *mener des expériences sur la population, l'affaiblir pour la contrôler, créer une « ceinture chimique psychoactive » au-dessus de nos têtes pour contrôler nos esprits, etc.* », Wu Ming ((pseudonyme d'un collectif italien d'auteurs), Pourquoi faut-il prendre au sérieux les fantasmes de complot sur le climat ?, *Revue Socialter* 2025

⁶⁸ Elle s'est « développée aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. En 1946, des scientifiques du laboratoire de recherche de l'entreprise General Electric tentent de premières expérimentations dans le ciel de Schenectady, dans l'État de New York. L'idée est de pousser artificiellement l'eau des nuages à se transformer en pluie ou en neige. Les premiers essais se font avec des particules de neige carbonique aussi appelée « glace sèche ». Puis on découvre que la diffusion de particules d'iodure d'argent semble plus efficace. La tentative de contrôle du climat passe sous la tutelle de l'armée américaine et devient le projet Cirrus. Idem

joue en fait le rôle d'un symptôme d'alerte, en signalant la peur et le mécontentement grondant dans le public. À ce titre, elle doit être perçue, analysée et prise en compte comme un signal d'alarme fort. La réalité de la dégradation environnementale inquiète, à juste titre ; elle requiert en urgence de se détourner d'un modèle civilisationnel ultra prédateur et polluant ; des mesures de réparation des écosystèmes dégradés s'imposent. Mais elle ne doit pas être « recouverte » ou détournée par une focalisation fantasmagique sur des risques potentiels (tels que les *chemtrails*, dont la dangerosité reste imparfaitement cernée et dont l'impact restera peut-être mineur). Elle ne doit pas non plus être niée ni stigmatisée comme une énième « théorie de complot », car les accusations qu'elle agite ont le mérite de pointer des dysfonctionnements structurels réels qui, eux, doivent être pris au sérieux et corrigés.

Quelles sont les jeux de pouvoir auxquelles l'opinion publique pourrait s'opposer utilement si elle décidait de dénoncer enfin ce qui se joue derrière la théâtralisation mise en scène (l'anthropo-scène) depuis plus de deux siècles ? Pouvons-nous, en prenant soin de nous démarquer des rumeurs complotistes comme de la 'théorie du complot climatique' orchestrée actuellement aux USA, énoncer une analyse médiane ?

L'anthropisation progressive de la planète est un fait indubitable et ancien ; mais dénoncer « l'anthropocène » ne doit pas masquer ce qui se cache derrière ce terme fourre-tout. Il faudrait lui préférer sans doute le terme de « capitalocène »⁶⁹. Les dégâts environnementaux que la population mondiale a provoqués sont les conséquences de « *tactiques et de dispositifs de désinhibition qui ont permis depuis deux siècles et demi de passer outre aux savoirs et aux alertes environnementales successives et de défaire les contestations et alternatives opposées à l'agir industriel et consumériste.* »⁷⁰ Plus que jamais, le capitalisme financiarisé tire parti de ce mécanisme de désinhibition, comme il fait bon ménage avec le laisser-faire des consommateurs effrénés que nous sommes tous devenus. Pour autant, nous pouvons encore reprendre la main pour penser politiquement la situation. Nous pouvons dénoncer, non des complots ici ou là, mais des mécanismes, ceux qui ont permis à des oligarchies bien précises, à des institutions bien connues, des acteurs qu'on peut désigner, de se développer au détriment de l'habitabilité de la planète en s'appuyant sur des systèmes matériels et symboliques puissants. Pointons quelques-uns de ces mécanismes :

Réduire la crise environnementale au seul problème des émissions de CO2 ou au réchauffement du climat occulte une grande partie de la fièvre qui s'est emparée du Système Terre. Pourquoi les nombreuses voix critiques qui s'élèvent à chaque COP pour mettre en exergue l'usage politique qui en est fait n'aboutissent pas ? Du fait du vaste programme international de *greenwashing*, dont le défaut principal est de dépolitiser les questions climatiques et écologiques. Le *greenwashing* est un des avatars du nouveau capitalisme « décomplexé » qui saisit l'opportunité de la crise climatique pour se développer encore ; on ne change rien sur le fond aux pratiques extractivistes et on ne touche pas aux ressorts de la croissance, dont les dividendes sont colossaux. La « croissance verte » et « la transition » ne sont que l'habillage du solutionnisme technologique : ce dernier réduit le réchauffement climatique à une inefficacité technique momentanée, qui sera surmontée par l'innovation. La digitalisation tous azimuts est ventée comme LA solution capable de réduire le coût environnemental du développement mondial (I.A. à tous les étages, électrification des modes de déplacements, etc.). Le solutionnisme technologique n'est-il pas surtout l'occasion de tirer les

⁶⁹ Idem

⁷⁰ Voir les analyses de Christophe Bonneuil, Jean-Baptiste Fressoz, *L'événement anthropocène, la Terre, l'histoire et nous*, Ed du Seuil, 2013

bénéfices de nouveaux marchés (et mises aux normes), en recyclant les réseaux, matériaux et techniques ? De son côté, la responsabilité des dégâts environnementaux, imputable à certains États ou groupes d'États, ne pourra être réellement prise à bras le corps que si elle est envisagée dans toute sa dimension politique et, plus précisément, géopolitique.

Sur le plan symbolique, soulignons notre incapacité à sortir des schémas mentaux qui nous sont assenés depuis des lustres. Qui songe sérieusement à remettre en cause le sacro-saint précepte économique selon lequel la rente pétrolière (ou une production industrielle et marchande croissante) est la seule à pouvoir garantir la paix civile intérieure ? A l'en croire, le fameux « ruissellement » garant du bien-être social serait corrélé à celui de « l'or noir ». N'assiste-t-on pas à une levée de boucliers des politiques de gauche et de droite dès que quiconque entreprend d'attaquer le *mantra* de la croissance ? La mécanique de la peur (la dette, les pénuries, les calamités climatiques) est orchestrée habilement pour nous pousser à la soumission et détourner l'attention des emprises financières sous-jacentes. Enfin, quand regardera-t-on en face une incompatibilité de principe : la sobriété volontaire reste incompatible avec l'économie marchande instituée. Si la majorité de nos concitoyens veut préserver cette dernière coûte que coûte (ce qui me semble être le cas), ayons le courage de ne pas nous abuser sur la portée de ce qui ne sera jamais qu'un volontarisme de façade.

Si toutes les nations contribuent à leur façon à l'anthropisation de la planète, plus que d'autres, certains groupes sociaux ont contribué à opérer une mainmise radicale sur les ressources et à polluer. Toutes les manières d'habiter la planète n'entraînent pas les mêmes effets ; selon les standards de confort adoptés, l'empreinte écologique est hautement différente ; le coût écologique du *standard of life* occidental est le plus coûteux et la planète entière souffre désormais de ses conséquences. Les pays qui en ont déjà le plus souffert ne parviennent pas à se faire entendre ni à obtenir de dédommagements dans les rounds internationaux. De même, faire supporter la charge des dégâts (normes, interdictions, taxes, etc.) par les consommateurs finaux n'est-ce pas une façon de détourner le regard sur les pratiques des filières de production - sur lesquelles les consommateurs n'ont guère eu la main jusqu'à présent -, qui génèrent beaucoup de nuisances, si elles génèrent aussi beaucoup de profits à ceux qui les possèdent ? Tout n'est-il pas orchestré pour entretenir le flux de la demande, afin de justifier une course en avant productiviste qui ne ferait que « *répondre aux besoins grandissants* », inéluctables dans le cadre d'une démographie qui restera croissante pour quelques décennies encore ?

Le modèle capitaliste repose sur des ententes entre groupes productifs ayant tout intérêt à prolonger un système de développement qui a permis leur suprématie économique. Depuis la mise en marche du système capitaliste, vivant de ses propres cycles internes de reproduction, les analyses critiques historiques nous permettent de désigner les groupes sociaux qui ont installé leur domination économique et défendent leurs intérêts. Leur stratégie a consisté à nier l'impact de leurs activités dans le domaine environnemental : l'inertie et la dissimulation⁷¹ visent à gagner du temps et à tirer le maximum de profits de la logique extractiviste et des réseaux de marchandisation des ressources de la planète, avant que la machine productrice de dividendes ne s'enraie. Ils ont affecté longtemps de ne communiquer que sur le cœur de métier technique ; de ce fait, leur silence

⁷¹ Parmi les exemples d'arrangements entre pairs défendant leurs intérêts, voir le cas français du groupe Total face au réchauffement climatique, dont les chercheurs Christophe Bonneuil, Pierre-Louis Choquet et Benjamin Franta ont fait la démonstration : « Early warnings and emerging accountability : Total's responses to global warming, 1971–2021 », *Global Environmental Change*, 2021

assourdissant⁷² sur tous les aspects amont et aval de la chaîne productive peut être lu comme le signe patent d'une collusion intentionnelle.

Comment nier que, depuis que les institutions internationales tentent d'agir contre le dérèglement climatique, la production et la consommation d'énergies fossiles, jointe à celles des énergies dites vertes « de remplacement », n'a fait que croître ? D'ailleurs, les COP et autres grands-messes se suivent depuis des décennies sans apporter le dénouement attendu. Quelles sont les seules conquêtes chèrement arrachées après des semaines de tractations acharnées entre États au fil des ans ? Le prix des « *droits à polluer* », celui du rachat de « *puits de carbone* » et des bonus attribués aux énergies propres ! Car la seule chose prise au sérieux dans l'affaire environnementale, c'est son *business*. Quand on parle « *d'acteurs politiques décomplexés* », ce n'est pas une expression en l'air : que dire de la symbolique cynique de la COP28 qui vient de se tenir à Dubaï, présidée par un homme qui investit sans sourciller 15 milliards dans les renouvelables, quand il en investit 150 milliards dans les hydrocarbures ? Dans le même temps que les COP s'égrenaient péniblement au fil des années, les traités de commerce internationaux⁷³ ont fleuri, tissant autour de la planète des réseaux d'entente économique multipartites qui imposent leurs agendas et leurs logiques législatives propres, auxquels les gouvernements ont tout intérêt à se plier s'ils veulent se maintenir.

2-2-3 Le territoire national, la crise migratoire et le « Grand remplacement »

Après la peur de la contamination par un virus ou par ceux qui sont susceptibles de le véhiculer, celle du grand collapse environnemental, voici la peur d'une contamination tendant vers l'effacement et l'anéantissement de l'identité nationale, qu'elle soit « raciale » ou religieuse.

Comme dans les exemples précédents, le phénomène de stigmatisation de l'immigré prend une nouvelle ampleur du fait d'un contexte mondial d'incertitude économique et climatique. Comme toujours en cas de situation stressante, on cherche une causalité et des coupables. Dans le halo brumeux de la théorie du complot « des étrangers envahisseurs », les soupçons portent aussi bien sur la place des immigré-es (et leurs enfants) dans la société, que sur les questions de criminalité ou que sur la place de religions autres (l'islam en France). Ils reposent souvent sur la perception déceptive d'une discrimination sociale des Français de souche (relégation sur les territoires du « désert français ou des quartiers défavorisés ; déclasserement, chômage, arrêt de l'ascenseur social).

Dans l'opinion publique, le sujet s'ancre sur un terrain mouvant, incertain, où les représentations fantasmatiques sont prégnantes. De nombreux biais cognitifs s'insèrent dans le débat, selon son lieu de vie, qui l'on croise, ce que l'on sait de l'autre, ce qu'on a appris à penser des étrangers... La définition de l'étranger est d'ailleurs d'autant plus floue que la France a été dans son histoire récente (5 générations) un territoire de grand brassage ethnique.

La filiation de ces idées prend sa source dans une histoire relativement récente, où les conflits idéologiques relatifs à la race et à la religion ont déjà agité l'opinion publique. En France, tout comme

⁷² Ainsi, en 2015, des documents internes d'Exxon Mobil publiés dans un article de *Science* ont révélé au public que la société était consciente des risques liés au changement climatique dès les années 1970. Geoffrey Supran, (Département de l'histoire des sciences de Harvard) et deux collaborateurs ont évalué l'exactitude des projections établies alors chez Exxon Mobil. Elles avaient non seulement prédit que le réchauffement climatique anthropique serait détectable en l'an 2000 (± 5 ans), mais aussi estimé la quantité de CO2 qui conduirait à un réchauffement dangereux.

⁷³ Cycles de l'OMC, GATT, ALÉNA, MERCOSUR, NAFTA, CETA, TISA, RCEP, ALECE, TAFTA/TTIP (non, ce n'est pas du rap !)...évidemment, on se donne bonne conscience en incluant des *clauses miroirs* pour ne pas fausser la sacro-sainte concurrence entre les parties, concernant les règles alimentaires, sanitaires ou environnementales (ouf !)

le « complot juif/sioniste » qui n'en finit pas de finir, celui du « grand remplacement » est d'abord issu des thèses forgées par les milieux nationalistes de droite du 19^e siècle. On y retrouve les thèses d'A. de Gobineau, exhortant à tenir compte des « inégalités naturelles de race. La hantise du « mélange des sangs » et de la dégénérescence venant « contaminer » et affadir la pureté de la race est prégnante. On retrouve évidemment les éléments xénophobes et antisémites qui ont conduit aux arrestations et à la volonté d'exterminer les « sous-races » (Tziganes, Juifs) lors de la Seconde Guerre mondiale.

« L'autre » renvoie d'abord à une question raciale. La France, l'Amérique et les pays européens, où le phénomène xénophobe/complotiste est surreprésenté, sont d'anciens pays colonisateurs ; nos pays n'ont-ils pas été envahisseurs, créateurs de grands empires coloniaux, se donnant bonne conscience grâce à l'élan d'apporter la civilisation à ceux qui étaient censés en manquer (thèse de Jules Ferry reprise comme une antienne en France) ? L'arrivée sur leur propre territoire des ressortissants de ces anciennes colonies (Asie, Afrique) résonne donc de manière puissante⁷⁴. Dans tous les pays où elles se développent, les thèses « remplacistes » font leur lit de tout ce qui peut empêcher l'homme blanc, ex-colon, d'affirmer sa *naturelle* suprématie. Elles sont issues en droite ligne des émois générés par les agitations sociales qui ont suivi les conquêtes coloniales. Leurs variantes s'ancrent dans l'histoire propre des États, suivant qu'ils se sont plus ou moins constitués *autour* de la ségrégation des peuples autochtones, ségrégation qui a pu persister aussi après l'abolition de l'esclavage (par exemple, la peur des exactions d'affranchis noirs aux États-Unis). Il est symptomatique que plusieurs traits de cette topique se retrouvent dans les divers groupes se réclamant du « grand remplacement » en Amérique. L'Amérique se maintenant à la première place mondiale de la demande d'immigration, le sentiment de « submersion » démographique, économique, ou religieuse, et la volonté farouche de certains groupes de conserver la suprématie blanche peuvent donc expliquer (mais non justifier) les thèses du « grand remplacement ».

P.-A. Taguieff observe que « *ce qui caractérise la dimension passionnelle de [l'engagement politique des suprématistes blancs] est un mélange de peur, de désespoir et de ressentiment.* » Le seul remède possible, selon eux, « *la condition du salut est dans l'arrêt total de l'immigration et l'expulsion immédiate des catégories de personnes d'origine étrangère jugées indésirables* »⁷⁵, afin de conjurer la double menace d'un « changement de peuple » et d'un effacement de l'identité nationale ou civilisationnelle.

Sur quel fond conceptuel s'ancrent ces idées ? Aux USA, les écrits de Karl Pearson ont repris ceux de Gobineau avec sa thèse de « *la supériorité raciale et civilisationnelle de l'Occident* ». Le « remplacisme » américain serait orchestré par les démocrates, les gauchistes, les multiculturalistes et, parfois, les Juifs.

En Europe, la genèse et la transformation du « grand remplacement » s'ancrent dans la pensée de la fin du 19^e siècle. Maurice Barrès (1862-1923), sans utiliser proprement le terme "remplacement", estime que « *la structure du peuple français change, et envisage une submersion migratoire* ». Renaud Camus et les penseurs actuels du mouvement se réclament directement de Charles Maurras (1868-1952). L'extrême droite française s'est saisie du mythe du « Grand Remplacement » au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Un récit avec sa rhétorique propre s'est construit, réactivant les mythes

⁷⁴ Des électeurs anglais qui songent à quitter la Grande-Bretagne le justifient par exemple en disant : « *Dans ce pays, dans quinze à vingt ans, les Noirs domineront les Blancs.* »

⁷⁵ P.-A. Taguieff, *Le Grand Remplacement ou la politique du mythe*, p. 12.

des invasions barbares et du grand roman national (prétendument gaulois)⁷⁶. À la suite de C. Maurras, R. Camus trace le destin de « la race française [...] moins biologiquement que culturellement et historiquement, avec l'idée que ce qui a été reçu doit être transmis. »

On trouve également des sources lisibles dans la littérature : Emile Driant, gendre du général Boulanger, écrivain de science-fiction de la fin du 19^e siècle publie en 1894 et 1905 deux romans intitulés *L'Invasion noire* et *L'Invasion jaune*.⁷⁷ Dans le premier, il décrit l'invasion de l'Europe par une horde d'Africains noirs dirigés par des musulmans qui envahit l'Europe. Les affiches placardées dans tout Paris ont une symbolique claire : « *l'Islam guidera les masses noires ; elles vont venir envahir l'occident et nous détruire* ». L'historien Pascal Blanchard rappelle également ce que le concept du métissage dangereux et celui de l'inégalité des races doivent à l'empire colonial au 19^e siècle, dont ils sont consubstantiels : l'idée que les anciennes colonies se vengeront. « *Il y a un danger à nos portes, il faut se protéger et nous n'en avons pas assez conscience* ».

« L'autre » renvoie ensuite à celui qui ne pratique pas la même religion. L'histoire religieuse de l'Occident fut houleuse et complexe. Bien que la sécularisation de la vie publique soit très avancée dans les démocraties modernes, le fait religieux constitue toujours le socle de nombre de représentations sociales, assumées, conscientes ou non. L'Europe ne se définit-elle pas comme une terre chrétienne ? C'est « dans son ADN », affirme-t-on souvent ! On oublie de préciser que la chrétienté est traversée par trois courants qui se sont opposés pendant des siècles et participent encore aux sensibilités identitaires des pays formant la fédération européenne en construction (ce qui explique en partie pourquoi ils se comprennent aussi mal). Toujours est-il que, dans le subconscient chrétien, le judaïsme (persécuteur du Christ), puis l'islam (religion conquérante, indissociable des épisodes des Croisades, qui furent un ciment fondateur de l'identité de l'Occident) sont ressentis comme des religions ennemies de la foi chrétienne.

Le « complot d'entrisme/remplacisme » est perçu à la fois comme démographique, religieux et culturel. La dénonciation de l'immigration étrangère dénonce pêle-mêle de nombreux périls : « on » laisse entrer des étrangers sans titre de séjour (des milliers de clandestins vivent sur le territoire, prennent nos postes et profitent des avantages sociaux) ; l'immigration africaine est massive (les familles africaines continuent d'avoir beaucoup d'enfants). Les étrangers de confession musulmane concentrent de nombreuses menaces : l'islam est opposé aux lois de la République ; les Musulmans sont potentiellement dangereux (violences dans les banlieues, taux de criminalité élevé) ; non assimilés, ils font évoluer les modes de vie et menacent les valeurs et les traditions ». Dans les pays européens où ces thèses remplacistes rôdent le plus (Allemagne, Royaume-Uni, France, Suède, Espagne), les arguments les plus employés sont, dans l'ordre : sécuritaires (actes criminels), économiques (l'aide sociale), religieux et identitaires (thématique de l'invasion).

Il n'est guère besoin d'une profonde analyse pour noter que les périls énoncés ci-dessus font partie d'un schéma de représentations ancrées dans les peurs archaïques de tous les peuples : l'invasion, la submersion ; la guerre, l'atteinte à la vie, à l'honneur ; la captation de la force de travail, des biens et des ressources ; l'éradication de la culture et de la religion. Les innombrables conflits qui ont fait

⁷⁶ Ces récits s'inspirent « du paradis d'avant la chute ». « *Avant l'immigration, l'Occident aurait été un espace ethniquement homogène et culturellement harmonieux, une population « pure » dans son essence, non-altérée par le métissage et maîtresse de son destin.* » Nicolas Gastineau, D'où vient le terme "grand remplacement" ? Philosophie magazine, 2021

⁷⁷ [*Archive La chaîne parlementaire 2022 : Grand remplacement : histoire d'une idée mortifère*](#)

l'Histoire de l'humanité ont abondamment puisé dans cette sinistre boîte à outils ! Les empires coloniaux y ont eu recours à des degrés divers. Composent-ils la sourde topique d'une culpabilité persistante chez les anciens peuples oppresseurs ? Ces peurs évoquent donc des réalités éprouvées par les populations annexées lors de la colonisation. Les souvenirs des drames vécus forment-ils la matrice d'un fantasme de vengeance, dont le pivot serait le couple-miroir bourreau/victime, agresseur/agressé ? La France s'est-elle jamais remise de son histoire colonialiste, notamment en Asie, en Océanie, en Afrique et plus près de nous de l'épisode sanglant de la guerre d'Algérie ? Comme un « travail de mémoire » n'a pas été mené à bien, le trouble fond du passé nourrit toujours des représentations angoissantes (selon le principe de la *crypte*).

Toujours est-il que la « complainte nationaliste » jouit en France d'une audience croissante, débordant désormais ses cercles politiques traditionnels. Pour la résumer en un mot, la culture française républicaine, laïque - mais, héritière de siècles de catholicisme - est en passe d'être supplantée par une immigration animée en sous-main par l'islam. Elle s'appuie sur « *une théorie générale de l'histoire mettant en cause un « tsunami démographique », d'une part, et des « vagues migratoires » qui « submergent » les peuples européens.* » Les fantasmes de déclin et de vieillissement démographiques de l'Occident, qui aurait perdu tout dynamisme et esprit conquérant, participent au renforcement de ces thèses. La vague démographique déferlante est censée venir des pays où une population jeune et forte n'attendrait que l'occasion de profiter de nos faiblesses. Une logique simpliste (de vases communicants) préside le plus souvent à la représentation des flux démographiques. « *Ce serait la démographie galopante des Européens au 19^{ème} siècle qui expliquerait et la colonisation et les deux guerres mondiales.* »⁷⁸

Qu'en est-il des chiffres agités dans le débat démographique en cours ? Rappelons une fois encore ce que signifient les statistiques. Elles sont un « arrêt sur image », le contour dessiné à un temps donné autour d'une certaine partie du réel, car il est littéralement impossible de signifier l'entière réalité du réel ; c'est un réel « travaillé » à l'aune des objectifs de la recherche poursuivie. Ce n'est pas faux, mais partiel. Et les chiffres ne disent rien en eux-mêmes ; leur intérêt réside dans leur interprétation et leurs commentaires... qui sont ouverts à la diversité des points de vue⁷⁹.

Environ un Français sur quatre a actuellement au moins un parent ou un de ses grands-parents issu de l'immigration. Notre pays n'a cessé d'intégrer des personnes venues d'horizons différents et de cultures parfois lointaines, qui l'ont choisi pour des raisons nouées intimement à leur histoire propre, notamment coloniale. Comment définir alors la part de « Français » en chacun ? Si la question fait peu débat pour les immigrés de la 1^{re} génération, c'est-à-dire les personnes nées étrangères à l'étranger, qu'en est-il des générations suivantes et, notamment, de ceux qui arrivent d'anciens territoires français ? Doit-on appeler « étranger » ou « Français » les personnes appartenant aux catégories suivantes :

- ✓ les personnes nées en France d'au moins un parent immigré (2^e génération) ;
- ✓ individus nés en France ayant au moins un grand-parent immigré et dont les parents ne sont pas immigrés, donc les petits-enfants d'immigré-e(s) (3^e génération,) ;
- ✓ les immigrés en métropole originaires des Drom (Départements et régions d'Outre-Mer) et leurs enfants ;

⁷⁸ Théorie défendue, notamment, par Éric Zemmour

⁷⁹ Il en est de même pour les données statistiques du vieillissement démographique mondial (où d'ailleurs des écoles d'experts démographes s'affrontent) ; en soi, ce dernier ne signifie rien, tout dépend des angles de vue adoptés.

- ✓ les enfants de « Français-es de l'étranger », un groupe majoritaire (individus français à la naissance, mais nés hors de France, par exemple les rapatrié-es d'Algérie ou les enfants nés alors que leurs parents français étaient expatriés)⁸⁰.

Toujours est-il qu'on savait peu de choses sur le nombre exact, l'identité et l'origine des immigrés il y a deux décennies encore. Il s'agissait de populations peu couvertes par la statistique publique française, soit du fait de leurs petits effectifs (les migrant-es originaires d'Asie du Sud-Est, d'Afrique subsaharienne ou de Turquie), soit du fait du manque d'informations permettant de les identifier ; de ce fait, les descendant-es d'immigré-es étaient rarement repérables dans les enquêtes. Depuis, grâce à de nouvelles enquêtes, ce vide a été comblé : on sait désormais qu'en 2019, la France comptait 10 % d'immigré-es et 11,5 % d'enfants d'immigré-es^{81 82}. Le flux migratoire de 2019 provenait principalement des pays du Maghreb et de l'Europe méditerranéenne : l'Algérie arrive en effet en première position avec 1. 575. 528 personnes (effectif cumulé). Elle est suivie du Maroc (1. 020.162) et du Portugal (687 530), puis de la Tunisie (427 897) et de l'Italie (343 255). L'immigration française actuelle concerne peu les ressortissants des pays de l'Afrique subsaharienne, alors qu'ils sont largement stigmatisés dans les médias⁸³. *« Cet état de fait témoigne de la tradition française d'accueil de populations étrangères, et cela, depuis plusieurs siècles. »*. Aujourd'hui, elle paraît dérisoire au regard de son ancien empire colonial. *« Si la couverture française mondiale en termes d'immigration apparaît trop large aux yeux de l'extrême droite, que celle-ci se remémore l'étendue de l'empire colonial français qui était, elle, maximale en 1931, il y a encore moins d'un siècle. »*⁸⁴

Selon leurs histoires migratoires, les groupes de migrants ont des profils très différents. En tenant compte de leur pays d'origine, de la date et des modalités d'arrivée, ils ont nécessairement des situations socio-économiques, résidentielles ou familiales distinctes (les immigrés d'Europe du Sud ont toujours eu un traitement différent de ceux des immigré-es d'Afrique et d'Asie). Ils ont connu un accueil variable sur le territoire, se sont trouvés plus ou moins bien intégrés à des groupes déjà installés et ont été confrontés à des traitements différemment intégratifs ou discriminatoires. Dans le contexte ultra-tendu de ce qui a été appelé la « crise « migratoire » en Europe⁸⁵, avec les divers naufrages émaillant la traversée de la Méditerranée, puis la traversée clandestine de frontières en Europe⁸⁶, les derniers arrivés se sont trouvés pris dans un scénario international complexe qui dépasse leur drame personnel d'exilé et leur laisse moins de chance d'être intégrés. Pourtant, les

⁸⁰ Tableau tiré de l'article de la Revue française des affaires sociales : Beauchemin C., Hamel C., Simon P., « Trajectoires et Origines 2019-2020 (TeO2) : présentation d'une enquête sur la diversité des populations en France », 2016, Ined Éditions, Grandes enquêtes.

⁸¹ Insee, *France, portrait social 2020*, p. 218.

⁸² La France contemporaine présente une figure cosmopolite ; des recherches récentes de l'INED montrent que si 40 % de la population actuelle a un lien avec l'immigration, c'est parce qu'elle a un parent ou un grand-parent immigré ou est immigrée elle-même.

⁸³ Le premier pays d'Afrique subsaharienne arrive en douzième position. Il s'agit de Madagascar, avec 132 574 Malgaches résidant en France. Vient ensuite le Sénégal, en treizième position, avec 129 790 personnes résidant en France.

⁸⁴ N. Lambert, F. Bahoken « *La France accueille-t-elle vraiment beaucoup de migrants ?* » The Conversation Fr, 2024

⁸⁵ Au cours des dernières décennies, le renforcement continu des contrôles aux frontières des pays de l'OCDE a poussé les migrants à recourir de plus en plus aux passeurs. Les pays européens n'hésitent plus à externaliser leurs politiques migratoires par des accords avec des pays voisins (Turquie, Lybie, Tunisie), même s'ils les savent peu scrupuleux en matière de droits de l'homme...

⁸⁶ Les migrants sont poussés à emprunter d'autres routes et le coût du passage grâce à des filières rôdées s'est accru : il est plus dangereux et son prix s'élève en moyenne 5000 euros pour atteindre l'Italie de Turquie en 2019, d'après Frontex.

besoins en main-d'œuvre, qui de tout temps ont été les vrais moteurs inavoués de l'immigration, ont poussé les États (Allemagne, France) à modifier leur législation, par exemple en facilitant le rapprochement familial ou en facilitant par à coups les procédures de régularisation de sans-papiers⁸⁷.

Dans une guerre des chiffres sans fin⁸⁸, un nombre croissant d'acteurs, notamment des autorités politiques, qui plaident pour une « immigration choisie », « sélective » et donc rassurante, font un usage fallacieux de cette information sensible, à grand renfort de cartes erronées. Les chiffres de migration n'ont de sens que rapportés aux mouvements généraux de population dans le monde. Pour illustrer la différence entre un effectif et un mouvement migratoire, prenons l'exemple de la France. En 2019, on dénombre en France 8,4 millions de personnes immigrées, ce qui correspond à un effectif cumulé au cours du temps. Pour l'année 2020, l'INSEE mentionne un bilan migratoire net de + 160 000 personnes en France, ce qui est assez faible. Les stéréotypes ont la vie dure : la France n'est donc pas, et de loin, le premier territoire d'accueil ! Précisons enfin que l'immigré passe pour être un homme, jeune, sans diplôme, venant profiter d'on ne sait quoi et menacer on ne sait qui. Or, ceci est faux. De nos jours, l'immigration est beaucoup moins forte, plus diversifiée, plus qualifiée et plus féminine. En 2017, 42% des immigrés entrés en France étaient titulaires d'un diplôme du supérieur et 52% étaient des femmes !

L'intégration est un processus au long cours qui ne s'accomplit pas sans difficulté. Au sentiment de rejet éprouvé par les uns, souvent soumis à des vexations et à des discriminations xénophobes, répond le sentiment de dépossession de ceux qui ont l'impression de ne plus être « chez eux » dans leur propre pays. Qui est l'autre, quelle proportion de cet autre est-on prêt à intégrer, sans se sentir « dénaturé », alors que les changements s'accroissent déjà sur d'autres fronts ? La thèse du grand remplacement se nourrit de ces malaises identitaires.

Même si l'on comprend le substrat sur lequel le débat complotiste a grandi, comment a-t-il pu envenimer à ce point la vie politique française ? La surenchère relève sans aucun doute de calculs politiques : des candidats en mal de légitimité électorale s'emparent de la peur de submersion latente dans l'opinion publique. On ne doit pas oublier non plus que la médiatisation et la dramatisation des trajectoires migratoires (traversées tragiques de la Méditerranée, horreurs commises dans les camps de transit, démantèlement de réseaux de passeurs, tractations politiques avec les pays d'émigration, etc.) a eu pour effet d'accroître la visibilité du fait migratoire et a fait grandir les peurs. Les militants des nombreuses associations (plus de 1300) et ONG d'aide aux réfugiés, migrants et ressortissants étrangers essaient de leur côté de faire valoir la cause humanitaire, de rappeler les articles du droit international et de marteler combien les moyens alloués sont insuffisants au regard de l'ampleur des besoins⁸⁹. Mais la guerre des chiffres est savamment orchestrée par les mouvances politiques rivales, y compris de droite⁹⁰. L'incertitude

⁸⁷ Alice Mesnard, Immigration irrégulière : et si nous assouplissions notre politique de visas ?, CET 2024

⁸⁸ Cela devrait permettre au public de comprendre une fois pour toutes que les chiffres statistiques sont interprétables à loisir !

⁸⁹ Voir les données fournies par le Fonds pour les migrants et les réfugiés (le "MRF" ou le "Fonds"), un fonds fiduciaire mis en place par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (la "CEB" ou la "Banque") afin d'aider ses États membres à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés.

⁹⁰ Voir à ce sujet les articles/chiffres circulant sur le sujet. *La liste des 20 plus importantes subventions 2022 aux associations « Immigration, asile et intégration »*, données produites par la Fondation IFRAP, (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques), l'un des plus anciens think tanks français lié au réseau Atlas et proche du MEDEF ; il est enregistré auprès de la Haute autorité « pour la transparence de la vie publique » (HATVP). Voir les chiffres fournis par le Fonds pour les migrants et les réfugiés (le "MRF" ou le

interprétative des statistiques nourrit une fois encore la diversité des représentations sociales alimentant les discours des uns et des autres.

D'autre part, la montée en puissance de l'islamisme politique ces récentes années au Moyen-Orient a exacerbé les dissensions locales entre courants religieux (sunnites, chi'ites), l'islamisme politique dont les auteurs d'attentats en Europe se réclament souvent. Mal connu en France, il vient naturellement nourrir le terreau d'approximations dont le complotisme se contente volontiers. Car si les exactions terroristes sont indiscutables et violentes, la menace religieuse que le « péril islamique » lui-même fait réellement peser sur les pays européens est diffuse et minime.

Que dire alors de l'utilisation des « thèses de complot » religieux par des personnalités politiques de premier plan ? Cet exemple délicat mérite d'être rappelé, dans la mesure où il constitue un volet de la dimension politico-idéologique des affrontements de l'opinion française. Un rapport gouvernemental récent, intitulé « *Frères musulmans et islamisme politique en France* », présenté par le ministre de l'Intérieur B. Retailleau lors d'un Conseil de défense, pointe des menaces graves de la part d'une *nébuleuse* liée à la confrérie secrète des Frères musulmans.⁹¹ Quelque soit l'appréciation de chacun au sujet de l'activité historique des Frères Musulmans, cela autorise-t-il à faire un procès d'intention à tous les musulmans qui fréquentent les lieux de culte créés à l'initiative de cette mouvance sur le territoire français ? Ce qui retient l'attention dans l'argumentation du rapport serait l'usage de procédés de stigmatisation et plusieurs failles conceptuelles dommageables : interpréter les chiffres de manière abusive (0,01% des 7,5 millions de Musulmans de France feraient courir un risque de submersion religieuse à la République) ; usage de termes ambigus « *confrérie secrète* », prendre la partie pour le tout... Il est dommageable que des analyses apparemment si partiales figurent dans un rapport gouvernemental, car elles auront beau jeu d'être reprises, citées et recyclées dans le cadre des thèses complotistes du « grand remplacement » évoquées ci-dessus, stigmatisant au premier chef le péril causé par la religion islamique. Ces allégations ont-elles davantage à voir avec des calculs politiques et le calendrier électoral qu'avec une réelle préoccupation sociologique de la part des commanditaires du rapport ? Toujours est-il qu'elles viennent troubler les esprits et nourrir la nébuleuse confuse qui fait déjà le lit de la méfiance citoyenne.

Mots et chiffres Sur quel terreau de peurs, de sous-information et d'angoisse de l'avenir, grandit le « serpent de mer » du complotisme ? Il bénéficie d'un registre sémantique explicite : le terme de « remplacement » est plus évocateur que celui d'intrusion ou d'invasion, car il suggère qu'à la fin il ne restera rien de ce qui était là auparavant... Cela situe le débat au cœur même de notre identité ; le

“Fonds”), un fonds fiduciaire mis en place par la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (la “CEB” ou la “Banque”) afin d'aider ses États membres à faire face à l'afflux de migrants et de réfugiés.

⁹¹ « *Le rapport passe d'une étude sur la mouvance « frériste » à des considérations sur l'« islamisme » en général, et à l'islamisme municipal plus particulièrement ! Plus largement, il y a un glissement entre, d'une part, la légitime prévention contre tout courant qui légitimerait le recours à la violence et, de l'autre, le fait qu'il y a, dans nos sociétés, des personnes de confession ou de culture musulmane engagées en politique qui auraient l'ambition de faire élire un maire susceptible de leur venir en aide dans des projets collectifs (équipements culturels, soutien financier d'associations...)... On est loin de tout projet de subversion de la République et d'instauration d'une zone où la charia serait l'unique norme en vigueur. Ces électeurs de confession musulmane tentent tout simplement de se faire entendre des élus et de défendre leurs intérêts de citoyens engagés dans la vie des territoires.* » D'après Franck Frégosi, *Les Frères musulmans menacent-ils réellement la République ?*, The Conversation, mai 2025.

soi va être remplacé par un autre, différent, et dont le peu qu'on sait est répulsif. La force du récit conspirationniste, dans ce cas, peut s'expliquer par la peur de disparaître : *« elle naît de la peur la plus intime de l'homme : s'effacer et mourir »...**«Le rejet du mélange et de l'hybridation se justifie donc en associant trois thèmes inducteurs de panique : domination, colonisation et remplacement ».*

Le problème ne doit pas être interprété non plus sur les bases statistiques qui viennent d'être esquissées ; les chiffres, eux aussi, mobilisent surtout des affects et mettent en branle des peurs déjà là. On entre dans un registre idéologique, dont les rouages intimes sont connus et difficiles à déloger.

Jacob Rogozinski s'interroge sur les causes de l'inhospitalité croissante des nations occidentales qui considèrent la venue des migrants comme une intrusion dangereuse⁹². Il critique d'abord la conception d'une hospitalité éthique « inconditionnée » avancée par Derrida et il propose de revenir à Kant, et à sa conception politique de l'hospitalité qui, en permettant de surmonter l'hostilité réciproque entre les peuples, rend possible une « société cosmopolitique » pacifiée. Puis il examine la genèse de l'idée de nation ; il critique également l'exigence « d'assimilation » imposée aux immigrés. En s'appuyant sur la philosophie politique et la psychanalyse, il analyse la crise du corps politique dans les démocraties modernes et l'angoisse qu'elle provoque. Une véritable hospitalité n'est possible qu'en surmontant les fantasmes qui nous hantent : les frontières de l'État sont poreuses, comme l'est notre peau ; que laisse-t-elle entrer et sortir à notre insu ? La représentation inquiétante d'une « frontière-passoire » s'enracine selon lui dans la « pathologie de l'enveloppe corporelle » qui apparaît lorsque les limites de notre propre corps vacillent. Ce fantasme prend une dimension collective et sous-tend la xénophobie et la haine de l'étranger.

Serait-il possible de surmonter la crise du « corps politique » et d'envisager enfin la rencontre de l'étranger comme une promesse et non comme une menace ?

3- Dans quels contextes fleurit le complotisme ?

3-1 « Le complot, arme politique du faible » ?

Les « théories du complot » démontrent les relations de pouvoir et la relation au pouvoir.

Elles démontrent, d'une part, comment fonctionnent les mécanismes de dénonciation dans un espace public donné. En premier lieu, elles pointent quels types d'énoncés sont licites et lesquels illicites, lesquels sont recevables et lesquels non recevables. Ne l'oublions pas, il est des cas où les suspicions portées par un groupe dit complotiste détectent des « anomalies », des coïncidences, auxquelles il ne sait pas donner d'explication et qu'il dénonce alors dans le cadre préétabli du mécanisme de la conspiration fomentée pour nuire au groupe social. Il n'empêche que l'intuition originelle était bonne. Didier Fassin donne l'exemple de la dénonciation d'une conspiration génocidaire en Afrique du Sud qui secoua l'opinion publique noire dans les années 2000, sur fond de complot bien réel (celui d'un programme de guerre chimique dévoilé en 1998). Donc, les prémisses de théories désavouées peuvent s'appuyer sur des machinations réelles. Dans ce cas, les doutes initiaux suscitent un malaise mal canalisé, et ils trouvent leur explication dans des croyances erronées. De ce fait, on peut dire que le complotisme a le mérite de souligner son statut fondamentalement politique. Toutes les « théories du complot » développent une tonalité propre,

⁹² Jakob Rogozinski, Croire au grand Complot, Revue Lignes, N°69, 2022

mais elles s'insèrent dans le jeu des pouvoirs/contre-pouvoirs (forts contre faibles) qu'on appelle le politique ; il appelle donc une solution elle-même politique.

Emmanuel Taïeb affirme que « *la théorie du complot* » est *l'arme politique du faible*.⁹³ Le complotisme repose sur l'idée que la société ne s'organise pas (plus) sur la base de volontés concertées de sujets autonomes, mais qu'elle est aux mains des seuls groupes de pression. On peut donc y lire un aveu de l'impuissance politique où le corps social se trouve d'agir autrement que par la dénonciation. « [Son essor doit donc être trouvé du côté de] *l'abandon de l'idée que ce sont bien les différents groupes sociaux qui écrivent leur destin politique. En contrepoint, le discours complotiste a posé que ce sont des forces obscures qui écrivent ce destin.* »⁹⁴ Aveux d'impuissance, mais aussi rejet commode de ses responsabilités par le citoyen : « *Il s'est imposé comme discours antisystème, qui permet de dédouaner chacun de ses responsabilités (sur le mode : je ne peux pas changer les choses, car ce sont d'autres qui les maîtrisent et me les imposent).* »

Nous sommes donc toujours ici dans le registre de la critique sociale.

C'est pourquoi l'impartialité oblige à interroger l'intention de ceux qui agitent les « théories complotistes » plus souvent qu'à leur tour, comme certains exemples en ont été présentés ici ou là. N'essaient-ils pas de réaffirmer aux complotistes le constat de leur impuissance visant à leur ôter toute velléité d'entamer une lutte politique alternative ? Les pouvoirs en leur place promouvant l'inanité des combats complotistes attestent du même coup l'impuissance de ces derniers face aux « maîtres » de la partie qui, seuls, auraient une clarté d'analyse, ont la légitimité de juger ce qui est juste et vrai. Détournant l'attention vers de mauvaises cibles ou de faux problèmes, les narrations toxiques n'ont-elles pas ainsi l'effet assez retors de maintenir l'idée de notre impuissance totale à transformer le monde, face à un pouvoir qui se dit infaillible ?

Bien sûr, les thèses dénoncées comme complotistes ne se valent pas ; la plupart sont parfaitement absurdes et absconses. Mais, comme leur dénonciation même peut passer pour un procédé dilatoire, ne doit-on pas plaider pour que chacune soit au moins étudiée avec impartialité avant d'être disqualifiée, afin de sonder la solidité éventuelle de ses fondements ?

Quel terreau est le meilleur pour le complotisme, la démocratie ou le totalitarisme ? La fréquence du complotisme en démocratie semble attester que cette dernière lui serait plus propice que le totalitarisme car le statut du corps social y est différent. D'après Claude Lefort⁹⁵, dans le totalitarisme, le corps social faisant corps avec son chef, l'exclusion s'exerce vers l'extérieur au corps social : l'image de l'ennemi, celle de l'autre, est indispensable pour soutenir la totalité entre les individus. Le rejet s'exerce contre « ceux de la périphérie », les voisins, voire contre les hommes « en trop » à

⁹³ Emmanuel Taïeb, in J. Duportail, *La théorie du complot est l'arme politique du faible*, 2015. Frédéric Lordon lui fait écho (mais en parodiant ironiquement la thèse) avec : « le complotisme, c'est la pathologie cognitive des pauvres. »

⁹⁴ Entretien avec E. Taïeb (Professeur de Sciences politiques à Sciences Po Lyon et spécialiste du complotisme) <https://www.renaissancenumerique.org/publications/numerique-theorie-du-complot/>

⁹⁵ Il n'est pas possible de penser la démocratie, aussi bien en tant que régime politique que comme forme de vie sociale, en référence à l'image du corps. On doit au contraire concevoir celle-ci comme le régime de la désincorporation et la société démocratique comme une société désincorporée, à rebours aussi bien de la monarchie de l'Ancien Régime que du totalitarisme, qui constitue le renversement et l'aboutissement pervers de la logique démocratique. Si la révolution démocratique constitue une césure majeure dans l'histoire politique, il se pourrait bien que ce soit même essentiellement, parce qu'elle oblige à repenser le politique et à en proposer d'autres pratiques qui ne soient plus tributaires de cette représentation en termes de corps. Cf Claude Lefort, « *La question de la démocratie* », dans *Essais sur le politique, XIX-XX^{es} siècles*, Ed. Seuil

l'intérieur du groupe. D'où la haine intense contre « l'ennemi de classe », cet autre maléfique ennemi de l'intérieur qui s'est infiltré dans la société pour la détruire ;

En démocratie, au contraire, on assiste à l'atomisation du corps social qui ne se reconnaît plus que dans des corps dits intermédiaires et les diverses corporations, professionnelles notamment, au sein desquels les hommes sont nécessairement pris. L'État, dans une démocratie, reste dépendant du principe de séparation entre la fonction publique et le pouvoir politique, tel qu'il est institué sous sa forme démocratique, et doit ainsi garder ses distances avec la société civile et les corporations qui la constituent. Les citoyens doivent être en mesure de résister à la domination et à l'emprise que tend à exercer sur eux l'État dans sa logique bureaucratique. Le peuple est multiple, divisé, il fonctionne intrinsèquement sur le mode de la diversité⁹⁶ ; d'où la séparation des pouvoirs, la pluralité des partis. La démocratie érige en norme sociale le fait de reconnaître les divisions internes au sein du corps social, mais est censée veiller à ce qu'elles ne prennent pas la forme d'un antagonisme radical. Dans le meilleur des cas, il existe de nombreux éléments hétérogènes dans la société, perçus comme autant d'éléments de différence sur lesquels les opinions fluctuent : le prolétariat ; les femmes, les minorités religieuses, les migrants, les multi-genrés (mouvance wok), etc... On ne cherche pas à les anéantir. L'ostracisme à leur encontre va et vient, perdure sans être totalement rigide, selon une dynamique de mise en exergue recyclée suivant le contexte. Pourtant, ceux qui se sentent exclus perçoivent la démarcation qui les isole comme une injustice. N'excède-telle pas en effet ce qui est tolérable en démocratie ?

Mais cette vision angélique de la démocratie n'est-elle pas une illusion ? Selon Claude Lefort, la démocratie est « le lieu vide du pouvoir » ; ainsi, il livre la détermination de ses orientations à la rivalité des groupes en compétition. De fait, chacun de ces groupes mobilisera autant de puissance qu'il a en lui pour assurer sa prééminence. Il avance l'idée suivante : « ... *En sorte qu'on semble bien devoir conclure que le vide du lieu du pouvoir livre l'effectivité du pouvoir aux puissances privées les mieux dotées en ressources ; en clair, aux puissances d'argent. Bref, parce que, en tant que telle, la démocratie est la forme de l'indétermination visant à se préserver en tant que telle, elle en vient au final à se vendre au plus offrant. Elle en vient à se confondre avec le règne de l'argent.* »

La socialisation des groupes humains s'exerce sur la base de jeux de forces. Tout est affaire de pondération entre pouvoir et contre-pouvoir ; sinon, comment comprendre que parfois le contrôle échappe à ceux qui sont censés le détenir ? Exemple : lorsque les juges de la Commission d'enquête dénoncent « *la criminalité financière européenne incontrôlable* », pointent-ils dans ce cas un complot réel ou une dérive permise par les blocages inhérents aux cadres législatifs complexes en vigueur au sein des institutions elles-mêmes ?

Tout dépend également de ce qui définit l'intérêt supérieur qu'on sert en démocratie et pourquoi : s'agit-il de l'intérêt d'un groupe restreint (un parti politique, une corporation), d'une classe sociale, du peuple tout entier ? Tout dépend enfin de la nature de « l'ordre établi » : fait-il ou non consensus, si oui, jusqu'à quel point ; comment et pourquoi l'ordre a été établi ainsi, au prix de quelles luttes, avec quels appuis ? On peut ainsi considérer que le patriarcat est un modèle culturel établi, et qu'il s'appuie sur un ensemble de codes institués (la religion, la tradition) davantage que sur un modèle naturel. Malgré l'imprécision généralisatrice et totalisante du terme, qui ne décrit pas un groupe d'individus définis, mais plutôt une somme de comportements et de stratégies sociales, parler de

⁹⁶ « *Les individus ne valent plus que comme unités comptables dans le cadre d'un suffrage devenu progressivement universel, au détriment de leur incorporation à cette totalité organique formée par le corps du royaume.* », C. Lefort, op. cit.

« complot patriarcal » (comme le fait le discours féministe) renvoie donc sémantiquement aux pressions exercées en son nom, aux luttes organisées pour s'y opposer et a un pouvoir évocateur manifeste dans le champ socio-culturel. Dénoncer le « complot patriarcal » appartient-il à une époque où pesait sur les femmes la chape de leur incontestable impuissance juridique ? Le terme doit-il être mis au rebut afin de signifier que l'équilibre tend à se renverser ?

3-2 Raisons sociologiques : la roue de l'histoire, la postmodernité, le déferlement technologique mondial et la communication

De multiples analyses sociologisantes recensent les facteurs contextuels expliquant pourquoi un nombre croissant de publics cèdent aux sirènes du complotisme. Rappelons-les brièvement.

- Pathologie du vrai et fin des grands récits : « *Les crises que traversent les démocraties à l'heure actuelle sont indissociables d'une certaine crise du vrai. Le recours aux faits alternatifs, à la post-vérité et aux théories du complot doivent nous interroger.* »⁹⁷ Est-on encore dans le domaine de la désinformation, du recours au mensonge ou bien est-on entré dans une réelle pathologie du vrai, comme le pense l'auteur ? Le recul du christianisme providentialiste a laissé un vide et s'est accompagné d'un vif constat de désenchantement du monde. Emporté par la suprématie donnée à la matière, Dieu avait déserté le monde... Avec la postmodernité, un tarissement des grands récits fondateurs de la modernité eux-mêmes s'est produit. Les conflits du 20^e siècle, accompagnés de multiples crises financières, ont ébranlé jusqu'à la confiance en une remise en route de l'histoire. L'effondrement de l'expérience communiste a marqué la fin de la guerre froide et a été vu par certains comme « la fin de l'histoire », le point final de l'évolution idéologique de l'humanité. Or, l'histoire continue bel et bien : que la victoire de la démocratie soit planétaire (Fukuyama) ou que les civilisations s'entrechoquent sans fin (Huntington). Il faut disposer de clés de lecture pour comprendre que l'emballement matérialiste du monde a des causes et des acteurs, et que des luttes bien réelles les opposent entre eux. « *Depuis des années, on nous dit que le matérialisme historique est invalidé. Or, les ressources critiques [élaborées par le matérialisme historique] permettent, au contraire, de comprendre ce qui se passe aujourd'hui, de comprendre quels groupes sociaux installent leur domination, défendent leurs intérêts.* »⁹⁸ Devant la folie incontrôlée et la sauvagerie économique du monde, on perd facilement pied. Nous avons besoin de comprendre, de donner du sens à ce que l'on vit. « *L'imaginaire complotiste a cette fonction d'explication et de réassurance.* » Les théories complotistes désignent les mauvaises cibles, mais obéissent au besoin de comprendre ce qui se déroule et pourquoi.

- Mondialisation : elle se déploie d'abord dans le domaine économique, avec l'ouverture des frontières aux capitaux et aux denrées. Le tourisme et avec lui la circulation des personnes des classes moyennes ont également profité de l'ouverture des frontières ; il s'accompagne d'une meilleure connaissance et d'un intérêt croissant pour ce qui se passe à l'étranger ; cet élargissement de point de vue sensibilise au comparatisme et aux problématiques d'échelle planétaire. Les politiques sectorielles s'élaborent de façon croissante à l'échelon continental ou mondial. Mais ce mouvement de fond a entraîné l'éloignement et la multiplication des centres de décision et s'accompagne d'une opacité accrue des rouages du pouvoir qui se sont complexifiés. En bref, on sait de plus en plus de choses sur l'état du monde (ses avancées, ses dysfonctionnements), mais on se

⁹⁷ Franck Chouraqui, *Pire qu'une croyance, le complotisme*, Comprendre le complotisme- Lignes, 2022/3 n° 69

⁹⁸ Johann Chapoutot, *Le grand récit*, PUF, 2021

sent de plus en plus impuissants à peser sur les décisions qui le concernent. Excellent terreau pour faire germer l'inquiétude, la suspicion et le doute !

C'est également la complexification politique entraînée par la mondialisation à la suite des deux guerres mondiales qui a permis la soudaine explosion du monde en blocs rivaux ; ce phénomène peut expliquer la vague de thèses complotistes qui a surgi à l'occasion de la guerre froide. Les deux blocs en présence n'ont cessé de « monter des coups », de médiatiser des *scénarii* de complots et de s'accuser mutuellement. De part et d'autre, les pays alliés ont cédé à ce double endoctrinement, tout en éprouvant leur impuissance à agir. Ce contexte politique durable a façonné un style malsain de rapport au politique, qu'on peut qualifier de « paranoïde ». La détestation de « l'ennemi » (les communistes/les capitalistes) s'infiltrait partout, celui-ci était paré de toutes les tares et accusé de tous les maux. Finalement, la modernité politique n'a pas suivi les conquêtes de la civilisation ni le progrès incontestable des techniques. Quelle différence y a-t-il entre la paranoïa complotiste et la chasse aux communistes dans l'Amérique maccarthyste et la chasse aux empoisonneurs lors de l'épisode de choléra en 1830, accusant les riches bourgeois d'avoir fomenté un complot ?

- Communication libérée par l'Internet

La mondialisation des canaux de communication a favorisé la diffusion de masse des idées et des valeurs. Le WEB, dès sa création, a fait naître l'espoir de parvenir à la transparence de la vie politico-sociale. C'était un étrange paradoxe dans la mesure l'invention avait une finalité militaire, mais toujours est-il que le WEB semblait promettre le libre accès à l'information et la liberté d'expression. Il est en tout cas incontestable que la circulation –initialement sans filtre- des idées a littéralement explosé. La prolifération des réseaux sociaux est en tout cas désignée comme le facteur majeur d'excroissance du complotisme : « *Avec Internet, le conspirationnisme va trouver son support technologique. Le Web s'accorde au relativisme ambiant en mettant toutes les idées – vraies, fausses ou douteuses – sur le même plan.* »⁹⁹

De même, la culture contemporaine s'est démocratisée par le biais des *mass media* (séries TV, romans, films) largement véhiculée par de multiples canaux de diffusion a mis en exergue les tensions existant au sein de la société. Les ressorts internes de son succès reposent sur quelques ingrédients éprouvés : les luttes de pouvoir, le thème du secret, les complots déjoués, les nouvelles figures de héros salvateurs montés de la société civile s'opposant au « système » (telle Erin Brockovich déjouant un complot environnemental) nourrissent les imaginaires...y compris complotistes, qui y puisent des situations codées et s'inspirent de leurs schémas narratifs. Les mécanismes innés de fonctionnement de nos cerveaux d'hominins, amènent la rationalité, tel le besoin de donner du sens à l'entourage, à composer avec des émotions et des pulsions plus instinctives. Il est incontestable que notre cerveau moderne est désormais l'enjeu d'une compétition démagogique d'influence ; il est surinformé de données et d'images. Politiques, fournisseurs de contenus, publicitaires, idéologues, tous rivalisent de savoir-faire pour capter nos réactions instinctives autant que notre raison.¹⁰⁰

- Un déplacement du religieux : la théorie conspirationniste comme mythe politico-religieux ?

La sociologue Eva SOTERAS a synthétisé une thèse¹⁰¹ qui mérite qu'on s'y arrête un moment.

⁹⁹ J-B. Renard, Les causes de l'adhésion aux théories du complot, *Revue Diogène*, 2015/1 n° 249-250

¹⁰⁰ D'après Gérald Bronner, *Apocalypse cognitive*, PUF

¹⁰¹ Eva Soteras (Univ. Montpellier 3), *Les enjeux politico-religieux du conspirationnisme à l'ère post-moderne*, in *Sociétés* n° 142 — 2018/4

Trouvant insuffisante la thèse assez classique de l'irrationalité des opinions complotistes, compte tenu de la diversité des profils sociaux de leurs prosélytes, elle a cherché à comprendre où gisent leurs « *bonnes raisons de croire* ». Elle propose donc de lire le complotisme comme : « *une nouvelle mouvance, une résurgence mythologique, mythique, renvoyant à une nouvelle forme de religiosité. Dans notre contemporanéité, empreinte d'une modernité exacerbée, le bien et le mal s'affrontent, prophètes, révélations, anges et démons (re)viennent peupler notre monde social... L'ère post-moderne devient un terreau fertile, un facilitateur et un accélérateur pour le conspirationnisme qui s'impose, dans un premier temps, comme une croyance irrationnelle.* »

Les grandes religions traditionnelles ayant cédé du terrain sous les coups de boutoir de la modernité, de nouveaux mouvements religieux sont venus les concurrencer. Une remise en question collective des religions établies laisse place aux métarécits alternatifs, à une nouvelle mythologie, à de nouvelles formes de spiritualité. Parmi d'autres, les thèses complotistes apportent de nouveaux récits, « *s'inscrivant parfaitement dans le besoin de réenchantement du monde* ». Vus sous cet angle, les récits complotistes semblent bien en effet s'inspirer d'une « *nébuleuse mystique-ésotérique* ». « *Il y a une bonne raison de croire à la Grande Conspiration, une raison spirituelle.* » De fait, l'adhésion à un mouvement conspirationniste peut présenter des analogies avec la recherche spirituelle : cette dernière permet de s'inscrire dans un plan élevé qui dépasse l'individu, elle participe d'une quête de sens et promet des révélations. Ainsi procède également « l'entrée en croyance » dans les thèses de complots et de méga complots. La confiance accordée par leurs adeptes aux leaders conspirationnistes émousse progressivement leurs doutes. Se dotant lui-même d'une mission, le leader conspirationniste fait la preuve de son *messianisme*, légitimé par la dévotion qu'il voue à sa cause. Finalement, les leaders de la pensée conspirationniste séduisent car « *leurs révélations prophétiques vont devenir un moteur de changement pour les individus demandeurs, notamment en temps de crise de sens et de repères.* »¹⁰² La sociologue donne ainsi l'exemple du chef de file David Icke, qui a élaboré un véritable corpus explicatif (assez délirant, il faut l'avouer), en regroupant des phénomènes sociaux disparates, des rumeurs ambiantes et des croyances détournées du fonds imaginal mythique¹⁰³. Le caractère polymorphe et pluridimensionnel du complot selon D. Icke parvient à intégrer tous les boucs émissaires, « cibles » récurrentes du genre, à savoir les Illuminati, francs-maçons, sionistes, juifs, mais s'adjoint aussi des théories ufologiques et divers courants mystiques contemporains d'inspiration New Age.

Si le texte d'Eva Soteris analyse peu finalement la dimension politique de la question, il faut convenir qu'elle donne quelques clefs utiles. Notamment, pour comprendre les aspects effusifs, ritualisés de la scène complotiste ; l'engouement médiatique surprenant du public pour ces figures iconiques de héros (prophètes révélant ce qui est voilé et expliquant la marche du monde) et d'anti-héros (forces du mal, honnies sous la forme de boucs émissaires) ; pour la place qu'elle tient dans la circulation des mythes cosmogoniques revisités dans la société post-moderne. Comme le résume bien de son côté Johann Chapoutot, tout est explicable par le recours à l'existence de Dieu, puisqu'une volonté supérieure départage le bien du mal. « *Le complotiste garde cette structure religieuse d'explication*

¹⁰² Idem

¹⁰³ Il a ainsi substitué le mythe des Reptiliens au récit biblique d'origine, faisant d'Adam et Ève les premiers géniteurs incestueux de l'Humanité. Certaines entités nées de leur hybridation ont pris une apparence reptilienne et d'autres une forme humaine. « *Désormais, cette dernière serait sous la coupe d'une lignée « humano-reptilienne-extraterrestre »... Les « dieux reptiliens » vivraient dans des souterrains tandis que les autres, d'apparence humaine, vivraient à la surface de la Terre et se seraient immiscés au sein de tous les gouvernements et institutions afin d'assouvir leur soif de pouvoir.* »

du réel. Il y a toujours une transcendance, surpuissante, avec une volonté et la capacité d'agir. En somme, on évacue Dieu et on garde le diable. »

3-3 Croyances alimentées et déçues par la démocratie

L'instauration de la démocratie dans ses formes modernes a-t-elle garanti le règne de la rationalité et l'égalité des citoyens, comme les tenants de la philosophie des Lumières l'avaient souhaité, promu et pronostiqué ? Pas vraiment. Les rapports de force et les contre-pouvoirs se sont déplacés, mais on constate que la démocratie active puissamment les affects qui nourrissent le complotisme.

- Nouveaux rapports au groupe et entre Individus : Dans un régime politique organisé sur la base de l'égalité de tous et du respect de tous par tous, où chaque voix est censée compter autant que les autres, on pourrait s'attendre à ce que la rationalité pondère davantage les tensions inéluctables qui s'exercent au sein des groupes. Le frottement des volontés individuelles au sein d'une société ne peut que produire des étincelles. Tout l'enjeu de la socialisation est de pondérer les forces en présence, d'entretenir l'équilibre entre le respect de l'autre et la liberté de manœuvre. L'avènement démocratique a fait croître l'idée (euphorisante et prometteuse) que l'individu est un être souverain, autonome et qu'il peut penser par lui-même ; pourtant, cet appel humaniste bute sur une réalité que l'on préfère minimiser : l'humain est d'abord un animal mimétique : il façonne sa pensée autour de la charpente proposée par le groupe/le sous-groupe d'appartenance ; il ressent le besoin de suivre les normes de ce dernier et préfère en général s'en remettre à la parole des chefs, maîtres, experts et gourous. Plus les personnes ayant besoin du soutien du groupe ont la confirmation de leur position de dominés plus elles risquent d'être séduites par les thèmes complotistes. Les personnalités déviantes, elles aussi, se façonnent autour de corpus d'idées partagées qui leur servent de 'drapeau' et de signes de ralliement ; ainsi, il est frappant de constater à quel point les thèses complotistes s'agrègent autour d'un petit nombre de schèmes récurrents.

Après l'intense appel à la souveraineté du peuple insufflé par la Révolution, l'une des illusions que la postmodernité a dégonflée est bien celle du pouvoir représentatif du simple citoyen dans le jeu démocratique et la capacité du groupe à contrôler le pouvoir qu'il met en place. N'est-il pas désormais impossible pour une majorité d'électeurs de croire à l'efficacité du vote, à l'efficacité des représentants qu'ils ont choisis ? La vie syndicale elle-même, concernant pourtant des groupes plus réduits numériquement et animés par des valeurs partagées, connaît des hauts et des bas.

Quelle est la dynamique de la démocratie moderne ? Paul Lefort a proposé un modèle selon lequel la démocratie reposerait sur une dynamique historique de désincorporation. Comment structurer un « corps » social quand les liens naturels (classes, corporations, valeurs communes) se diluent au profit de la mise en exergue des individualités ? On se regroupe par affinités de pensée, on « refait corps » en dénonçant les mêmes ennemis, en participant aux mêmes combats autour de croyances communes. L'une des manières d'apaiser les déceptions (notamment électorales) et le sentiment d'impuissance qu'elles procurent consiste à se regrouper autour de l'idée que l'on a compris l'envers du décor : comment et par qui les dés ont été pipés, comment se joue réellement la pièce. Le complotisme serait l'une des manières de « faire corps » à nouveau. Les mécanismes de réincorporation se mettent en place : recrutement de sympathisants, polarisation autour de slogans...

- Perte de confiance dans les liens formant le maillage social : La vie sociale repose sur la confiance : des règles communément admises sont suivies par tous. On doit pouvoir faire confiance : autrefois, la parole donnée avait une valeur absolue ; désormais, seules leurs signatures engagent les

contractants. Mais l'évolution rapide des lois et des institutions, comme celle des valeurs, sème le trouble dans les esprits et la confiance s'émousse. Des instituts de sondage ont donc mis en place des mesures pour l'évaluer régulièrement (« baromètres de la confiance »), notamment dans les médias et la politique. Les personnes inquiètes – qu'on pense prédisposées aux thèses conspirationnistes – doutent davantage que les autres ; elles sont donc conduites à multiplier leurs sources d'information pour répondre à leurs interrogations. Mais le statut de la vérité chancelle quand trop de mensonges d'État ont ébranlé la confiance citoyenne : *« La perte de confiance dans les politiciens a été alimentée par de nombreuses affaires de mensonge avéré : Nixon et le Watergate, Clinton et l'affaire Lewinsky, Mitterrand et son cancer, Bush et les armes de destruction massive en Irak, l'affaire Cahuzac et ainsi de suite. Comme dans le phénomène des rumeurs, des événements réels rendent vraisemblables de fausses nouvelles ... Ici, les vraies « affaires » de mensonge rendent vraisemblables des prétendus mensonges que disent révéler les conspirationnistes. »*¹⁰⁴

- crise de doute dans les décideurs. Face à l'inconnu, lorsque l'angoisse monte, le public se tourne instinctivement vers des pouvoirs supérieurs pour quêter un point d'appui rassurant et des informations claires et motivées. Mais l'attente placée dans cette réassurance est parfois exacerbée ; le public surévalue la capacité des autorités à répondre à ses demandes. En démocratie, on attend que la réponse vienne - non plus du roi, investi d'une légitimité divine -, mais d'élus, à qui l'élection et la délégation de pouvoirs confèrent un savoir et une autorité qu'ils n'ont pas toujours. L'absence d'adéquation entre les faits réels et l'analyse qu'en donne l'institution est un terreau potentiel pour le complotisme.

- perte de confiance dans les institutions : des événements conjoncturels permettant de mesurer l'ampleur des mensonges d'État sur des faits avérés (« l'affaire » du sang contaminé, le nuage de Tchernobyl arrêté à la frontière) ont laissé des traces dans la société française ; une fois engrammés, ces germes de soupçons ne demandent qu'à resurgir.

On peut analyser, par exemple, ce qui s'est passé lors de la pandémie de COVID 19. Un événement de cette nature avait placé, de manière évidente, les décideurs face à une situation de haute incertitude. Il aurait été profitable d'expliquer que la pandémie prenait les institutions sanitaires de court et/ou que les données ne permettaient pas de prendre des décisions rapides et tranchées ; la distorsion entre la mauvaise appréciation des faits et l'arrogance affichée par les pouvoirs publics a choqué une partie de l'opinion. *« Dans une situation aussi critique que celle causée par le COVID-19, les citoyens ont constaté que les informations et les données fournies par les institutions ne sont pas complètement fiables, voire nettement erronées. Cela a provoqué une distorsion cognitive entre ce que chacun voit autour de soi et la manière dont les faits sont traités... En effet, les complotistes ont du mal à imputer simplement cette défaillance à l'erreur ou à l'imperfection des outils disponibles. Si le nombre officiel de personnes infectées est inférieur à la réalité, ils soupçonnent que ce résultat est dû à la dissimulation des gouvernements et non à des difficultés compréhensibles face à une situation inattendue qui dépasse leurs capacités. Pourquoi les scientifiques, dont on attend des réponses probantes et définitives, se contredisent-ils à plusieurs reprises ou se montrent-ils dubitatifs et hésitants dans leur discours sur le coronavirus destinés au grand public ? Si une part de l'audience ne comprend pas que les résultats de la science sont toujours une estimation et provisoires, qu'ils sont toujours susceptibles d'être réfutés et que la science*

¹⁰⁴ J-B. Renard, *Les causes de l'adhésion aux théories du complot*, Revue Diogène, 2015/1 n° 249-250

*progresses en se corrigeant elle-même, il est compréhensible que certains en arrivent à la conclusion qu'ils en savent plus qu'ils ne nous le disent et qu'ils cherchent à nous tromper. »*¹⁰⁵

« La prolifération des théories du complot peut être un effet pervers de deux processus parallèles de démocratisation : la libéralisation du marché de l'information et l'explosion de l'abondance dans l'offre de produits sur ce marché »¹⁰⁶. N'ayant pas été préparés et formés à l'étude critique des sources, les citoyens crédules « font leur marché » parmi les théories ambiantes, adoptant celles-ci, rejetant celles-là, en fonction de critères plutôt subjectifs qu'objectifs.

- Perte de croyance en la toute-puissance des « sachants »

Les discours niant le consensus scientifique se sont immiscés dans le débat public en France. Ils mettent en cause le socle théorique sur lequel est construit le rapport moderne au monde. Est-ce le retour de bâton du scientisme conquérant régnant au 20^{ème} s, qui a prétendu tout expliquer et tout contrôler ? En tout cas, une grande crise de légitimité de la science est à l'œuvre, sans doute instrumentalisée à des fins non-scientifiques. La méfiance s'est installée à la suite d'affaires de faux scientifiques, de trucages d'expériences. La science repose sur le renouvellement des connaissances, régulièrement invalidées par de nouvelles données. Mais les non-scientifiques, négligeant les exigences de cohérence interne théorique, confondent assez naturellement invalidation et relativisme des théories : ils peuvent croire que toutes les hypothèses alternatives, même les plus marginales, pourraient un jour être validées ; or, toutes les thèses ne se valent pas à l'instant t pour la connaissance scientifique. Ce relativisme mal compris dessert le savoir scientifique dominant. Le conspirationnisme s'est également engouffré dans cette brèche. Les enseignants se plaignent désormais d'être en butte aux croyances erronées des élèves qui trouvent dans les réseaux sociaux des réponses alternatives aux problèmes qu'ils leur soumettent et contestent leur enseignement.

Pourtant, qui mieux que la science peut construire des garde-fous contre les débordements et détournements des faits ? « Notre conviction est au contraire que le sort de la démocratie dépendra très largement des forces de résistance du monde savant et de sa capacité à se faire entendre dans les débats politiques cruciaux qui vont devoir se mener, dans les mois et les années qui viennent, autour de la santé et de l'avenir du vivant. »¹⁰⁷

Une position médiane s'impose, là aussi. L'exercice du doute en science, ne doit pas conduire à faire douter de la science ; en revanche, penser que les vérités de la science peuvent couvrir à elles seules tout le champ de l'expérience humaine et qu'elle seule peut constituer le rapport de tout un chacun au monde est illusoire. Plus qu'un corpus de connaissance, la science est un corpus de méthodes de validation du raisonnement.

- Les faux espoirs de la « théorie de la transparence »

Paradoxe de notre époque, où la réalité semble toujours à portée de main, la transparence démocratique est en butte à un ensemble de mécanismes de dissimulation de la réalité. « Ironiquement, les moyens technologiques de pointe qui la soutiennent [transparence] sont le véhicule par lequel se propagent des théories et des croyances nettement antiscientifiques, dont celle des « terraplatistes », qui n'est certainement pas la plus grotesque. Les possibilités pratiquement illimitées d'information et de diffusion des connaissances sont gâchées par la pratique systématique de la désinformation et la diffusion stratégique de mensonges. »¹⁰⁸ On voit fleurir contre-

¹⁰⁵ Alejandro Romero-Reche

¹⁰⁶ Bronner, Gérald, *La Démocratie des crédules*, Paris, Éditions des Presses Universitaires de France, 2013, p. 33

¹⁰⁷ Barbara Stiegler, *De la démocratie en pandémie*, op. cit.

¹⁰⁸ A. Romero Reche, *Théorie du complot, secret et transparence*, Revue Rue Descartes, Pages 81 à 102

informations et conceptions aberrantes, livrées à l'appréciation générale au même titre que les informations validées.

Dans un monde où la transparence est prônée comme une exigence démocratique, deux stratégies principales s'imposent pour préserver le secret : l'évitement passif et la dissimulation active. Dans le premier cas, les conspirateurs profitent des espaces d'opacité déjà existants pour réaliser leurs activités secrètes. Dans le second cas, ils doivent créer de nouvelles formes d'opacité en utilisant le déguisement et le mensonge. L'exemple des intérêts d'industriels, cherchant à étendre leur domination commerciale, est le plus cité : ainsi l'entente passée entre fabricants de cigarettes qui a tout fait pendant des décennies pour brouiller les messages avec l'appui d'experts conciliants. Ils sont parvenus à retarder la diffusion des données sur la dangerosité du tabac et à faire un écran à la régulation de la branche, grâce à une publicité flatteuse omniprésente. Il s'agit d'une « conspiration du silence » aggravée ; la dissimulation active a servi leurs intérêts.

Sur quel modèle de connaissance s'appuie la théorie de la transparence ? On la voit transparaître en creux dans l'analyse de Popper. Popper rappelait « l'épistémologie naïve » qui regarde le savoir comme un simple processus de capture de ce qui existe. En adoptant ce point de vue, le sujet connaissant ne part pas de conjectures préalables, encore moins de préjugés ; il est un réceptacle vide, qui se remplit de données et rien, dans la structure même du réceptacle, ne détermine la forme de la connaissance qui s'y loge. La théorie conspiratrice de l'ignorance en est une conséquence logique. La « théorie conspiratrice de l'ignorance », définie par Karl Popper comme une position épistémologique qui ... *interprète l'ignorance non pas comme un simple défaut de connaissance, mais comme l'ouvrage de quelque puissance inquiétante, origine des influences impures et malignes qui pervertissent et contaminent nos esprits et nous accoutument de manière insidieuse à opposer une résistance à la connaissance.*

Ni l'« épistémologie naïve » ni la « théorie conspiratrice de l'ignorance » qui en découle ne sont une nouveauté. Popper lui-même a retrouvé des formulations anciennes d'une telle idée, notamment dans la célèbre thèse de la « tromperie du clergé » qui s'est développée sous les Lumières. Dans la perspective des Lumières en effet, c'est l'intérêt du clergé de maintenir le peuple dans l'obscurité qui expliquait l'ignorance et la superstition du peuple. Mais Popper décèle alors une curieuse contradiction : en rejetant l'autorité religieuse, les Lumières ont rendu un service essentiel à l'avancée des connaissances scientifiques ; mais elles l'ont fait en utilisant une théorie erronée, avec des conséquences perverses pour la suite. En effet, il ne suffit pas de se débarrasser de la foi et des préjugés religieux pour avoir accès à une connaissance indubitable. La réalité, selon Popper, n'est pas transparente, et la connaissance n'est pas le résultat d'une accumulation impartiale de faits recueillis dans leur « état naturel » dans le monde extérieur mais quelque chose que nous construisons toujours à partir de conjectures préalables.

En effet, la présomption du secret permet de maintenir une dimension d'incertitude dans la réalité sociale. La société post-moderne, plutôt que transparente, s'avère complexe et chaotique ; elle est le résultat d'une multiplication de points de vue qui détruit l'histoire unilinéaire que les historiens ont longtemps racontée en tenant compte, sans en avoir toujours conscience, des critères et priorités des classes supérieures dont ils étaient issus. L'image que transmet la société post-moderne n'est pas celle d'un tout unitaire et cohérent, « *mais d'une mosaïque d'images fragmentaires et, parfois même,*

contradictaires »¹⁰⁹. Si la théorie moderne du complot naît des attentes frustrées de ne pas pouvoir connaître la société dans sa totalité et des fissures dans la conception que les différents groupes sociaux en ont, la fragmentation post-moderne semble être un environnement particulièrement propice à l'accélération de cette dynamique.

Paradoxalement, les moyens techniques servant la transparence (le cinéma) servent aussi la manipulation et donc l'accroissement du doute. La multiplication et la sophistication des images de synthèse font douter de la véracité des situations et des faits : certaines théories, comme celle de la « conspiration lunaire » (l'homme n'a pas marché sur la Lune) se nourrissent ainsi de la qualité du montage vidéo.

La liberté d'expression est l'un des piliers de la vie démocratique : une voix, un vote. Les différents champs de la vie sociale placent les citoyens face à des sollicitations paradoxales (expression permise/refusée). Ainsi, on ne cesse de solliciter leur avis par des sondages d'opinions, des votes, des pétitions, ce qui crée un appel d'air pour la libre expression, mais en fait l'accès à l'information et la liberté d'expression dans certains secteurs restent sous contrôle : la science, la religion, le secteur régalién. Aux U.S.A., le Premier amendement de la Constitution des États-Unis d'Amérique garantit une liberté d'expression quasi totale, permettant à chacun d'énoncer et de diffuser toutes les idées, mêmes les plus extrêmes, même les plus invraisemblables. Pourtant, l'essor manifeste de thèses complotistes révèle que la transparence est factice : les citoyens américains détournent leur suspicion sur des ennemis de l'intérieur (les élites et leurs clubs ultra-fermés, tels *Skull and Bones* ou le club de journalistes du San Francisco Chronicle, *le Bohemian Grove*, suspectés d'ourdir des complots) et le monde des « affaires » (trusts militaro-industriels).

Le complotisme signale une attente non-satisfaite d'explication, la béance d'un débat qui est promis mais fonctionne souvent à vide car les citoyens ont le sentiment aigu qu'il existerait un envers de la démocratie qui serait sa vérité cachée, inaccessible par les canaux officiels de médias de masse complices. « *Le conspirationnisme n'est pas la psychopathologie de quelques égarés, il est le symptôme nécessaire de la dépossession politique et de la confiscation du débat public.* »¹¹⁰

Si la science s'est « démocratisée » et se diffuse de plus en plus grâce à sa vulgarisation, elle reste cependant un secteur globalement difficile d'accès aux non-experts. Comment peuvent-ils décider s'il s'agit de bonne ou de mauvaise science, alors que les experts eux-mêmes proposent des thèses divergentes ? La science intrinsèquement fonctionne selon des normes, des codes et une temporalité qui créent inéluctablement des incertitudes, dans lesquelles s'engouffrent les fantasmes de l'opinion publique. En matière de médecine, tout particulièrement, « la science » est évolutive et doit composer avec une part d'ignorance (la réponse biologique de chaque individu est unique) et d'aléas (acceptabilité/rejet) ; or l'opinion publique tolère mal l'existence du doute chez les « sachants » et peine à admettre que leur prudence ne cache pas des intentions douteuses ! C'est particulièrement le cas en santé publique où les décisions oscillent sur la base de la confrontation entre bénéfices/risques. Lorsqu'il « faut » trancher, en cas de pandémie, par exemple, la réponse ultime est dans la main des politiques. « *L'art de la santé publique est dans l'équilibre entre les risques et les gains. Or, cet équilibre n'est pas scientifique, mais politique* », rappelle le physicien Normand Mousseau.

¹⁰⁹ D'après Gianni Vattimo, qui a étudié l'abandon des prétentions fondamentales de la métaphysique et la relativisation de toute perspective philosophique dans la société post-moderne et théorisé la « pensée faible ».

¹¹⁰ Frédéric Lordon, *Le symptôme d'une dépossession*, Le Monde diplomatique, juin 2015.

- Un exemple de clôture du débat scientifique par le politique ?

Pour autant, est-il normal qu'une fois que la décision politique a été arrêtée, le débat scientifique lui-même cesse ? C'est sous cet angle d'attaque que je propose d'envisager un moment ce que fut la stratégie de gestion de la crise du COVID 19.

La crédibilité de toute décision politique repose sur la fiabilité au long cours des arguments sur lesquels elle repose. Lorsque la stratégie est court-termiste, et que les faits ultérieurs contredisent la thèse sur laquelle la décision s'est appuyée, le public ne peut que mettre en doute la crédibilité de l'institution. Les « mensonges » d'État (tel le docile nuage de Tchernobyl) contredisent des faits, mais ont surtout le défaut d'obliger à de la surenchère et à s'enfoncer davantage dans le mensonge. Le défaut de transparence est plus préjudiciable encore lorsqu'il est entretenu par l'institution. Les laboratoires P4 (soumis au secret au nom de la protection de la concurrence) en sont des exemples évidents. C'est l'existence même du secret qui les entoure et de vérités distillées au compte-gouttes, sous la pression de l'actualité, qui créent la suspicion. Il est facile d'imaginer que, dans leurs laboratoires, les chercheurs se livrent à des expériences débridées et/ou incontrôlables, même si c'est probablement faux.

Dans l'épisode du COVID 19, on peut s'interroger à bon droit sur certaines décisions « stratégiques » de court terme qui ont été prises. La stratégie a-t-elle été délibérée ou s'est-elle élaborée au fil des événements ? Difficile à dire. Rappelons quelques faits : plusieurs formes de mutations du virus ont circulé. Certaines entraînent des troubles de longue durée, maladie nouvelle baptisée 'Covid long'. Quelques vaccins en faible nombre ont été mis sur le marché. Des personnes vaccinées (et multi-vaccinées) contractent la maladie ; suite au vaccin, certaines présentent des symptômes non-négligeables (personnes jeunes, femmes enceintes...).

Face à ces faits avérés, étayés par les chiffres des autorités de santé elles-mêmes, quels sont les messages émis par les pouvoirs publics sanitaires ? Quels que soient les effets secondaires et de la maladie et de la vaccination, le message unique en circulation est : la vaccination est préconisée ; elle seule met à l'abri de la maladie (formes simples ou longues). Le sujet est clos !

Il ne s'agit ici pas de mettre en doute le principe des vaccinations elles-mêmes, qui ont fait leurs preuves dans de nombreux cas, mais de s'interroger sur la forme prise par le débat et scientifique et démocratique dans le cas précis de la vaccination anti-Covid. Pour situer le contexte, voici quelques lignes extraites d'un rapport récent rappelant la volonté de l'actuel ministre de la Santé Yannick Neuder de faire de la désinformation médicale une priorité. Son objectif est de « *rétablir la rationalité scientifique face à la prolifération de fausses informations qui circulent aujourd'hui, notamment par l'intermédiaire des réseaux sociaux et des grandes plates-formes numériques de partage de contenu.* »¹¹¹ Qui ne serait pas d'accord avec ce louable programme luttant contre la désinformation médicale ? Force est pourtant de se demander si la validation contradictoire des données scientifiques a eu toute latitude de suivre son cours naturel.

Pour ce faire, je pointerai trois éléments 1) On ne peut que s'étonner de la lecture monovalente des événements ; plus grave encore l'apparente absence de suite des recherches sur le sujet : des études s'imposent encore sur les mutations du virus ; peut-on accorder le statut de « vaccin » à tout type d'injection à ARN dont les effets à long terme sont encore à l'étude ; de nombreux spécialistes à

¹¹¹ On y lit donc sans étonnement ses critiques : « *remise en cause de l'intérêt des vaccins, de certains traitements médicaux, discréditation des recommandations et des mesures scientifiquement étayées* »... « *désinformation médicale* ». Ces critiques sont recevables...sauf qu'on notera l'usage de l'appellation « vaccin » pour l'injection à ARNm, dont le statut vaccinal reste encore à valider à l'issue de toutes les étapes requises par la déontologie de la recherche.

l'origine de l'emploi des mécanismes de l'ARN messenger pointent eux-mêmes des doutes sur les effets toxiques secondaires du type de protéine Spike injectée (inhibition du récepteur ACE2 au profit du récepteur ACE ; problème des anticorps facilitants, pour ne citer qu'eux) et les ont signalés, il y a 10 ans déjà ; dans la mesure où la diffusion de cette protéine s'est désormais démultipliée par le biais de programmes mondiaux de vaccination, le respect du principe de précaution devrait inciter d'autant plus à clarifier les risques potentiels encourus et à en alerter l'opinion. 2) L'action publique orchestre uniquement sa communication sur la menace persistante de la maladie et se concentre sur deux actions : étendre et banaliser la surveillance sanitaire (*via* le passeport) et instituer et normaliser la vaccination. Nous ne sommes plus dans le pic de la maladie. Pourquoi le débat scientifique ne peut-il pas revenir sur le choix vaccinal qui a été fait dans l'urgence ? Pourquoi le débat contradictoire entre spécialistes est-il encore systématiquement contré, souvent en discréditant les scientifiques qui défendent des points de vue de précaution, comme si aucun doute scientifique ne persistait sur un sujet si complexe qui, manifestement, prête toujours à controverse¹¹² ? Quels types d'arbitrages ont-ils conduit à choisir cette stratégie ? Y a-t-il étanchéité entre services de l'État ; ce dernier ne veut-il pas voir remettre en cause la stratégie adoptée afin de ne pas se voir désavoué par l'opinion ? En un mot, n'est-on pas en droit de demander pourquoi un débat scientifique –c'est-à-dire réellement contradictoire- et public sur ce sujet essentiel est-il remplacé par le martèlement institutionnel de la *doxa* du moment ? Doit-on y lire une faille de l'exercice démocratique ? 3) Je termine sur une argumentation de nature à la fois plus globale et personnelle : je me réjouis que la santé soit envisagée, enfin, dans sa dimension systémique (comme semble le prétendre l'OMS) ; toutefois, la lecture monovalente qui est portée actuellement sur les affections virales par les institutions sanitaires confine à l'entêtement absurde. Elle se fait au détriment des autres espèces (sauvages/domestiques) vectrices de virus, mais aussi « espèces sentinelles ». Il est illusoire de poursuivre le fantasme d'une santé humaine qui reposerait sur l'anthropisation de la planète ; interrogeons-nous davantage sur la place que l'évolution des virus et bactéries a prise dans celle de la biosphère, sur leur rôle passé et présent¹¹³. La modestie est de mise : l'espèce humaine est loin d'avoir compris tous les mécanismes systémiques au sein desquels elle s'est insérée. Non, elle ne se protégera pas de tout risque ni de toute contagion par la seule réponse vaccinale. Il serait légitime que toutes les sensibilités puissent se faire entendre dans le débat public. Lors de l'épisode COVID, j'ai trouvé éminemment regrettable que la mienne, reposant sur les divers arguments énoncés ci-dessus, ait été stigmatisée sans nuance. Je me suis sentie malmenée par un pouvoir politique sanitaire abusif, traitant tout citoyen rétif au mode de vaccination proposé comme un quasi-délinquant, voire un « ennemi public » qu'il était possible de priver de droits accordés aux citoyens plus compliants...

¹¹² Pour un point de vue sur les mécanismes d'empêchement du débat contradictoire, voir les thèses/contre thèses de Laurent Mucchielli, *La doxa du COVID*, Ed. Éoliennes, 2022, 2 tomes

¹¹³ Les mutations conduisant à la résistance des bactéries aux antibiotiques, dont on a fait tant de cas ces dernières décennies, sont inscrites dans leur propre génome depuis longtemps. Il est désormais admis que les gènes de résistance aux antibiotiques seraient passés des microorganismes de l'environnement aux organismes commensaux de l'humain, puis aux agents pathogènes. Ce processus de transfert de l'environnement à l'entourage de l'être humain est aléatoire : plus un mécanisme de résistance est répandu dans l'environnement, plus il est susceptible d'être transféré.

4- Peut-on caractériser les complotistes : enquêtes et contre-enquêtes

À partir de la fin des années 90 ont fleuri de nombreuses recherches de psychologie sociale autour du phénomène complotiste. Deux courants conceptuels les ont sous-tendues :

- pour le courant dit «traditionnel», le complotisme est irrationnel (Hofstadter ; Graumann ; Moscovici). Le complotiste « type » est donc un individu souffrant de troubles plus ou moins prononcés ; le complotisme est le fait de groupes marginaux (Goertzel ; Pipes)
- pour le courant « moderne », la rationalité des individus est reconnue ; il explique la croyance du complotiste par ses fonctions sociales, culturelles, identitaires et parfois cognitives, dans un contexte de crise de la modernité (Nefes ; Romero-Reche). Le complotiste cumule les attributs sociaux de la vulnérabilité, il est donc plutôt jeune, non diplômé, issu de catégories défavorisées et peu intégré.

« Le niveau d'instruction semble jouer un rôle : 1) un faible niveau d'instruction rend indifférent aux idées conspirationnistes, 2) plus d'instruction (niveau lycée) favorise les idées conspirationnistes et plus d'instruction encore (niveau études supérieures) en éloigne. Il est intéressant de noter que cet effet ambivalent de l'instruction se rencontre aussi pour les croyances au paranormal (ovni, yéti, extraterrestres). »¹¹⁴ Cette thèse quelque peu méprisante pour les personnes à faible niveau d'instruction est controversée par ailleurs ; n'est-elle pas suspecte, car produit d'un poncif de classe ? Ces divers concepts posent donc problème. L'explication avancée par le premier ne saurait résister à la multiplication et à la prégnance des adhésions aux T.C.* et celle du second à l'hétérogénéité des profils des individus concernés par le complotisme. [* Théories du complot]

Les analyses produites reposent assez souvent sur des sondages ou des enquêtes quantitatives dont les données méritent d'être regardées de près. Comment, en effet, ajouter foi au sondage suspect réalisé en janvier 2017, avançant que les théories complotistes sont partagées par huit personnes sur dix en France ? La rédaction des questionnaires de sondage est entachée régulièrement de biais méthodologiques : dans le cas présent, ils ont soumis des listes d'items *ad hoc* perçus par les chercheurs comme étant des énoncés complotistes populaires (dangerosité des vaccins, lecture de l'attentat du 11 septembre, de la mort de J-F. Kennedy ou de celle de Lady Diana, « faux » premiers pas sur la Lune, etc.) ou accolent entre eux des sujets pré-choisis (le créationnisme et la Terre plate, les sociétés secrètes à l'origine de la Révolution française...). On a beau jeu de montrer que la manière dont ces thèmes sont associés entre eux ou l'itération des thèmes biaisent les résultats en confortant indûment les corrélations obtenues¹¹⁵.

Il y a tout lieu de penser que les complotistes ne forment pas une catégorie sociale homogène. S'ils sont convaincus d'avoir raison, s'ils souhaitent souvent convaincre autour d'eux de la justesse de leurs analyses, ils ne sont pas tous pour autant des militants actifs. Leurs croyances peuvent

¹¹⁴ J-B. Renard, *Le Merveilleux. Sociologie de l'extraordinaire*, CNRS, 2011 : 173-189.

¹¹⁵ La Fondation Jean-Jaurès et l'« observatoire du conspirationnisme » (Conspiracy Watch) ont commandé un sondage à l'IFOP : Les sondeurs ont constitué une liste fermée d'une dizaine d'affirmations qu'ils considèrent comme des « théories du complot », issues soit d'un fait ayant suscité historiquement un doute et qui a fait l'objet de recherches (l'assassinat du président John F. Kennedy) soit d'une controverse actuelle (l'idée que « le gouvernement [serait] de mèche avec les laboratoires pharmaceutiques pour cacher la nocivité des vaccins ») ; soit de réelles théories complotistes, comme celle qui voudrait que « les États-Unis [aient] développé une puissante arme secrète capable de déclencher des tempêtes, des cyclones, des séismes, etc. » ; soit enfin de croyances (la Terre serait plate). La gestion des réponses était entachée de biais puisque l'expression d'un doute ou l'aveu d'ignorance sont comptabilisés comme une adhésion au complotisme (ex. : 28 % adhèrent à une thèse, alors que seuls 27 % disent la connaître).

s'afficher par de simples affirmations verbales, des signatures de tracts et de pétitions ; mais d'autres adoptent une attitude carrément offensive, voire se sentent poussés à participer à un attentat. Il existe aussi chez certains individus une stratégie de « conformisme de façade », transitoire ou plus durable, à vocation affiliative au sein de leur groupe d'appartenance ; cette stratégie de réassurance (l'effet groupe) pourrait expliquer l'adhésion aux théories du complot revendiquée par certains individus¹¹⁶. Devant cette diversité comportementale, il convient donc d'être prudent pour caractériser les profils complotistes. D'autant que les croyances complotistes elles-mêmes ne sont pas uniformes. Leur caractère monologique (qui en ferait, selon certains chercheurs, la substantialité) est contestable. Elles ne sont pas non plus interchangeables. Les diverses théories du complot ne sont donc pas des « objets mentaux » susceptibles d'intéresser tout le monde au même degré.

L'étude conduite par quatre chercheurs, sur la base de résultats préliminaires d'un test projectif daté de 2018, concluait¹¹⁷ qu'une forte adhésion aux théories du complot qu'ils ont testées s'explique par ordre décroissant d'importance par le fait : 1) d'entretenir des croyances paranormales, 2) d'entretenir une forte défiance à l'égard des médias et des institutions, 3) d'avoir une perception positive du passé, 4) d'avoir une perception négative de l'avenir et 5) de s'informer principalement via les réseaux sociaux. À l'opposé, un haut niveau de diplôme protège d'une forte adhésion aux théories du complot testées. Deuxièmement, un score élevé sur l'échelle de complotisme s'explique par les facteurs suivants, par ordre décroissant d'importance : le fait 1) d'entretenir une forte défiance à l'égard des médias et des institutions, 2) d'entretenir des croyances paranormales, 3) d'avoir une perception négative de l'avenir, 4) de s'informer principalement via la télévision et 5) d'avoir une perception positive du passé. « *Le succès actuel du complotisme est donc bel et bien un phénomène multifactoriel, qui résulte tant de variables sociales que de paramètres cognitifs* ».

Une seconde et riche enquête¹¹⁸, par analyse de sondage et 33 entretiens, s'est penchée à son tour sur les profils de la thématique complotiste et sur ceux des complotistes et confirme l'hétérogénéité de ceux-ci. Elle présente l'intérêt de proposer une analyse plus fine des mécanismes de causalité des T.C. et surtout de « *dessiner l'image d'un complotiste se définissant par ses choix plutôt que par des manques (manque de sens critique, manque de culture, manque d'éducation, manque de discernement, etc.), comme on le fait d'ordinaire.* » Elle s'est construite sur la base de l'analyse du test projectif de 2018, d'un corpus de données numériques personnelles (blogs, chaînes YouTube, pages Facebook et LinkedIn) et d'entretiens avec des personnes fréquentant assidûment les canaux *Télégram* structurés autour de récits étiquetés complotistes. Les événements de la crise sanitaire de 2019-21 ont été centraux sans être exclusifs d'autres épisodes ou crises marquants.

L'étude démontre que tous les individus ne sont pas nécessairement attirés par n'importe quelle théorie du complot. Ainsi, l'éventail d'adhésion à des narratifs complotistes se ventile en trois modèles croissants, selon la nature de la ou des théories complotistes :

– La première forme, *the event conspiracy theory*, fait référence aux adhésions à des T.C. qui ne portent que sur un événement particulier. Il s'agit donc d'une forme localisée d'adhésion aux T.C.

¹¹⁶ Cordonier, L. (2021). Le succès des théories du complot. Flambée d'irrationalité ou symptôme d'une crise de confiance ? In J. Baechler & G. Bronner (éds), *L'irrationnel aujourd'hui*. Paris : Hermann, 243–262.

¹¹⁷ Laurent Cordonier, Wagner-Egger, Cafiero & Bronner, (*in prep*) *Psycho-social determinants of belief in conspiracy theories: A multivariate analysis on a representative sample of the French population*.

¹¹⁸ C. Nèmeau, Comprendre le complotisme. Hétérogénéité des formes idéales-typiques de l'expérience complotiste, 2024, *Déviance et Société*, 48, 3, p. 365-395

– La deuxième forme, *the systemic conspiracy theory*, décrit des adhésions portant sur plusieurs événements différents, mais qui seraient liés entre eux, sous l'action d'un même complot. Nous parlerons ici d'une forme systémique d'adhésion aux T.C.

– La troisième forme, *the superconspiracy theory*, rassemble les adhésions qui font des complots la pierre angulaire du fonctionnement du monde ; leurs instigateurs seraient des individus ayant des facultés surhumaines (telle que la médiumnité, le mesmérisme, la téléportation, ou la télépathie). Il s'agit ici d'une forme surnaturelle d'adhésion aux T.C.

Cette pré-analyse pointe du doigt un modèle d'adhésion évolutive à des croyances de plus en plus précises. Celui-ci présente l'intérêt de rendre compte d'un phénomène de compensation qui semble applicable aux croyances complotistes : face aux phénomènes sociaux complexes, plus le doute et la suspicion grandissent plus les croyances deviennent larges, radicales et s'affirment : le doute fait place progressivement à un savoir irrévocable ; plus question de douter de la véracité des faits. Le complotiste sait qu'il a raison !

En affinant ce schéma de base, l'enquête révèle qu'il existerait quatre formes principales d'idéaltypes en matière d'expérience complotiste ; ils sont dénommés : le défiant ordinaire, le perplexe méfiant, le complotiste revendiqué, le complotiste spirituel.

a) Le défiant ordinaire rejette en bloc l'ensemble des T.C., qu'elles soient de forme localisée, systémique ou surnaturelle. Comme le choix de leur nom l'indique, les défiants ordinaires présentent donc des caractéristiques somme toute proches d'une grande part de la population française : ils décrivent une perte de confiance dans les médias et les politiques, et ont une vision plutôt pessimiste de l'avenir. Malgré leur refus de la vaccination et les critiques parfois virulentes qu'ils portent sur le régime démocratique et l'organisation de la société, les remises en question qu'ils proposent restent conventionnelles. Non seulement ils rejettent les T.C. qu'ils côtoient, mais ils utilisent également les outils classiques de la contestation qu'ils manient par ailleurs depuis des années.

b) Le perplexe méfiant, pour sa part, émet des doutes quant à la validité des T.C. dans leur forme localisée et se montre globalement méfiant quant aux discours politico-médiatiques, mais il rejette les TC dans leurs formes systémique et surnaturelle. À la perte de confiance dans la politique et dans les médias, s'ajoute également une perte de confiance dans la science, trait que l'on ne retrouve pas chez les défiants ordinaires. Les contradictions des discours scientifiques quant à la nécessité de se munir d'un masque au début de la crise, puis les controverses liées à l'usage de l'hydroxychloroquine ou de la vitamine C dans le traitement de la maladie sont devenues, pour eux, la preuve qu'il n'est pas raisonnable de se fier aux discours des scientifiques et des médecins : leur rapport aux médias, à la politique et à la science s'en est trouvé affecté, leurs relations sociales et familiales se sont recomposées et, bien que les T.C. dans leur forme systémique soient rejetées, celles liées à la crise sanitaire paraissent crédibles quoiqu'encore trop fragiles pour déclencher une véritable adhésion.

c) Le complotiste revendiqué adhère aux T.C. dans leur forme systémique (pour une majorité, il s'agit du « Nouvel Ordre Mondial » composé soit de francs-maçons, soit des Illuminati, soit des GAFAMs ou de l'OTAN, parfois de l'ensemble de ces protagonistes) tout en les rejetant dès qu'elles prennent une forme surnaturelle ; ils valorisent leur position : « *Un complotiste, c'est quelqu'un qui a compris qu'il est le jouet de ce qu'on appelle une opération psychologique d'ingénierie sociale. Ce sont des gens qui voient la réalité.* » La crise a introduit une véritable rupture sociale : leur rapport aux médias est devenu inexistant ou purement stratégique, leur pratique de vote s'est réorientée autour des prises de position des candidats concernant le vaccin contre le Covid, leurs sphères

sociale et familiale se sont réorganisées autour d'un entre-soi revendiqué et quelques-uns ont fini par démissionner ou perdre leur emploi.

d) Le complotiste spirituel, quant à lui, adhère pleinement aux T.C., à la fois dans leurs formes localisée, systémique et surnaturelle. Par exemple, la T.C., selon laquelle le «Nouvel Ordre Mondial» programme un génocide, peut côtoyer chez lui les T.C. affirmant qu'Emmanuel Macron est un Reptilien, que la Terre est creuse, ou que les pyramides égyptiennes ont été construites par des extraterrestres, ou encore que la protéine Spike contenue dans le vaccin contre le Covid-19 peut se transmettre sexuellement ou par la salive. Ces T.C. ont un point commun, elles imputent la responsabilité de tous ces événements à des forces extérieures, qu'elles soient irrationnelles et/ou diaboliques. *« Ils croient par ailleurs à l'existence d'individus possédant des facultés surnaturelles telles que la médiumnité, la téléportation, la télépathie ou qui disposent d'une clairvoyance extrême permise par «le troisième œil». Ce profil adopte souvent de ce fait une forte auto-exclusion sociale : pour eux, il n'est plus question de prendre part à la société, mais d'en sortir, soit en brûlant leurs papiers d'identité, soit en rejetant toute forme de travail déclaré, soit encore en achetant un terrain agricole sur lequel ils espèrent pouvoir vivre selon leurs propres règles. »*

Il m'a semblé pertinent de rapporter en les résumant, les items¹¹⁹ composant le corpus de points de vue communs à chacun des quatre profils présentés, car ils réunissent des items qui traversent largement les récits de la complosphère aussi bien que les articles critiques qui la stigmatisent. L'étude ci-dessus présente l'intérêt d'être nuancée : il s'agit bien de profils (tendances), non de portraits. On remarque que, dans la première catégorie de personnes énonçant doutes et critiques sur les faits de l'actualité qui leur sont soumis, les T.C. sont rejetées vigoureusement. Cette distinction a son importance dans le contexte contemporain où la dénonciation du complotisme est devenue un enjeu politique, comme je l'évoquerai plus bas. C'est dire que toute critique englobante (monobloc) du complotisme qui ne tiendrait pas compte de cette hétérogénéité devrait être regardée elle-même avec suspicion, comme possiblement entachée d'*a priori* idéologique/politique. De même, une action publique qui s'appuierait sur ce type d'analyse hâtive serait au mieux sans effet et, au pire, contre-productive.

5 - Analyse psychosociologique du phénomène

5-1 Irrationalité ou cécité devant la contradiction ?

De nombreuses analyses explorent les méandres cérébraux¹²⁰ des complotistes et débusquent chez eux des failles conceptuelles récurrentes et graves. Mais s'agit-il d'un manque patent de rationalité face au réel ou plutôt de l'inintérêt éprouvé de sélectionner les faits les plus vraisemblables ? Car une chose est sûre, les complotistes procèdent à l'analyse des faits ; ils le font même de manière excessive. Que se passe donc au cours de la construction de leur cadre d'analyse ? Ne parviennent-ils pas à pondérer les paramètres entre eux ; le ressassement des mêmes phénomènes fausse-t-il leur évaluation ; s'embourbent-ils dans une dialectique indécidable ; ne parviennent-ils plus à prioriser les faits ? De l'extérieur, on constate simplement que l'efficiencia *factuelle* répétée finit par convaincre davantage que le principe de non-contradiction des faits entre eux. *« En montrant que toute une série d'événements sans lien apparent, mais tous plus ou moins fâcheux, ont une cause unique cachée,*

¹¹⁹ Exemples empruntés à l'enquête de C. Nèmeau, op. cit. (choisi par précaution, ce nom est un pseudonyme)

¹²⁰ Partant d'une louable intention, ces analyses souvent journalistiques recyclent les thèses de chercheurs en neurosciences compétents, mais sur le mode du jugement et du « prêt-à-penser ». Ainsi, on notera l'influence croissante des thèses engagées du sociologue Gérard Bronner qui a mis l'accent sur le recours à un éventail de biais cognitifs (biais d'intentionnalité, etc.)

on ne choisit pas nécessairement l'explication la plus vraisemblable...Les théories conspiratoires de l'histoire sont des abductions (au sens que Peirce leur donne¹²¹) qui ne prétendent pas à la vraisemblance a priori, mais à l'efficacité englobante. »¹²²

S'il existe bien une lecture défailante du réel, sur quels biais cognitifs repose-t-elle ?¹²³ Listons-en quelques-uns :

- biais d'intentionnalité, selon lequel chaque événement serait le résultat direct d'une action préméditée ;
- biais de proportionnalité : si l'événement a des conséquences à grande échelle, c'est qu'il doit avoir une cause pensée à une grande échelle ;
- biais de primauté : la première information sera celle retenue, surtout si elle titille les autres biais.
- le biais de simplicité : nous donne tendance à considérer comme plus importante une cause simple ; plus facilement disponible, l'argument simple se présente en premier à la mémoire ;
- biais de confirmation entre en jeu : une fois qu'une idée est formée, il est plus facile de rejeter ou minimiser toute source qui la remet en question ;
- biais du renforcement cognitif : toute nouvelle information vient nourrir la croyance préconstruite ; il conforte le champ idéologique par l'intensification de l'engagement ; la sélection opérée par les individus au sein des diverses théories du complot prolonge leur idéologie préexistante. Un sujet nous mobiliserait plus qu'un autre, on s'y impliquerait, parce qu'il vient nourrir un corpus de croyances déjà établies.

Même si ces traits ont toute leur pertinence en analyse psychologique, il me semble douteux de les utiliser systématiquement « à charge », pour décrédibiliser ceux qui cèdent aux sirènes complotistes. Désormais, chacun s'instaure volontiers expert en *zététique* et en biais cognitifs ! Or, je mets au défi tout lecteur de ces pages de ne pas être lui-même en proie à ces mêmes biais chaque jour....

Le procès en irrationalité fait aux complotistes semble donc excessif, d'autant que la démonstration complotiste repose sur des explications empruntant aux mécanismes de la rationalité : elle cherche à s'appuyer sur le recueil et l'énonciation de faits ; elle tente d'éliminer les biais et fausses allégations. On peut considérer qu'elle y échoue, du fait de l'excès qui caractérise ses procédés et des incohérences internes qu'elle ne parvient pas à surmonter. Il s'agit donc plutôt d'une question de démesure et de l'échec du sens de la relativité. Comment, sinon, défendre l'usage des mêmes procédés d'analyses utilisés pour dénoncer l'abus de pouvoir, l'inégalité des chances et les injustices commises, comme tentent de le faire les artisans des rébellions, des révolutions, des luttes de classe ?

5-2 La paranoïa sociale

«Lorsque des croyances s'installent dans l'esprit des individus, c'est que ceux-ci ont des raisons fortes d'y adhérer.»¹²⁴ Forts de cette allégation, les chercheurs ont cherché si des facteurs psychologiques

¹²¹ Précision utile car « Pierce utilisa le terme « abduction », par distinction avec « déduction » et « induction », pour désigner le raisonnement par lequel on adopte une hypothèse, la spécificité de ce raisonnement étant sa visée explicative : l'abduction est un raisonnement gouverné par le désir d'expliquer un phénomène. À ce titre, elle ressemble beaucoup à ce que, dans l'épistémologie contemporaine, on nomme « Inférence à la meilleure explication » (IME), l'inférence censée nous conduire du fait qu'une hypothèse explique mieux les phénomènes que ses concurrentes à la conclusion qu'elle est (probablement) vraie ». Frédéric Roudaut, Comment on invente les hypothèses : Peirce et la théorie de l'abduction, Cahiers philosophiques 2017/3 N°150, P. 45 à 65

¹²² Marc Angenot, op.cit.

¹²³ « Le complotisme, c'est la pathologie cognitive des pauvres... Pourquoi le « cerveau » (des complotistes) erre-t-il ? Parce qu'il est en proie à des biais (cognitifs) — ça marche aussi avec « Pourquoi votre fille est muette ? » : elle est en proie à des biais (auditifs). » Frédéric Lordon, Paniques anticomplotistes, Le Monde diplomatique, 2020

préexistants et aux mécanismes puissants pouvaient à leur tour expliquer les raisons d'adhérer à une ou des thèses complotistes. Ils viendraient en quelque sorte s'ajouter aux facteurs partagés par de multiples individus, facteurs sociologiques et contextuels disons, justifiant que certaines personnes « basculent » dans le complotisme et pas d'autres. La littérature psycho-sociale a donc dressé une sorte de tableau clinique du profil complotiste. On y trouve des traits de personnalité tels que la crédulité, la tendance au fanatisme et à la paranoïa. Ce dernier trait a été plus particulièrement commenté. Quelle définition a-t-elle été donnée à cette forme de paranoïa et cette qualification est-elle recevable ?

*« Appelons paranoïa sociale cette capacité native de l'individu et du groupe à projeter l'intolérable à l'extérieur : le mal et la maladie viennent du dehors, la mort même vient du dehors. »*¹²⁵

Signalons que les expressions de « pathologie du social », de « paranoïa sociale » ont fait leur apparition dans les années 70 et ont été utilisées d'emblée pour décrire la « montée du complotisme ». « Né aux USA, sous l'influence de l'ouvrage d'Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics* (1964) puis développé en France par la psychologie sociale, ce courant a défendu un positivisme rigoriste postulant le caractère illogique du complotisme. Il l'a présenté comme une pathologie mentale... Le complotisme est présenté comme une croyance déviante, au même titre que l'ésotérisme, l'ufologie ou l'astrologie, quoique plus inquiétante. Le « style » ou la « mentalité » complotiste sont alors décrits (cf Graumann, Moscovici) comme la conséquence de failles cognitives, voire neurologiques, et seraient l'apanage de groupes marginaux (cf. Goertzel, Pipes). »¹²⁶ Avec ce courant critique, l'analyse situe clairement le terrain complotiste comme une prédisposition à la maladie mentale. Certaines personnalités seraient apparemment plus réceptives que d'autres à l'imprégnation à la suggestion. Le réel fait l'objet d'une lecture déviante que tout vient renforcer : l'existence de vrais complots rendrait plus crédibles les rumeurs de pseudo-complot, comme l'existence de virus informatiques alimente celle de pseudo-virus informatiques. S'il est placé dans des conditions difficiles, le sujet perd la mesure qui lui permettrait de relativiser les anomalies de son environnement et les garde-fous sautent. La paranoïa sociale recyclerait donc les frustrations et les ressentiments intimes du sujet.

Comment expliquer maintenant la sélection des thèmes qui vont centraliser les ressentiments complotistes chez un sujet « prédisposé à la paranoïa » ? Les thèses complotistes se concentreraient sur la croyance préalable de l'existence en l'homme de dispositions primales, obscures et puissantes. Ces dispositions, dénommées aussi « *dark pattern* », désignent les forces agissantes qui seraient le moteur des actions humaines, plus particulièrement, la compétition brutale et le sexe. Ces tendances sont associées couramment à la violence de la nature et aux forces du mal. Il s'agit en quelque sorte du fonds inconscient de forces primitives incontrôlables ; celles-là mêmes qui seraient à l'œuvre dans l'exemple de la dénonciation des pratiques du complot pédo-sataniste, si régulièrement recyclé. Le caractère intime et violent du foyer de souffrance expliquerait que cette 'paranoïa sociale' use d'une rhétorique et d'un registre sémantique propres : usage de mots exprimant un rejet viscéral, imagés, excessifs, empruntant au domaine de la crise : les antivax sont des « monstres » ; la crise climatique devient un « crime » climatique ; on parle des preuves « *incriminantes* » de l'origine anthropique du

¹²⁴ Raymond Boudon, *Raison, bonnes raisons*. Paris, Puf, 2003

¹²⁵ Jean Furtos, Edito, Revue *Rhizome*, n°39, orspere-samdarra.com/rhizome/rhizome-n39-contribution-a-la-notion-de-paranoia-sociale-juillet-2010/

¹²⁶ C. Nèmeau, Comprendre le complotisme. Hétérogénéité des formes idéales-typiques de l'expérience complotiste, 2024, *Déviante et Société*, 48, 3, 365-395

changement climatique ; les publics menacés deviennent des « *prisonniers de l'injustice climatique* » ; les événements météorologiques ont une intention « meurtrière »...

Sa paranoïa latente pousserait le sujet à donner un visage à l'ennemi indistinct, à individualiser l'adversaire en caractérisant ce qu'il a spécifique pour le dénoncer, tout en se contentant de stéréotypes (le franc-maçon anticlérical, le banquier juif, le migrant musulman aujourd'hui). Les explications complotistes accusent des individus ou des groupes précis, mais sur la base de motivations qui leur seraient génériques. Au lieu de dénoncer le responsable ultime (par exemple, la mécanique systémique des enjeux de pouvoir), elles condamnent des personnes, en négligeant les forces socio-politiques qui pèsent aussi sur elles, au même titre que sur l'ensemble des autres protagonistes.

Lorsqu'il est utilisé pour caractériser les dérives d'un individu en particulier, le modèle de la *paranoïa sociale* énoncé ci-dessus me paraît donc pécher une fois encore par sa radicalité et ses pétitions de principe. Ne sommes-nous pas tous à un degré ou à un autre en butte aux mêmes mécanismes de doute et de rejet ? N'éprouvons-nous pas tous une difficulté, somme toute assez naturelle, de conduire logiquement nos raisonnements, de faire la part de ce qui relève de nos fantasmes, en un mot de résoudre de façon claire le travail dialectique de résolution de nos conflits internes ? Ne tombe-t-on pas facilement dans la croyance en l'extrême puissance de ses ennemis, lorsqu'on se sent davantage un « vaincu de la vie », en situation de relégation sociale, en privation de ses droits que son voisin ? Lorsqu'on est en butte à un cas d'injustice, on peut comprendre aussi qu'on accuse l'ennemi de détournement abusif des lois communes pour servir ses intérêts. Qu'en conclure ? La dénonciation complotiste serait-elle *in fine* le simple signe d'une perte de repères dans le réel ; une enflure démesurée de l'*imago primitif* ; exprime-t-elle un ressentiment qui se trompe simplement de cible ?

5-3 L'irruption d'une psyché collective ?

L'explication par la *paranoïa sociale*, envisagée cette fois dans une dimension collective, mérite en revanche davantage l'intérêt. En anthropologie, on sait en effet que les sociétés traditionnelles utilisent explicitement le modèle projectif, qui permet l'instauration de rituels collectifs visant à laisser au-dehors ce qui doit l'être ou à exorciser collectivement un mal interne repris à son compte par le groupe. Pourrait-on alors analyser les phénomènes de suspicion et de dénonciation exacerbés dans le complotisme comme des phénomènes projectifs de groupe, exprimant des traits de la psyché collective que la modernité aurait échoués à canaliser ? « *On croyait que la modernité, basée sur le primat de la raison, aurait intégré le mal et la mort à l'intérieur du sujet moderne, éradiquant la guerre et privant la pensée projective de sa légitimité. Mais la notion de paranoïa sociale vient contester cette intégration. Dans un monde de toute façon globalisé, les processus projectifs se déploient normalement, structurellement, comme une donnée de base de toute psyché collective.* »¹²⁷

Faut-il voir dans le modèle projectif propre à la paranoïa sociale un retour régressif vers un modèle social plus primitif de résolution de conflit ? Mais quelle compensation trouver à d'insupportables déséquilibres, à qui « s'en prendre », lorsque la modernité a démultiplié les corps sociaux pulvérisés à l'échelle de la société mondialisée ? « *Dans ces conditions, le clivage entre le bon et le mauvais, l'ami et l'ennemi, se renforce et transforme les modalités de l'action politique : la projection au-dehors tend à se fixer, à se rigidifier, à s'intensifier, avec la multiplication diffuse du dangereux.* »¹²⁸

¹²⁷ Jean Furtos, Édito, Revue *Rhizome*, n°39, orspere-samdarra.com/rhizome/rhizome-n39-contribution-a-la-notion-de-paranoia-sociale-juillet-2010/

¹²⁸ Idem

La dimension collective des schémas projectifs pourrait alors expliquer la démesure et la violence verbale qui accompagnent la dénonciation d'un complot parmi certains groupes complotistes. Cette dernière reprend en fait des schèmes qui lui préexistent et la dépassent. Comment, sinon, comprendre le recours à une théorie du « mal absolu » dont la disproportion avec les faits invoqués est frappante ? De ce fonds collectif diffus relèvent sans doute les croyances radicales en des puissances occultes, des confréries mystérieuses, des entités millénaires dont le pouvoir défierait le temps et l'histoire, toutes animées des mêmes volontés maléfiques, hors de toute mesure humaine (Satan, les Reptiliens humanoïdes...) ? « *La « diabolisation » de l'adversaire et de ses idées, la création d'un adversaire diabolique faisant le mal pour le mal et qu'il importe d'anéantir, sont des phénomènes de longue durée qui sont en progrès de nos jours ... Ce n'est en effet pas par hasard que les mots de diabolisation/démonisation sont passés dans le vocabulaire des médias récemment – et dans la bouche de tout le monde.* »¹²⁹ Déjà, sous la Troisième République anticléricale, la « Croisade » contre les francs-maçons dénonçait « leur complot scélérat et tout puissant ». Mgr Fava, spécialiste de la question, révèle « *une société vaste comme l'Univers dont les membres nombreux à l'infini occupent tous les rangs de la société, [...] une association dont la tête se cache comme celle du serpent tandis que ses longs anneaux se déroulent au loin à tous les yeux ; [...] par la conscience du mal qu'elle fait et qu'elle veut faire encore et toujours, cette association est visiblement marquée du signe de la haine.* »

5-3 L'ennemi comme forme déviée d'objet transitionnel ?

Un complément de réponse pourrait-il se trouver dans *l'analyse phénoménologique de la haine* présentée par Jacob Rogozinski. Il la convoque pour tenter d'expliquer pourquoi on assiste à l'augmentation d'hostilités radicales dans des sociétés polarisées, où règnent le complotisme et « l'ennemi caché ». Avec l'installation des démocraties, on aurait pu imaginer que la « fin de l'histoire » s'accompagnerait de celle de la haine. Thèse intéressante, car elle éclaire le mécanisme interne de la projection à l'œuvre dans le complotisme, dont on vient de parler.

Le complot, pour lui, est un « schème ». La dénonciation complotiste met en œuvre le schème du *diabolos* (double, duel) ; celui-ci fait office de transposition du « restant » insoutenable¹³⁰ que l'on rejette de soi. Il reprend ici le schème qui avait été mis en évidence par la psychanalyste Mélanie Klein, analysant la projection effectuée par l'enfant au sein, devenant pour lui support « du bon et du mauvais objet ».

Quand le sujet veut expulser ce « restant » intrusif et hostile qui le menace, il met en place un mécanisme de haine. Le restant défiguré se réincarne comme « autre » ; l'objet projeté de la haine se déplace sur *l'autre*. Pour le philosophe, qui a travaillé notamment sur les complots en sorcellerie et sur le djihadisme, les complots trouvent leur carburant dans la polarité de la figure du *diable*, ce mal irrémédiablement mauvais que l'on refuse de ressentir en soi. Initialement, le *diabolos* est neutre. Mais dans la société civile, d'innombrables figures diabolisées viennent endosser le costume de

¹²⁹ Marc Angenot, op. cit.

¹³⁰ Pour le psychisme, au sein même de la chair, le « restant » serait cet élément étranger, qui fait obstacle à la fusion de la chair avec elle-même ; surgit alors dans l'Ego la conscience de cet *Étranger intime*, soi non-reconnu, endossant la hantise du « restant », ou chiasme, chargé de la polarité amour/haine. « *Il faut donc s'attendre à retrouver la même hantise sur le plan de la communauté, et ces mêmes drames, ces mêmes crises qui scandent la vie de ma chair* ». On trouvera une approche détaillée de ce concept phénoménologique dans l'article de Jacob Rogozinski intitulé *Le chiasme et le restant, la « phénoménologie française » au contact de l'intouchable* », Revue Rue Descartes 2002/1 N°35, Pages 125 à 144

« l'Ennemi absolu » : ennemis cachés, maîtres du monde, monstres inhumains, conspirateurs malfaisants... Les complots se nourrissent toujours de la logique de la haine et de la mort. Autour du chef et des valeurs que le groupe se reconnaît se constitue le pôle « amour » ; autour de l'ennemi et de son groupe se cristallise le pôle « haine ». Ces positions sont sans nuance ; à la différence de la figure primaire du dualisme manichéen ou de la gnose dualiste, principe originaire dont les faces bien/mal étaient intriquées et se sublimaient (subsumaient) dans l'entité suprême, on constate, dans ce modèle dégradé du double, une pétrification, une rigidité conduisant les opposés à s'exclure radicalement. Elle aboutit à une analyse englobante, mais figée et sans nuance, déniait à l'autre tout droit de penser autrement que soi-même et d'exercer son doute propre et son libre arbitre.

6- La prolifération des « théories de complot » sert-elle un dessein particulier et, si oui, à qui profite-t-elle ?

Pourquoi assiste-t-on à la radicalisation de la dénonciation des « théories complotistes » dans le champ médiatique ? L'usage de la « théorie de complot » s'est répandu de manière asymptotique ces derniers temps ; il nous pousse à rechercher ce que signale ce phénomène. De nouveau, je ne défends pas les thèses complotistes qui fleurissent ici ou là ; j'essaie de décrire le spectre des événements socio-politiques qui les accompagnent et cherche à dégager le sens de la stigmatisation qu'on leur réserve, lorsqu'elle remplace une analyse critique digne de ce nom. Tout signe suggérant une tentative de déconstruction de la capacité critique doit nous alarmer.

6-1 Saturation et brouillage

Saturation et brouillage pourraient être les maîtres mots de la stratégie employée dans la dénonciation orchestrée des théorisations de complot. Le complotisme est désormais dénoncé comme un « *problème social majeur* » dans une large partie du monde occidental. Le mot complot a perdu sa vocation originelle de dénonciation, on l'a dit, pour ne plus désigner que... ceux qui voient des complots partout ! Le terme étant clairement connoté négativement (l'injure est digne du registre utilisé par le Capitaine Haddock), comment décrire et interpréter cette surmédiatisation ? Pour la comprendre, il est notable que, parallèlement, on fait état de moins de dénonciation de complots : les termes de « complot » et « *conspiracy* » (la dénonciation d'une conspiration) ont eu tendance à s'effacer du champ médiatique.

De nombreux ouvrages sont parus sur la question, tandis que des sondages publics étaient réalisés à dates régulières et leurs résultats montés en épingle dans les médias. Rappelons ainsi ce sondage qui faisait état de 8/10 de français ajoutant foi aux théories complotistes, en agrégeant toutes les théories entre elles, des plus farfelues aux plus crédibles ! Il n'en fallait pas moins pour dénoncer la « gravité » du problème social en train de flamber. L'effet de rejet répulsif dans la majorité de l'opinion publique est immédiat. Comment réagir à ce genre d'analyse, sinon en se disant qu'on est soi-même sain d'esprit et qu'on ne veut pas faire partie des imbéciles sombrant dans de telles aberrations ? Mais en communiquant à outrance sur les théories complotistes, en leur laissant occuper la bande passante médiatique, on crée du « bruit » parasite, ce qui empêche d'entendre les messages significatifs lancés par d'autres émetteurs. La confusion s'installe et, dans l'excès cacophonique, on jette le beau bébé de la critique avec l'eau sale du bain ! N'est-ce pas un procédé dilatoire pour discréditer toute critique ou toute opposition ?

6-2 Stigmatisation et disqualification

En même temps que s'est effectué le glissement sémantique entre dénonciation de complot et dénonciation de théorie complotiste, s'est accrue la stigmatisation publique de ceux qui critiquent et doutent. « *Après « réforme », « moderne » et « logiciel » (« en changer »), « complotisme » est en train de devenir le nouvel indice du crétin, le marqueur qui situe immanquablement son homme.*¹³¹ »

La stigmatisation a beau jeu de mettre en avant les tics, les failles de raisonnement, les faiblesses méthodologiques des « complotistes », en un mot la pathologie de leurs obsessions, afin de les désavouer. Certes, parmi le fatras des arguments « complotistes », la majorité ne résiste pas à l'analyse. L'enflure et l'obsession de certaines thèses prêtent à sourire. Lorsque la dénonciation perd toute logique et verse dans la virulence, elle traduit l'impuissance rageuse des dominés et réclame d'abord de la compassion. On comprend qu'un mal-être en est la source, exacerbé et fondu dans le malaise social ambiant et qu'il cherche à être canalisé par la dénonciation d'un complot.

Si ces outrances méritent d'être dénoncées, faut-il pour autant occulter tous les faits que les accusations complotistes soulèvent, même s'ils pointent des problématiques qui ne sont pas dénuées de fondement ? Lorsque l'instrumentalisation surnoise du terme de *paranoïa sociale* sert des fins politiques, comme on l'a vu, elle doit nous alerter car elle accroît le risque de « *rendre confuse la limite entre de réels persécuteurs (à combattre) et le délire de persécution (à traiter)* ».

« *Quand on regarde l'histoire, tous les discours complotistes sont là pour servir le pouvoir* »¹³². Comment comprendre l'affirmation de cet historien ? Pour ma part, il évoque d'abord l'usage de théories complotistes instrumentalisées par le gouvernement en 2018 pour décrédibiliser le mouvement des Gilets jaunes, le premier à ébranler sérieusement l'État français dans la période récente. Que n'a-t-on pas dit sur leurs origines petites-bourgeoises déclassées ayant viré au populisme, sur leurs dissensions internes, sur le fait qu'ils n'avaient rien compris à la cause écologiste, sur leur repli sur soi et leur l'égoïsme, sur l'indigence mentale de la logique du « rond-point » (qui tourne en rond, comme chacun sait), sur la courte vision de l'économie quand elle est observée depuis les territoires, etc. De nombreux sondages ont été diligentés pour élucider l'origine des révoltes, comme si elles émergeaient sans raison de nulle part, et montrer leur incohérence. Ces sondages et leurs commentaires ont souligné l'hétérogénéité des causes de colère parmi les manifestants – autant dire leur inconsistance politique – et, mieux encore, ont permis de les délégitimer en pointant leurs insuffisances. Insuffisance de maturité politique, en tout cas, puisqu'on leur a reproché d'être instrumentalisés par des partis extrêmes sans même s'en apercevoir... On ne s'étonnera donc pas qu'un sondage de l'IFOP ait conclu que « *la part des personnes adhérant fortement à des théories du complot s'élève à 40 % chez les « gilets jaunes », contre 21 % dans l'ensemble de la population française - (L'ACTU n° 5829).* » CQFD. Quoi de mieux pour noyer l'élan critique sous le ridicule ?

Disqualifier pour mieux dominer Dans une société normative, les personnes qui critiquent les points de vue majoritaires encourent une mise à l'écart et se voient stigmatisées. Que vise la stigmatisation ? En principe étiqueter, stéréotyper, séparer, discriminer. Mais, lorsque l'étiquetage se radicalise, en le délégitimant et en lui déniait toute valeur, il vise à détruire totalement l'adversaire. L'excès de dénigrement devient inquisitorial, au même titre que le fut l'ancienne mise à l'Index des théories « déviantes » par la papauté. Elle permet dans un second temps de resserrer le corps social autour du rejet du groupe adverse, décrit comme une menace.

¹³¹ Frédéric Lordon, *Vous avez dit « complot » ?*, Le Monde diplomatique, 2015

¹³² Johann Chapoutot, Entretien, Revue Socialter, février-mars 2025, p22-27

Érigé en outil de disqualification, l'accusation de « complotiste » pollue à son tour désormais certains scientifiques qui se mêlent de comprendre les controverses complotistes. Deux exemples démontreront le mécanisme de stigmatisation employé. Le premier est rapporté par David Morin¹³³ : Un essai de William Audureau (journaliste au journal *Le Monde*), intitulé *Dans la tête des complotistes*, transporte les lecteurs « dans la vie de complotistes » pendant la pandémie de COVID. Son enquête montrerait que « *les complotistes proviennent de milieux divers : de la droite identitaire, des mouvements antigouvernementaux et même de l'alter science* »¹³⁴. Ces appartenances suspectes, n'est-il pas, campent un tableau dépréciatif, quoique confus. Il se précise lorsqu'on note que la dernière référence à l'alter science pointe les scientifiques dont on soutient par ailleurs qu'ils « *se distinguent par leurs idées réactionnaires, leurs affinités fascistes et l'appartenance à de petits groupes décadents* »... La dénonciation politique n'est même plus voilée ! Après avoir vanté l'enquête de W. Audureau, David Morin décrit par ailleurs le contexte canadien : « *Les recherches montrent que de 6 % à 9 % de la population adhère de façon importante aux théories du complot. C'est minoritaire, mais ce n'est pas marginal* »... « *Pendant la pandémie, un écosystème réactionnaire de droite a su capitaliser sur ces frustrations pour promouvoir ses idées.* »... [Les complotistes] se situent souvent aux extrêmes du spectre politique, parmi ceux qui ne prennent jamais vraiment le pouvoir et qui peuvent en être frustrés. » Comme on le voit, ce genre de critique cible large, puisqu'on ne dit pas s'il est pire d'appartenir à l'extrémisme de droite ou à celui de gauche !

La stigmatisation des chercheurs est particulièrement détestable lorsqu'elle s'attaque à leur compétence scientifique et cherche à délégitimer leur statut. Je cite ici la défense écrite¹³⁵ par Geneviève Massard-Guilbaud, directrice d'études à l'EHESS, car j'ai partagé son indignation : « *La tribune, publiée dans ces colonnes le 19 août dernier, rédigée par huit collègues sociologues dont quatre appartiennent à la même institution que moi, m'a paru particulièrement choquante. Dans cette tribune, les signataires s'attaquent avec virulence à un directeur de recherches au CNRS... Chacun a pu remarquer comment, ces derniers temps, l'argument du complotisme est devenu la panacée pour déconsidérer ceux qui professent une opinion différente de celle de la majorité (à tous les sens du terme). Tout désaccord devient ainsi un complotisme, comme si la connaissance n'avait jamais avancé autrement que par discussion critique et controverses.* »

6-3 La théorisation du complotisme, une arme aux mains du pouvoir politique ?

Si le complot est l'arme politique du faible, la théorisation du complotisme, dans l'objectif de le stigmatiser, ne joue-t-elle pas à son tour le rôle d'arme politique pour le pouvoir en place ? En opérant une récupération politique des peurs sociales diffuses et leur détournement, le complotisme serait devenu une arme redoutable dans la guerre que se livrent les adversaires politiques. Si l'on adopte cet angle d'attaque, l'accusation de complotisme deviendrait un outil aux mains des groupes « dominants », jouant de leur position officielle pour adouber ou disqualifier les opinions des

¹³³ Pr David Morin (Université de Sherbrooke), Co-Dir.titulaire de la Chaire UNESCO–PREV, Prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents

¹³⁴ Voir *Alter science : Postures, dogmes, idéologies*, Alexandre Moatti, Ed. Odile Jacob. D'après l'auteur, les membres de cette dernière 'confrérie' auraient pour points communs : « *dogmatisme, enflure théorique, agressivité et parfois même paranoïa évidente. Il devient évident que dans la plupart des cas présentés, la science n'est qu'un instrument au service d'une religion, d'une idéologie politique dangereuse ou d'un égocentrisme hors du commun.* » A. Moatti souligne enfin la continuité de posture existant entre eux et une certaine « ultragauche contemporaine ».

¹³⁵ Il s'agit d'une réponse à une tribune elle-même intitulée « *Vaccination contre le Covid-19 : La sociologie ne consiste pas à manipuler des données pour étayer une position idéologique* » qui est parue dans le journal *Le Monde* du 19 août 2021. La tribune mettait en cause le professionnalisme du sociologue Laurent Mucchielli.

groupes adverses. Comme la philosophe Judith Butler le souligne : « *Le langage n'est pas neutre. Il est imprégné de pouvoir et de préjugés, et il sert à maintenir et à reproduire des systèmes d'oppression.* »¹³⁶

La théorisation du complotisme repose sur un corpus idéologique et sur un registre lexical éprouvé. Le discours du dominant pratique un resserrement autour de son cœur de valeurs, jugées les seules valides et les seules à pouvoir s'exprimer. Lorsque le discours dominant empêche les opinions alternatives de s'exprimer, on parle de *doxa*. « *En histoire, la notion de doxa a été étudiée et mise à distance par l'historien Pierre Laborie, dont les travaux sur l'opinion publique nous rendent attentifs à la nécessité de déconstruire les catégories réifiées qui sont induites par son usage* »¹³⁷. Comme l'écrivait Pierre Bourdieu : « *La doxa est un point de vue particulier, le point de vue des dominants, qui se présente et s'impose comme point de vue universel ; le point de vue de ceux qui dominent en dominant l'État et qui ont constitué leur point de vue en point de vue universel en faisant l'État.* »¹³⁸ Ces propos font écho à la phrase prêtée à Edgar Morin : « *Toute contestation d'une affirmation officielle ou d'une croyance largement répandue est désormais considérée comme complotiste.* »

Peut-on proposer (et soupeser) l'idée que la dénonciation répétée de la « théorisation de complot » serait le reflet en miroir du vertige où sombre la *paranoïa sociale*, en tombant à son tour dans l'excès ? Violence contre violence.

Deux illustrations : pendant l'épisode de la COVID-19, en contre-point à « *l'épidémie de théories de complot* », une coercition s'est exercée contre l'émission d'avis divergents de la *doxa* médicale en place, dont la virulence a frappé nombre d'analystes impartiaux. En polarisant sa critique sur tous les « déviants », dont certains présentent évidemment des arguments irrecevables par simple bon sens, elle a englobé toutes les critiques dans le même sac. En usant d'attaques nominales, en portant le discrédit sur leurs années de pratique professionnelle, la stigmatisation a cherché à imposer le silence à des scientifiques de renom international qui s'efforçaient de formuler leurs analyses. C'est insultant pour eux, mais plus grave encore pour la société, puisqu'un débat impartial sur le fond du sujet a été empêché. Ce tour de passe-passe a servi à museler tout débat scientifique digne de ce nom sur quelques décisions sanitaires qui l'auraient nécessité, situation préjudiciable à l'avancée de la science.

Deuxièmement, rappelons la violence mise en œuvre dans l'application des mesures de confinement, justifiées par « l'état d'urgence » sanitaire. Les normes sécuritaires ont été soutenues à grand renfort d'escadrons de gendarmerie, comme s'il s'agissait de déjouer les risques d'attentats jusque dans des recoins reculés de campagne (où je résidais alors moi-même). Face à ce vertige sécuritaire, comment ne pas penser aux travaux de Michel Foucault sur les abus du système carcéral ? L'enfermement est une recette éprouvée contre la contamination, tous les lépreux vous le diront. Le confinement forcé, mesure sociale d'une extrême violence, appelle un bref commentaire sur le double rôle joué par la *doxa* qui l'a accompagné : la situation est terrible mais on détient LA solution. Elle était chargée, d'une part, de justifier l'ampleur de la mesure, à grand renfort de messages assenés en continu sur les chaînes, tissant un maillage de peur et de méfiance réciproque autour des citoyens. D'autre part, elle visait à rassembler ces derniers autour des mêmes messages et de renforcer l'effet positif de la consonance cognitive dans le public (sentiment rassurant et apaisant d'une *lecture partagée* des

¹³⁶ *Le pouvoir des mots, la politique du performatif, Excitable Speech, Routledge, 1997, trad. Charlotte Nordmann, Paris, éditions Amsterdam*

¹³⁷ Charles Heimberg, Université de Genève

¹³⁸ Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p. 129.

événements). Du coup, toute opposition à la *doxa* ambiante était dangereuse et se devait d'être contenue. La dénonciation d'un impalpable, mais dangereux « complot » contre la parole du gouvernement, arc-bouté sur les messages ultra-sécuritaires (qui rassuraient son électorat ?) s'y est employée ; elle a instrumentalisé quelques opposants très en vue... et a aussi sombré dans le ridicule en allant jusqu'à fustiger toute personne osant circuler sans suivre les flèches dûment inscrites sur le sol des magasins ! Une vague anti-complotiste orchestrée par le ministère de l'Intérieur et celui de la Santé s'est élevée à l'encontre des « antivax », pointés du doigt comme des citoyens égoïstes et dangereux¹³⁹. Suprême paradoxe, le *mal* à enrayer n'était-il pas le lien d'affection poussant les familles à inviter Papy et Mamy pour Noël¹⁴⁰. Ah ! *doxa*, quand tu nous tiens...

Le philosophe Giorgio Agamben a écrit des pages très instructives, quoique provocatrices, sur le sujet de la normalisation institutionnelle : qu'est-ce que la norme dans un état de droit et qu'est-ce qui justifie « l'exception » ? Lors de la pandémie, le philosophe italien a critiqué la mise en place de mesures sécuritaires "hors norme" : en élaborant d'instructives réflexions sur les concepts de *vie nue/vie qualifiée*, il a souligné l'injustice ou l'absence d'équité dans le tri des patients jugés prioritaires (jeunes/vieux ; selon les facteurs de risques associés) et leur caractère paradoxal, car elles ont abouti à « *suspendre la vie pour la préserver* »... quel qu'en soit le coût. Les dégâts post-traumatiques collatéraux (psychologiques, familiaux et professionnels) induits par le confinement ont été, en effet, colossaux ; ils continuent de mobiliser de nombreux soignants. Retenons de ses travaux qu'il est indispensable de questionner les formes mortifères auxquelles l'exercice du pouvoir peut conduire. Il convient alors de donner sa juste place à la résistance contre un système institutionnel qui tombe dans l'abus.

Une arme peut-être, mais une arme pourquoi ? À quelles motivations répondent les théorisations de complot orchestrées par le pouvoir ? Listons quelques-unes d'entre elles, sans prétendre épuiser le sujet :

1) À tout seigneur, tout honneur, commençons par une motivation louable : les émetteurs d'accusation de 'théories complotistes' ont été les services ministériels en place à l'époque de faits qui ont secoué l'opinion publique. La communication de crise s'est mise en place, avec ses outils bien huilés¹⁴¹. La dénonciation puis l'éradication des « théories du complot » offriraient un moyen pour résoudre les maux et les fractures de la société. Dans ce cas, les théories complotistes à combattre sont présentées comme l'illustration d'une regrettable perte de repères et du non-respect des règles établies. L'objectif annoncé est de freiner les désordres et/ou à enrayer le processus de fragmentation sociale. On peut ici se reporter à l'usage récurrent de ces termes lors des suites des attentats de Paris en 2015.¹⁴²

¹³⁹ Souvenons-nous des slogans projetés sur les chaînes télévisées par les ministères pour contrer l'hésitation vaccinale qui était stigmatisée comme une « pathologie sociale contagieuse ». Une chaire de recherche a ainsi été créée à ULaval Recherches au Québec pour « *étudier ses causes et freiner sa propagation* ».

¹⁴⁰ Je pense ici aux clips diffusés lors de l'épidémie : « Sauvez des vies, restez chez vous » ! Ceux des fêtes de fin d'année ont atteint des sommets de duplicité manipulatoire en suggérant que les enfants et petits-enfants ne devaient pas côtoyer leurs proches âgés, « pour leur bien ».

¹⁴¹ Peut-être grâce aux conseils avisés d'agences de communication publiques et autres cabinets de crise qui maîtrisent parfaitement le sujet et « murmurent à l'oreille » des élus...

¹⁴² On a en effet assisté à une vague de publications sur les « théories du complot » par les pouvoirs publics. L'intention n'est pas critiquable mais attestait une volonté manifeste d'orienter l'opinion sur certains groupes « déviants », des jeunes, des iconoclastes qu'il convient de faire rentrer dans le rang. M^{me} Vallaud-Belkacem évoque les « théories du complot » qui « *sont en train de miner une partie de notre jeunesse* ». « *C'est-à-dire la remise en cause des institutions de la République, de la crédibilité à la fois des hommes politiques, mais aussi des*

2) La dénonciation puis l'éradication des « théories du complot » offriraient un moyen pour résoudre les maux et les fractures internes au pouvoir étatique lui-même. Le thème 'complotiste' est instrumentalisé par des partis qui s'opposent entre eux à la tête de l'état, comme le signale aux USA l'exemple de la fièvre « complotiste » autour de *l'État profond* venue troubler la vie publique américaine. On parle désormais « d'État profond » pour désigner ceux qui tireraient ainsi en sous-main les ficelles du pouvoir. L'expression (d'origine turque ?) aurait essaimé par la suite pour désigner tout type de réseaux occultes. Il est utilisé pour stigmatiser le corps diplomatique d'un état ou ses adversaires hauts placés, qui entraveraient les volontés du chef de l'État. [Ce pouvoir de l'ombre procéderait de]... « *l'évolution bien connue des moyens d'action des États vers l'externalisation, par le recours à des sociétés privées, des intermédiaires, des trafiquants, des mercenaires, permettant fondamentalement d'échapper aux contraintes publiques de justification de l'action, que ce soit devant un parlement, un organisme international ou sur la scène diplomatique, voire d'échapper aux contraintes légales... Il est dans les usages de l'État profond que des gages politiques de la poursuite des transactions soient donnés physiquement par des tiers, proches, mais tiers... [Des personnalités aux carrières exceptionnelles] esquissent ainsi la radiographie d'un milieu restreint qui combine au plus niveau l'expérience de l'État profond et celle de l'éminence politique.* »¹⁴³ Reste à préciser de quel genre de transactions il s'agit. L'article ci-dessus désigne les proches de présidents successifs des USA ayant œuvré à défendre leurs intérêts financiers propres dans le domaine du pétrole et du narcotrafic. Il est patent que tout, dans ce domaine, incite à crier soit au complot soit au complotisme... Alors, vérité ou conspirationnisme ? « *L'État profond* » aux États-Unis n'est pas une institution formelle, ni une équipe secrète, mais plutôt un cercle de contacts de haut niveau, souvent personnels, où le pouvoir politique est susceptible d'être dirigé par des gens très riches... [Dans le] « *supra monde* », la plupart se connaît un minimum sans nécessairement avoir les mêmes intérêts. Le résultat de leur influence est ce que j'appelle la « *politique profonde* », c'est-à-dire « *l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement refoulées dans le discours public plus qu'elles ne sont admises.* »¹⁴⁴ Mais d'autres fustigent cette interprétation : « *La naïveté de la théorie conspirationniste de l'État profond est de supposer, par une lecture monocausale, que ces contre-pouvoirs vont tous dans le même sens, qu'ils se concertent. C'est le biais d'intentionnalité : attribuer quelque chose à des groupes non constitués.* »¹⁴⁵ Quant à Hubert Védrine, il déclare en positivant le concept que « *la grande force de l'État profond* [au sens de ses grands corps bureaucratiques], *c'est l'inertie, pas le complot* » ! Finalement, la croyance que les valeurs républicaines régies par la Constitution sont suffisantes pour bloquer effectivement l'ingérence d'un petit groupe dans les décisions politiques ne départage-t-elle pas les points de vue ? Pour les uns, le rempart est assuré, pour d'autres, il ne l'est pas.

médias ». Le phénomène serait d'autant plus inquiétant « *qu'un jeune sur cinq adhère aux théories du complot* »... De son côté, M^{me} Pellerin, ministre de la Culture, appelle à effectuer une démarche pédagogique auprès des jeunes face aux « *théories conspirationnistes qui sont des ferments de haine et de désintégration de la société* »... Le président de la République, François Hollande, mentionne à son tour les « théories du complot » qui, entretenues par l'antisémitisme, « *se diffusent sans limites* » sur Internet et les réseaux sociaux... Cette séquence politique s'accompagne de certaines initiatives, comme la publication par la Fondation Jean-Jaurès d'un « état des lieux » du conspirationnisme ou les *Entretiens* du Service d'information du gouvernement, pour « *déconstruire le conspirationnisme* », ainsi que d'un très grand nombre d'articles, émissions et reportages venant illustrer ces discours institutionnels. D'après Emmanuel Kreis, op. cit.

¹⁴³ Hervé Sciardet, États-Unis : Les sommets de l'État profond, *Revue Mouvements* 2003/1 n°25, p 99 à 102, Ed. La Découverte

¹⁴⁴ Peter Dale Scott, *Magazine Diplomatie*

¹⁴⁵ Gérald Bronner, *L'Opinion*, 22 juillet 2020

3) Servir la puissance de tout système établi défendant ses intérêts

Les émetteurs de dénonciations de « théories complotistes » sont aussi de puissants lobbies et groupes défendant des intérêts capitalistes ou des consortiums puissants. On a déjà cité de nombreuses affaires où ils ont été impliqués par le passé.

Avec la « théorie du complot climatique » aux USA (voir *supra*), on assiste à l'expression d'un jeu fort trouble, né d'une collusion complexe d'intérêts mêlés (d'industriels, politiques, militants agressifs promouvant le pouvoir suprématiste blanc, en particulier se réclamant de Qanon). Ce sont donc des manœuvres dilatoires qui s'éloignent du sujet originel, le climat, avec l'objectif premier de maintenir le système extractiviste, industriel et capitaliste qui leur a servi de tremplin jusqu'ici. Des exemples similaires de collusion se rencontrent en Amérique latine : l'ancien militaire et président Jair Bolsonaro, l'armée, les grands propriétaires terriens et les secteurs économiques gravitant autour de l'industrie agro-alimentaire ont protégé les mécanismes législatifs édictés au service des grandes exploitations. Celles-ci ont accéléré la déforestation, l'érosion des sols, la pollution, la paupérisation des secteurs agricoles traditionnels et, au passage, l'éradication des communautés autochtones au Brésil. L'ampleur des nuisances est colossale, même si le Brésil caracole aujourd'hui dans le peloton de tête des BRICS.

Dans ces deux cas, le maintien du pouvoir en place est en lien étroit avec le système bancaire mondialisé. Pour autant, est-il possible de parler de « complot financier », alors que de si nombreux acteurs transnationaux y participent ? Nul n'ignore qu'un étroit maillage financier enserré désormais la planète. Reste-t-il un espace échappant encore à l'emprise de la finance mondialisée ? Vu du ciel, le flot de bits informatiques transmettant les milliards d'ordres de transactions passés à la minute serait phénoménal (et étouffant) s'il était visible. Ce maillage systémique est solidement entretenu par les banques privées et d'affaires, les banques d'investissement, fonds de pension, et les nombreuses institutions financières qui gravitent autour d'elles (y compris celles qui sont chargées de la surveillance et de la régulation), ce qui signifie les millions de personnes travaillant dans ce seul secteur de par le monde. Sans oublier le rôle des mafias qui prolifèrent sur tous les marchés rentables. La plupart des États participent (contraints/librement ?) à ces ententes secrètes : nombre « d'États voyous » sont compromis dans le renflouement régulier des grandes banques corrompues qui risqueraient, sinon, de les entraîner dans leur sillage.

Le système capitaliste n'échappe pas à la règle commune : l'homéostasie¹⁴⁶ du capitalisme le pousse à conserver ses caractéristiques de base et sa logique de fond, en dépit des turbulences externes et internes qu'il provoque. Autrement dit, ce sont les processus par lesquels le capitalisme s'est édifié puis renforcé qu'il continue à utiliser pour se stabiliser.

- Le système est devenu ultra-complexe ; il se maintient grâce à d'innombrables projets, processus, intérêts, automatismes, habitudes et impulsions que chaque acteur a intérêt à voir aboutir à son modeste niveau - mais aussi grâce à des blocages, inerties, entretenus, eux aussi, par ses acteurs chaque jour.

- Doté d'une puissance de « faiseur de normes » dans l'opinion, le système peut susciter les clivages entre acteurs sociaux, délimitant lesquels sont « bons » et lesquels « mauvais » et entretenir ces clivages, dans l'objectif de diviser pour régner.

- Les processus de préservation du pouvoir en place usent de plusieurs armes : l'usage des récits de diversion en fit partie. Les fantasmes conspirationnistes sont une sous-catégorie des récits

¹⁴⁶ La tendance à l'homéostasie de tout système tend à faire perdurer ce qui peut consolider son équilibre et sa préservation.

de diversion ; tout comme l'usage des *fake news*¹⁴⁷ qui est en hausse constante. Parmi les stratégies de 'guerre de position', la légitimation de ce qu'est la *norme* tient une place à ne pas négliger. L'énonciation réitérée de ce qu'il est licite ou illicite de penser sur les canaux médiatiques délimite le territoire à l'intérieur duquel les sujets d'un État sont priés de se tenir ; ce sont des frontières invisibles, mais puissantes.

L'orchestration du contrôle de la pensée a fait ses preuves. L'ouvrage *Propaganda*¹⁴⁸ passe, à juste titre, pour le livre fondateur d'une nouvelle forme d'« ingénierie sociale ». Il a été rédigé en 1928 par Edward Bernays, spécialiste des relations publiques. Sa préface française écrite par Normand Baillargeon s'intitule *Edward Bernays et l'invention du "gouvernement invisible"*. Elle s'ouvre sur une citation de Noam Chomsky disant : « *La propagande est à la démocratie ce que la violence est à un État totalitaire.* »¹⁴⁹ Le premier chapitre s'intitule de manière explicite : « *Organiser le chaos* ». Le ton est donné dès l'abord, avec le rappel de la percutante remarque d'Alex Carey, suggérant que « *trois phénomènes d'une considérable importance politique ont défini le XXe siècle* ». Le premier est « *la progression de la démocratie* », notamment par l'extension du droit de vote et le développement du syndicalisme ; le deuxième est « *l'augmentation du pouvoir des entreprises* » ; et le troisième est « *le déploiement massif de la propagande par les entreprises dans le but de maintenir leur pouvoir à l'abri de la démocratie* »¹⁵⁰. L'importance de Bernays tient précisément au fait qu'il a, de manière prépondérante et peut-être plus que quiconque, contribué à l'articulation et au déploiement de ce troisième phénomène. » Comme l'écrit E. Bernays, « *La manipulation consciente, intelligente, des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays... Aujourd'hui, à l'heure où j'écris cette page, la une du New York Times contient huit informations importantes. Quatre d'entre elles, soit la moitié, sont de la propagande. Le lecteur naïf pensera sans doute qu'elles portent sur des faits d'actualité, et pourtant il n'en est rien...* »

Voilà peut-être l'ultime explication de l'invraisemblable chaos médiatique entourant la chimère complotiste, protéiforme et résurgente : le jeu s'est-il retourné contre les acteurs politiques qui croyaient manipuler habilement les esprits ? L'État serait-il pris de vitesse, puis dépassé par les

¹⁴⁷ « *Tout le monde semble découvrir le phénomène des « fake news », alors que la désinformation, la manipulation ou la propagande sont vieilles comme l'espace public ! Tous les « décodeurs » de l'info vont très vite tomber sur le fait que les « fausses nouvelles » sont en fait des discours politiques construits et envoyés sur les réseaux sociaux pour alimenter le trolling et attaquer des adversaires politiques. D'ailleurs, pour ceux qui ne croient plus aux médias traditionnels, même le fact-checking sera suspect, car produit par ceux-là mêmes qui ont intérêt à cacher des choses... On est ici davantage dans ce qu'on pourrait appeler le « post-factuel » que dans la post-vérité.* »

¹⁴⁸ Edward Bernays, *Propaganda : Comment manipuler l'opinion en Démocratie*, traduction française, Zones / Éditions La Découverte, Paris, 2007.

¹⁴⁹ Noam Chomsky & Edward Herman, *La Fabrication du consentement*

¹⁵⁰ Les « coups montés » qui permettent aux entreprises de s'épanouir à l'abri de la démocratie sont de nature et d'ampleur diverses. Parmi ceux qui sont relatés par Bernays, certains sont restés célèbres : le lobbying forcé auprès des ménagères américaines pour mettre au menu familial la consommation d'abats, jusqu'alors objets de dégoût (Syndicat de la boucherie) et l'électrification des nombreux quartiers résidentiels dans un contexte géographique où ce choix technique était pourtant le plus coûteux (l'entreprise General Electric).

stratégies de quelques acteurs non étatiques puissants et tenterait-il simplement de contre-attaquer afin de ne pas être emporté dans la tourmente ?

Les montages conspirationnistes ont assuré de tout temps un levier solide aux forces de pression. La nouveauté apportée par la mondialisation numérique est la prolifération des instruments de conformation de l'opinion publique ainsi que le contexte idéologique de la « post-vérité » qui facilitent la pénétration des thèses les plus diverses. Il existe désormais des chefs de conglomerats décomplexés qui n'hésitent pas à s'afficher pour promouvoir au grand jour leur propre vision économique-politique. Ils sont détenteurs d'une force de feu considérable (presse, médias télévisuels et réseaux sociaux dont ils sont propriétaires). Ils ont vu combien l'effervescence complotiste pouvait contribuer à la *conformation* de l'opinion publique. Grâce à la puissance des algorithmes, veulent-ils faire croire qu'il n'y a rien à faire face à la vague d'outrances complotistes et au chaos ? Dans quel but ? Simplement démontrer leur puissance à leurs potentiels adversaires ? Affoler les citoyens afin qu'ils se détournent de toute contre-offensive politique et deviennent de simples consommateurs sans attentes plus élevées ?

6-4 Quand dénoncer le complot devient un business

Parmi les autres raisons existant de dénoncer les théories des complotistes, rappelons que le complotisme est un produit comme un autre et qu'il fait vendre ! La récupération capitaliste ici est incontestablement sophistiquée : les contenus problématiques, tel que le complotisme, attirent l'attention, soit qu'on veuille les dénoncer, les soutenir ou y être affilié. On ne compte plus les sites *web*, les réseaux sociaux, livres et émissions qui surfent sur le commerce du doute pour en tirer profit. Dans tous les cas, la visibilité des thèses complotistes est entretenue, y compris pour les combattre, dans un gigantesque mouvement de chaînes en boucle auto-référentes. Sur le Net, cela produit du flux en ligne et ça alimente le trafic publicitaire sur les plates-formes¹⁵¹. Actuellement, le climato-scepticisme et les débats politiques qu'il entraîne à sa suite, aux USA par exemple, ont le vent en poupe et les *influenceurs* génèrent un abondant trafic en ligne. Le business généré par les annonces climato-sceptiques se transforme en bonus algorithmiques. Que rêver de mieux ?

Je pense également au fond de commerce lucratif que se sont taillé en quelques années des instituts ou agences dédiés, tel que Conspiracy Watch, « Observatoire du conspirationnisme et des théories du complot », en France. Il s'agit à l'origine d'un site internet fondé en 2007 par le blogueur Rudy Reichstadt. Son objectif est, paraît-il, d'apporter des éléments d'analyse critique face au développement des théories du complot. Bien qu'il s'intitule expert ès théories du complot, sur quoi repose la solidité de ses analyses critiques ; quelle est sa légitimité à statuer sur la « pureté » idéologique des chercheurs, sachant qu'il n'a pas été chercheur lui-même ? Toujours est-il que l'observatoire maîtrise fort bien l'art de l'autoréférence sur le Net, celle de citer (et de se faire citer par) quelques auteurs en vue ayant l'oreille de proches du pouvoir. Conspiracy Watch est désormais invité à la majorité des colloques, tables rondes et débats sur le sujet... Son infiltration numérique réussie finit par imposer en douce les thèses de la *doxa* portée par les groupes qu'il soutient.

¹⁵¹ YouTube aurait enregistré plus de 30 milliards de dollars en revenus publicitaires en 2023, tandis que « la coalition Climate Action Against Disinformation a recensé sur Facebook 3781 messages publicitaires émanant de lobbies et d'entités liés aux énergies fossiles en trois mois (année 2022), ce qui équivaut à un financement de 3 à 4 millions de dollars. » CAAD, janvier 2023

6-5 Un fonctionnement systémique

Des décennies après les faits, il est frappant de constater la persistance de certaines thèses complotistes, telles que le faux attentat du Pentagone¹⁵² ou le complot lunaire. Tout comme il est frappant de constater la persistance d'accusations de « théorie complotiste » dès que certains sujets dérangent les pouvoirs en place. Contenus et mécanismes sont donc abondamment recyclés. À commencer par le recours à l'imaginaire qui retombe souvent dans les mêmes ornières. « *Parce qu'elle est liée au pouvoir depuis les commencements, la thèse du complot se développe toujours à l'ombre des pouvoirs exercés, revendiqués ou tombés en déshérence.* »¹⁵³

- Reconnaissons que le grand théâtre du complotisme fonctionne comme un réseau systémique : il ressemble à une toile dans laquelle les acteurs, fauteurs de troubles autant que pouvoirs répressifs, tiennent leur rôle et entretiennent le système ; tous s'y compromettent ; la violence peut jaillir de toutes parts. La *dramaturgie* prend sa source dans l'intrication des actes perpétrés, qui se répondent en miroir. Les incompréhensions et rancœurs du passé nourrissent les hostilités de demain. À l'origine de ce système, l'incertitude du monde et son désenchantement, la méconnaissance et la peur de l'autre, l'ambition déçue de la rationalité, les troubles passions humaines. « *Le thème du complot est un objet historique sinusoïdal... Il concerne des affaires mal élucidées, des poursuites judiciaires parfois oubliées. Il n'est pas seulement l'histoire mouvementée des répressions contre les ennemis de l'État ou les diviseurs de la Nation. Il n'a pas seulement un versant policier. Les menaces de complot, réelles ou supposées, reviennent régulièrement à la surface, soit du côté des forces de l'ordre, soit chez les tenants de la destruction de l'ordre existant. Une nébuleuse se forme autour de faits mal élucidés, entraînant discours polémiques, hypothèses hasardeuses, tentatives de propagande.* »¹⁵⁴

Je rappelle que des mécanismes originels spécifiques œuvrent au maintien du système : curieux de nature, l'être humain est attiré par ce qui est caché ; être social mimétique, il est fasciné par le pouvoir, réel ou supposé, et l'aura de ceux qui occupent le haut de la hiérarchie. On comprend dès lors combien les arènes plus ou moins occultes du pouvoir, qui se prêtent à la naissance d'ententes discrètes, ont la capacité de faire naître la fascination autant que la suspicion...

- Vertu du débat agonistique Mais on peut rappeler aussi que dénoncer le pouvoir d'un groupe de pression ou fantasmer sur les théories complotistes sont des actes politiques en soi, pour le meilleur et pour le pire. Ils matérialisent les liens virtuels composant le maillage systémique dont vit toute société ; nulle entité mystérieuse, extérieure ou occulte n'agit en dehors de ce dernier. Ces actes contribuent, à leur façon, à donner du sens à la partie jouée au plan collectif. Paré de cette légitime dignité politique, le débat public autour du complot, du complotisme, de la théorie du complot, mériterait plus que tout autre d'être travaillé collectivement, afin de s'inspirer d'une modalité agonistique, démarche dont on ne saurait trop louer la valeur démocratique et intégrative. Mettre à plat les luttes de pouvoir ne fragilise pas une nation, mais participe au contraire à ce que devrait être un réel fonctionnement démocratique.

¹⁵² « Il a d'abord été, pendant quelques semaines, un sujet de discussion pour les branchés du Net. Puis Thierry Meyssan publie un livre, *L'Effroyable imposture*, avec un sous-titre alléchant : *Aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone qui a enflammé l'opinion.* » Madelin, op. cit.

¹⁵³ Frédéric Monnier, *Le Complot dans la République*, La Découverte, 1998

¹⁵⁴ idem

Il y a place pour de nombreuses visions du monde et de multiples visions de l'humanité. Il faut en effet reconnaître aux autres leur droit imprescriptible de penser différemment, depuis la place qui est la leur ; cela suppose l'écoute ouverte de points de vue différents. Le débat devant veiller à ne pas occulter les tensions et forces sous-jacentes, en soi et en l'autre, il reposerait sur le respect des points de vue contradictoires au lieu de procéder par coups-bas et invectives. Les tensions préexistantes sont réelles et s'expliquent justement par la diversité de perspective des acteurs sociaux (le colonisateur et le colonisé ont des perspectives radicalement et inévitablement différentes). Ceci n'interdit pas de juger intenable certains points de vue adverses et d'expliquer pourquoi, en exposant ses arguments. Chaque acteur social doit pouvoir évaluer au mieux la valeur de ses pions et ceux de ses adversaires. La seule règle à suivre : déplacer la logique interne du débat. Il convient en un mot de considérer les arguments de l'autre comme ceux de « l'adversaire » débattant, et non comme les propos de « l'ennemi » ! On débat avec les premiers, on se bat avec les seconds, et cela fait toute la différence !

Pour ce faire, il faudrait éviter :

- la radicalité sans nuance des critiques
- la délégitimation de l'autre, alors que le débat entre adversaires les met sur le même plan.
- le mode de l'invective et de la violence verbale. À l'exemple de la polémique qui s'est enflammée sur le Net autour du tweet prêté au philosophe Raphaël Enthoven en date du 31/12/2021 : « *Bonne année à tous, sauf aux antivax qui sont des cons et des monstres* » ! Pour éviter l'escalade, il suffisait de répondre avec ironie « *le vaccin de la rationalité est sans effet sur ces gens* ».

Ironie, oui, insulte, non !

- Agora de la rationalité Notre appareil à penser convoque volontiers différents biais de raisonnement qui ont été illustrés dans ces pages, reconnaissons-le. La rationalité humaine s'appuie sur les émotions ainsi que sur de multiples stéréotypes mentaux sélectionnés par les mécanismes évolutifs. Nous sommes de grands producteurs de fantasmes, bien souvent décollés du réel dans lequel nous sommes pourtant immergés. La « mise en culture » de ces fantasmes est constitutive de la pensée humaine : elle tisse l'histoire de nos trajectoires individuelles, comme elle a tissé celle de nos ancêtres et de leurs clans, et tisse désormais celle de nos sociétés élargies. Est-il possible d'éviter leur dérapage ? Je veux l'espérer.

Conclusion

Il ne peut y avoir, à proprement parler, de conclusion à cet essai qui s'est efforcé de montrer les multiples facettes des mécanismes de la pensée complotiste. Sinon pour souligner que les outrances incontrôlées de ses mécanismes sont plus pernicieuses que les idées biaisées qui en résultent.

Gageons, toutefois, qu'il sera toujours possible à l'être humain de débusquer les jugements fallacieux qu'il produit ; et de veiller, de concert avec ses congénères, à les contrôler et à les pondérer.

Pourquoi ne pas garder le potentiel dynamique du jeu politique sur lequel reposent les mécanismes du complotisme pour le faire muter vers la dialectique équilibrée du débat agonistique ?

Tout indique que l'animal social humain accorde un prix élevé à la vie relationnelle qu'il mène dans la cité et que cette dernière ne va cesser de s'accroître. Alors, pour permettre à la cité de rester un vivier d'animation et de progrès pour l'animal humain, sans être exagérément chaotique ni invivable, autant cultiver ses facettes productrices d'une meilleure sociabilité.